



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 15 du 1er juin 2011

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 1er juin 2011

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	599
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....	599
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES.....	599
Arrêté SGAR n° 2011-194 en date du 13 mai 2011 portant dévolution du patrimoine immobilier de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Longwy et de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe-et-Moselle.....	599
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	599
MISSION ECONOMIQUE.....	599
Arrêté modificatif du 20 mai 2011 portant composition de la commission d'attribution de l'indemnité de départ en faveur de certains commerçants et artisans.....	599
Extrait du 30 mai 2011 de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle.....	600
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....	600
Bureau des réglementations.....	600
Arrêté n° 225 du 13 mai 2011 portant autorisation d'exercer l'activité de gardiennage à la société SECURLIVE.....	600
Arrêté n° 229 du 17 mai 2011 portant autorisation d'exercer l'activité de gardiennage à la société WORLD SECURITE.....	600
Arrêté du 13 mai 2011 portant agrément du centre de formation de moniteurs de la région Lorraine.....	601
Arrêté du 19 mai 2011 portant autorisation de l'exercice d'activités de recherches privées - Autorisation préfectorale n° 12/54.....	601
Arrêté du 20 mai 2011 portant habilitation dans le domaine funéraire - Gestion du crématorium de PONT-A-MOUSSON.....	602
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	603
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	603
Arrêté du 18 mai 2011 approuvant la convention constitutive du groupement d'intérêt public (GIP) dénommé « Noë ».....	603
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	605
Bureau des procédures environnementales.....	605
Arrêté n° 54-2010-00097 du 13 mai 2011 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant la demande d'autorisation de prélèvement d'eau de la source de Vilcey sur la commune de VILCEY-SUR-TREY par le SIE du Trey Saint-Jean.....	605
Arrêté n° 54-2010-00126 du 13 mai 2011 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées de la station d'épuration d'AZELOT soumis au régime de la déclaration préalable et prescriptions particulières dérogation « nickel ».....	607
Arrêté n° 54-2011-0033 du 13 mai 2011 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées de la station d'épuration du SIVOM de MIRECOURT soumis au régime de la déclaration préalable et prescriptions particulières dérogation « nickel ».....	609
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY.....	611
Arrêté du 19 mai 2011 portant modification statutaire de la Communauté de Communes du Jarnisy.....	611
SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE.....	611
Arrêté du 9 mai 2011 approuvant la dissolution du syndicat intercommunal pour le secrétariat des communes de Flainval – Hudiviller – Vitrimont.....	611
Arrêté du 10 mai 2011 approuvant la modification des statuts de la communauté de communes du Lunévillois, suite à l'adhésion de la commune de Chenevières (composition du comité).....	612
Arrêté du 10 mai 2011 approuvant l'extension des compétences de la communauté de communes du pays du Sânon par ajout de compétences dans le domaine de la santé.....	612
Arrêté du 12 mai 2011 approuvant la modification des statuts du syndicat intercommunal à la carte de Saint Clément Laronxe.....	613
Arrêté du 16 mai 2011 approuvant le transfert du siège du syndicat intercommunal d'assainissement du Sânon en mairie de CREVIC.....	614
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	614
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	614
DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....	614
Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54-030 en date du 19 mai 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de mise en conformité d'écrans motocyclistes sur la RN 4, au PR 35+000 et PR 38+800.....	614
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	615
DIRECTION GENERALE.....	615
Arrêté n° 2011-208 en date du 16 mai 2011 portant délégations de signatures de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim.....	615
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	620
Etablissements et services pour personnes âgées.....	620
Arrêté 2011 ARS/DT54/PA N° 174 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 121 du 20 avril 2011 modifiant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) du Centre Hospitalier de MONT-SAINT-MARTIN géré par l'Association Lorraine pour la Prévention, l'Hospitalisation et l'Accueil (ALPHA SANTE).....	620
ARRETE 2011 ARS/DT54/PA N° 180 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 177 du 9 mai 2011 autorisant la société anonyme « La Roche aux Carmes » à transférer l'activité de l'EHPAD « La Roche aux Carmes » de LONGWY sur le territoire de la commune de MEXY.....	621
Etablissements de santé.....	622
Arrêté ARS/DT 54 N° 45/2011 du 11 mai 2011 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée de l'Hôpital Local Intercommunal 3H Santé pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 007 - N° FINESS USLD : 540 006 665.....	622
Arrêté ARS/DT 54 N° 46/2011 du 11 mai 2011 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier de LUNEVILLE pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS USLD : 540 006 780.....	622
Arrêté ARS/DT 54 N° 47/2011 du 11 mai 2011 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier de TOUL pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS USLD : 540 008 364.....	622
Arrêté ARS/DT 54 N° 48/2011 du 11 mai 2011 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier de SAINT-NICOLAS-DE-PORT pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 114 - N° FINESS USLD : 540 008 737.....	623
Arrêté ARS/DT 54 N° 49/2011 du 11 mai 2011 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée de la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS USLD : 540 009 578.....	623
Arrêté ARS/DT 54 N° 50/2011 du 11 mai 2011 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE-SUR-MADON pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS USLD : 540 009 586.....	624
Arrêté ARS/DT 54 N° 51/2011 du 11 mai 2011 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée de la Maison Hospitalière de BACCARAT pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS USLD : 540 012 747.....	624
Arrêté ARS/DT 54 N° 52/2011 du 11 mai 2011 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS USLD : 540 006 459.....	625
Arrêté ARS/DT 54 N° 53/2011 du 17 mai 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015.....	625
Arrêté ARS/DT 54 N° 54/2011 du 17 mai 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155.....	626
Arrêté ARS/DT 54 N° 55/2011 du 17 mai 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296.....	627
Arrêté ARS/DT 54 N° 56/2011 du 17 mai 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395.....	627
Arrêté ARS/DT 54 N° 57/2011 du 17 mai 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE-SUR-MADON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668.....	628
Arrêté ARS/DT 54 N° 58/2011 du 17 mai 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	628

Arrêté ARS/DT 54 N° 59/2011 du 17 mai 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286.....	629
Arrêté ARS/DT 54 N° 60/2011 du 17 mai 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2011.....	630
Arrêté ARS/DT 54 N° 61/2011 du 17 mai 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163.....	630
Arrêté ARS/DT 54 N° 62/2011 du 17 mai 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023.....	631
Arrêté ARS/DT 54 N° 63/2011 du 17 mai 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070.....	632
Arrêté ARS/DT 54 N° 64/2011 du 17 mai 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104.....	633
Service Veille et Sécurité Sanitaire et Environnementale	633
Arrêté N° 236/2011/ARS/DT54 portant dérogation aux équipements sanitaires des locaux de sport du Centre d'Education pour Déficients Visuels - Domaine de Santifontaine à NANCY	633
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....	634
Produits de santé et biologie.....	634
Arrêté n° 2011-82 du 25 février 2011 portant prolongation du délai d'ouverture d'une officine de pharmacie à METZ (57000) après autorisation de transfert - Licence n° 57#00502.....	634
Arrêté n° 2011-149 du 7 avril 2011 portant autorisation de transfert d'une officine de pharmacie à METZ (57070) - Licence n° 57#00505.....	634
Arrêté n° 2011-152 du 8 avril 2011 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multisite SELARL « BIOCONCORDE » sis 19 avenue Jeanne d'Arc - 57290 FAMECK - Autorisation n° 57-53 - N° FINESS Entité juridique : 570 025 494.....	635
Arrêté n° 2011-153 du 8 avril 2011 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral A Responsabilité Limitée SELARL « BIOCONCORDE » sise 19 avenue Jeanne d'Arc - 57290 FAMECK, enregistrée sous le n° 11.....	636
Arrêté n° 2011-168 du 12 avril 2011 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral A Responsabilité Limitée SELARL « LABM LAURENT », 18 place Foch - 57580 REMILLY, enregistrée sous le n° 08.....	637
Arrêté n° 2011-169 du 12 avril 2011 portant autorisation de fonctionnement d'un laboratoire de biologie médicale multisite sis 18 place Foch - 57580 REMILLY - Autorisation n° 57-07 - N° FINESS Entité juridique : 570 025 536.....	638
Arrêté n° 2011-170 du 12 avril 2011 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire de biologie médicale multisite sis 3 rue Louis Pasteur - 57200 SARREGUEMINES - Autorisation n° 57-100 - N° FINESS Entité juridique : 570 024 984.....	639
Arrêté n° 2011-171 du 12 avril 2011 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiées SELAS « MEDILAB EST », 3 rue Louis Pasteur - 57200 SARREGUEMINES, enregistrée sous le n° 25.....	640
Arrêté n° 2011-209 en date du 19 mai 2011 portant modification de la composition du Comité de Protection des Personnes CPP « Est III ».....	641
DIRECTION DE LA STRATEGIE.....	642
Arrêté n° 2011-203 en date du 10 mai 2011 portant modification à la composition de la Commission Permanente de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	642
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	643
Arrêté du 15 avril 2011 portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les exploitations de polyculture et d'élevage du département de Meurthe-et-Moselle (IDCC n° 9541).....	643
Avenant n° 80 du 22 novembre 2010 à la convention collective de travail du 29 avril 1977 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage, de production de fruits, des entreprises de travaux agricoles, d'aménagements ruraux et forestiers et des CUMA de Meurthe-et-Moselle – IDCC : 9541.....	644
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	646
Décision du 13 mai 2011 portant agrément de la SCIC PAYSAN BIO LORRAIN, 9 rue de la Vologne - bâtiment F - 54520 LAXOU en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.....	646
Décision d'agrément d'une entreprise solidaire du 23 mai 2011 au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail pour la SCOP IN SITU ARCHITECTES.....	646
Décision d'agrément d'une entreprise solidaire du 23 mai 2011 au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail pour l'ARIAS.....	646
Décision d'agrément d'une entreprise solidaire du 23 mai 2011 au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail pour la SCOP ECOTA Conseil.....	647
Décision d'agrément d'une entreprise solidaire du 23 mai 2011 au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail pour l'association FAMILLES RURALES FEDERATION REGIONALE DE LORRAINE.....	647
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE.....	647
Arrêté n° 2011-DREAL-07 en date du 24 mai 2011 portant subdélégation de signature "administration générale".....	647
Décision DREAL 2011-20 en date du 24 mai 2011 portant subdélégation de signature "CPCM".....	650
RESSOURCES ET MILIEUX NATURELS.....	651
Arrêté n° 2011-DREAL-RMN-29 du 13 mai 2011 autorisant à déroger à l'interdiction de capture temporaire avec relâcher sur place et de prélèvement, transport, détention, utilisation et destruction d'échantillons biologique d'espèces d'amphibiens protégées.....	651
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	653
AGRICULTURE - FORET - CHASSE.....	653
Arrêté DDT/AFC/Aménagement foncier/2011/201 du 26 avril 2011 portant rectification de l'arrêté du 14 février 2011 portant modification du périmètre de remembrement de la commune de PIERRE-LA-TREICHE.....	653
Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/232 du 3 mai 2011 approuvant les statuts de l'association foncière de BASLIEUX.....	653
Arrêté n° 260 du 5 mai 2011 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de BLÉNOD-LÈS-PONT-À-MOUSSON.....	654
Arrêté du modifiant l'arrêté fixant la liste des organisations syndicales à vocation générale d'exploitants agricoles représentatives dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	654
ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE.....	655
Arrêté n° 54-DDT-DECHETS-2011-014 du 18 avril 2001 portant autorisation d'exploiter une installation de stockage de déchets inertes à MOINEVILLE pris en application de l'article L.541-30-1 du code de l'environnement.....	655
Arrêté n° 54-DDT-2011-DECHETS-015 du 10 mai 2011 portant autorisation d'exploiter une installation de stockage de déchets inertes à WAVILLE pris en application de l'article L.541-30-1 du code de l'environnement.....	655
Arrêté DDT-PECHE 2011/018 du 16 mai 2011 relatif à la fermeture anticipée de la pêche sur le ruisseau du Trey dans les communes de VILCEY-SUR-TREY, VILLERS-SOUS-PRENY et VANDIÈRES en 2011.....	661
Arrêté DDT-PECHE 2011/019 du 17 mai 2011 instituant une réserve de pêche sur le Woigot.....	661
Arrêté n° 54-DDT-DEC-2011/020 du 19 mai 2011 portant agrément de la SA MALEZIEUX - Agence de CHAMPIGNEULLES pour la réalisation des vidanges et la prise en charge le transport jusqu'à l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif.....	661
Arrêté du 19 mai 2011 mettant en demeure M. Hugues COGNON et Mlle Corinne GODFRIN de déposer un dossier au titre de l'article L. 214-1 et suivant du code de l'environnement, concernant les plans d'eau et ouvrages leur appartenant sur le territoire de la commune de WAVILLE.....	663
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....	664
Arrêté du 16 mai 2011 relatif au régime d'ouverture au public des services de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle le 15 juillet 2011.....	664
SERVICE NAVIGATION DU NORD-EST.....	664
ARRONDISSEMENT EAU – ENVIRONNEMENT.....	664
Arrêté n° 54-2011-12-NAV du 23 mai 2011 autorisant, au titre du code de l'environnement, Voies Navigables de France à remettre en état le barrage de POMPEY.....	664
INSPECTION ACADEMIQUE.....	666
Arrêté du 2 mai 2011 portant délégation de signature.....	666
AUTRES SERVICES.....	666

MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE LORRAINE.....	666
Arrêté du 19 mai 2011 portant désignation des membres du comité départemental (ou pluridépartemental) du FAMEXA.....	666
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	668
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	668
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE.....	668
PREVENTION DES RISQUES.....	668
Document du 20 mai 2011 listant les agents de la DREAL – Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Lorraine habilités au titre de l'article R.8111-8 du code du travail pour l'inspection du travail dans les mines et carrières.....	668
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	668
AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME, RISQUES.....	668
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 36150 du 23 mai 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de BARISEY-LA- COTE.....	669
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 42361 du 23 mai 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune d'ECROUVES	669
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 54893 du 23 mai 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de POMPEY.....	669
AUTRES SERVICES.....	669
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	669
Avis de concours interne sur épreuves d'agent de maîtrise du 23 mai 2011.....	669

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES**

Arrêté SGAR n° 2011-194 en date du 13 mai 2011 portant dévolution du patrimoine immobilier de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Longwy et de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la Zone de Défense Est,
Préfet de la Moselle,

VU le code de la sécurité sociale et notamment ses articles L124-1 à 124-3 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets modifié, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU la décision du directeur général de la CNAMTS portant fusion des caisses primaire d'assurance maladie de Longwy et de Nancy en date du 22 juillet 2009 ;
VU l'avis du ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville relatif à la fusion des caisses primaires d'assurance maladie de Longwy et Nancy publié au journal officiel du 7 août 2009 ;
VU la délibération en date du 19 mars 2010 du Conseil de la caisse primaire d'assurance maladie de Meurthe-et-Moselle approuvant le transfert de patrimoine des ex-CPAM de Longwy et de Nancy ;
SUR proposition du chef de l'antenne interrégionale de Nancy de la mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale ;

ARRETE

Article 1er : La propriété des immeubles appartenant à la Caisse primaire d'assurance maladie de Longwy dont les références sont indiquées sur l'état annexé au présent arrêté (annexes 2,5,13), est dévolue de plein droit à la Caisse primaire d'assurance maladie de Meurthe et Moselle.

La propriété des immeubles appartenant à la Caisse primaire d'assurance maladie de Nancy dont les références sont indiquées sur l'état annexé au présent arrêté (annexes 1,3,4,6,7,8,9,10,11,12), est dévolue de plein droit à la Caisse primaire d'assurance maladie de Meurthe et Moselle.

La propriété des immeubles appartenant au Comité d'Entreprise de la Caisse primaire d'assurance maladie de Nancy dont les références sont indiquées sur l'état annexé au présent arrêté (annexes 14 à 16), est dévolue de plein droit au Comité d'Entreprise de la Caisse primaire d'assurance maladie de Meurthe et Moselle.

Article 2 : Les biens, droits et obligations de la Caisse primaire d'assurance maladie de Longwy afférents aux immeubles indiqués, sont pris en charge dans la forme et l'état où ils se trouvent par la Caisse primaire d'assurance maladie de Meurthe et Moselle.

Les biens, droits et obligations de la Caisse primaire d'assurance maladie de Nancy afférents aux immeubles indiqués, sont pris en charge dans la forme et l'état où ils se trouvent par la Caisse primaire d'assurance maladie de Meurthe et Moselle.

Article 3 : Le présent arrêté constituant un acte public à caractère authentique sera publié par l'organisme bénéficiaire du transfert dans chaque bureau des hypothèques compétent.

Article 4 : Le présent acte est dispensé de droits d'enregistrement et de taxe de publicité foncière en vertu des articles 1084 et 1085 du CGI. En outre, en vertu de l'article 1085 du CGI, les transferts objets du présent acte, ne donnent pas lieu à paiement des salaires au conservateur des hypothèques.

Article 5 : La Secrétaire générale pour les affaires régionales, le Préfet du département de la Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Metz, le 13 mai 2011

Pour le Préfet de la Région Lorraine,
Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales,
Chantal CASTELNOT

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**MISSION ECONOMIQUE**

Arrêté modificatif du 20 mai 2011 portant composition de la commission d'attribution de l'indemnité de départ en faveur de certains commerçants et artisans

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés ;
VU l'article 106 de la loi de finances pour 1982, modifié par l'ordonnance n° 2005-1528 du 8 décembre 2005, instituant une aide en faveur des commerçants et artisans ;
VU le décret n° 82-307 du 2 avril 1982, modifié par décret n° 2006-83 du 27 janvier 2006, fixant les conditions d'attribution de l'aide prévue en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans par l'article 106 de la loi de finances pour 1982,
VU la proposition de la Chambre de commerce et d'industrie en date du 30 mars 2011 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : L'arrêté préfectoral du 9 mai 2011 portant composition de la commission pour la mise en œuvre des mesures d'aide aux commerçants et artisans âgés est modifié comme suit :

Représentant de la chambre de commerce et d'industrie dans le ressort de laquelle se trouve le siège de la Caisse :

- titulaire : M. Claude GILLARD.

Le reste sans changement.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 20 mai 2011

Le Préfet,
Adolphe COLRAT

Extrait du 30 mai 2011 de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle

Réunie le 26 mai 2011, la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé à la SNC LIDL, en qualité de futur exploitant, l'autorisation pour la création d'un magasin de commerce alimentaire de détail de type maxi-discount à l'enseigne LIDL, de 990 m² de surface de vente à CONFLANS EN JARNISY.

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de CONFLANS EN JARNISY.

Nancy, le 30 mai 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES
Bureau des réglementations

Arrêté n° 225 du 13 mai 2011 portant autorisation d'exercer l'activité de gardiennage à la société SECURLIVE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

VU le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

VU la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

VU la demande présentée par Monsieur Grégory MAZZOLENI, dirigeant de la société « SECURLIVE », située 2 rue du Cochet à LEXY (54720), entreprise de télésurveillance (sécurité par télégestion et télémaintenance), en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement ;

CONSIDÉRANT que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

ARRETE

Article 1er : La société « SECURLIVE » susvisée, ayant pour activité la télésurveillance (sécurité par télégestion et télémaintenance), est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à M. Grégory MAZZOLENI, dirigeant de la société SECURLIVE.

Copie du présent arrêté sera transmise :

- au directeur départemental de la sécurité publique,
- au colonel, commandant la gendarmerie de Meurthe-et-Moselle,
- à la sous-préfète de BRIEY,
- au maire de LEXY,
- au président du tribunal de commerce de BRIEY.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 13 mai 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de Bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Voies et délais de recours

- recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.

- recours hiérarchique adressé à M. le ministre de l'intérieur et de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration – direction des libertés publiques et des affaires juridiques - sous-direction des libertés publiques et de la police administrative - 11, rue des Saussaies - 75808 Paris.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- recours contentieux adressé au tribunal administratif de Nancy.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date de rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

Arrêté n° 229 du 17 mai 2011 portant autorisation d'exercer l'activité de gardiennage à la société WORLD SECURITE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

VU la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

VU la demande présentée par M. Lakhdar SID AHMED, dirigeant de la société « WORLD SECURITE », située 8 Marcel Galliot à MALZEVILLE (54220), entreprise de surveillance et de gardiennage, en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement ;

CONSIDÉRANT que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

ARRETE

Article 1er : La société « WORLD SECURITE » susvisée, ayant pour activité la surveillance et le gardiennage, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à M. Lakhdar SID AHMED, dirigeant de la société « WORLD SECURITE ».

Copie du présent arrêté sera transmise :

- au directeur départemental de la sécurité publique,
- au colonel, commandant la gendarmerie de Meurthe-et-Moselle,
- au maire de NANCY,
- au président du tribunal de commerce de NANCY.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 17 mai 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice des Libertés Publiques,
Antoinette AUDIA

Voies et délais de recours

- recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.
- recours hiérarchique adressé à M. le ministre de l'intérieur et de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration – direction des libertés publiques et des affaires juridiques – sous-direction des libertés publiques et de la police administrative - 11, rue des Saussaies - 75808 Paris.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- recours contentieux adressé au tribunal administratif de Nancy.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date de rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

Arrêté du 13 mai 2011 portant agrément du centre de formation de moniteurs de la région Lorraine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code des transports,

VU le code du travail,

VU la loi 95-66 du 20 janvier 1995 relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi,

VU le décret 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi,

VU l'arrêté du 3 mars 2009 relatif aux conditions d'agrément des organismes de formation assurant la préparation au certificat de capacité professionnelle des conducteurs de taxi et leur formation continue,

VU l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2009 portant agrément du centre de formation de moniteurs de la région lorraine sous le numéro 4-54-2009,

VU la demande de renouvellement d'agrément présentée le 20 mai 2010 par M. Mariano CAMIOLO gérant du centre de formation de moniteurs de la région lorraine « lorraine sécurité routière » dont le siège social est sis 148, zone piétonne BP 50049 57601 FORBACH CEDEX,

VU le sursis à statuer de la commission départementale des taxis et voitures de petite remise du 9 décembre 2010 et l'avis favorable de la commission départementale des taxis et voitures de petite remise du 10 mai 2011,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Le centre de formation de moniteurs de la région Lorraine « Lorraine sécurité Lorraine » susvisé représenté par Monsieur Mariano CAMIOLO, dont les locaux de formation sont sis parc d'activités Lafayette, locaux de Nancy sécurité routière, rue Jean Jaurès - 54320 MAXEVILLE est agréé comme organisme de formation pour la préparation au certificat de capacité professionnelle des conducteurs de taxi et leur formation continue.

Article 2 : L'agrément est délivré sous le numéro 4-54-2011 pour une durée de trois ans.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- M. Mariano CAMIOLO,

- Le Président de la chambre des métiers et de l'artisanat,

- Le directeur de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) de Lorraine,

- Le directeur départemental de la sécurité publique,

et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 13 mai 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice des Libertés Publiques,
Antoinette AUDIA

Voies et délais de recours

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez

- Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales et de l'immigration- Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux-, bureau du contentieux des polices administratives 11, rue des Saussaies 75008 Paris Cédex 08

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif-5, place de la Carrière 54036 NANCY. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Arrêté du 19 mai 2011 portant autorisation de l'exercice d'activités de recherches privées - Autorisation préfectorale n° 12/54

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 modifiée réglementant les activités privées de sécurité, notamment les articles 20 et suivants

VU le décret n° 2005-1123 du 6 septembre 2005 relatif à la qualification professionnelle des dirigeants et à l'aptitude professionnelle des salariés des agences de recherches privées

VU le décret 2009-214 du 23 février 2009 modifiant la réglementation des activités privées de sécurité

VU la demande d'autorisation présentée par Grégoire BALULA 1bis, avenue de Boufflers 54000 NANCY pour l'exercice, à titre individuel, de l'activité d'agent de recherche privées

VU l'autorisation délivrée le 10 mai 2011 par le ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration à M. Grégoire BALULA, ancien militaire de la gendarmerie nationale ayant cessé ses fonctions avant le terme d'un délai de cinq ans suivant cette cession

CONSIDÉRANT que M Grégoire BALULA remplit les conditions de nationalité, d'aptitude professionnelle et qu'il n'est pas frappé d'une des incapacités à exercer, mentionnées à l'article 22 de la loi 83-629 du 12 juillet 1983 modifiée réglementant les activités privées de sécurité

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : Monsieur Grégoire BALULA 1BIS, avenue de Boufflers 54000 NANCY est autorisé, à titre individuel, à exercer l'activité d'agent de recherche privées

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- à M. Grégoire BALULA,
 - au directeur départemental de la sécurité publique,
 - au greffier du tribunal de commerce de Nancy,
- et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.
Nancy, le 19 mai 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice des Libertés Publiques,
Antoinette AUDIA

Voies et délais de recours

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- *Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez*
- *Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales et de l'immigration - Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques - Sous-direction du conseil juridique et du contentieux-, bureau du contentieux des polices administratives 11, rue des Saussaies - 75008 Paris Cédex 08*
En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.
- *Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif-5, place de la Carrière CO n°38 54036 NANCY Cedex. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).*

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Arrêté du 20 mai 2011 portant habilitation dans le domaine funéraire - Gestion du crématorium de PONT-A-MOUSSON

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2223-40, L 2223-41 et R 2223-61

VU la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du Code des Communes et relative à la législation dans le domaine funéraire,

VU le décret n° 95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire,

VU l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2011 portant habilitation dans le domaine funéraire de l'entreprise de pompes funèbres « Pompes funèbres marbrerie ROBERT SARL » sous le numéro 98-54-126,

VU l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2011 portant habilitation provisoire pour la gestion du crématorium de Pont à Mousson,

VU la demande de renouvellement du 8 avril 2011 pour la gestion déléguée du crématorium de Pont à Mousson formulée par M. Pierre ROBERT et Mme Mireille ROBERT, co-gérants de l'entreprise de pompes funèbres « Pompes funèbres marbrerie ROBERT SARL 20, rue St Laurent 54700 PONT A MOUSSON,

VU le contrat de délégation de service public du 27 décembre 2002 entre la Ville de Pont à Mousson et la SARL Robert pour la construction et l'exploitation d'un crématorium sis Bas Lieux RD 952 à Pont à Mousson,

VU le rapport d'essai du contrôle des rejets atmosphériques des fours du crématorium de Pont à Mousson en date du 15 juillet 2010 produit par le bureau Véritas,

VU le rapport d'essai du contrôle de conformité et contrôles fonctionnels des équipements de sécurité du four du crématorium de Pont à Mousson en date du 1er avril 2011 produit par le bureau Véritas,

VU l'attestation de conformité des fours du crématorium de la commune de Pont à Mousson gérés par l'entreprise de pompes funèbres Robert produite le 18 avril 2011 par l'agence régionale de santé Lorraine, pour une validité établie jusqu'au 1er avril 2017,

ARRETE

Article 1er : L'entreprise de pompes funèbres «susvisée» sous le numéro d'habilitation 98-54-126 est habilitée à exercer la gestion du crématorium de PONT A MOUSSON pour une durée de six ans à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Le renouvellement de la présente habilitation est subordonnée à la production des attestations de conformité du crématorium prévues à l'article R 2223-61 du code général des collectivités territoriales, quatre mois avant l'échéance de la présente habilitation.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- à M Pierre ROBERT et à Mme Mireille ROBERT, co-gérants,
 - au Maire de PONT A MOUSSON,
 - au Directeur de l'agence régionale de santé,
- et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.
Nancy, le 20 mai 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice des Libertés Publiques,
Antoinette AUDIA

Voies et délais de recours

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- *Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez*
- *Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des collectivités territoriales et de l'immigration Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux - 11, rue des Saussaies - 75008 Paris Cédex 08*
En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.
- *Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif-5, place de la Carrière 54036 NANCY. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).*

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

*Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités***Arrêté du 18 mai 2011 approuvant la convention constitutive du groupement d'intérêt public (GIP) dénommé « Noë »**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'article 21 de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France ;

VU l'article 22 de la loi n° 87-757 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n°88-1034 du 7 novembre 1988 relatif aux groupements d'intérêt public constitués dans le domaine de l'action sanitaire et sociale, modifié par les décrets n°89-918 du 23 décembre 1989, n°92-336 du 1er avril 1992 et n°2005-212 du 2 mars 2005 ;

VU l'arrêté du 30 juin 1989, modifié le 15 décembre 1990 du ministre de la santé et de la protection sociale donnant délégation de pouvoir aux préfets pour l'approbation de certaines conventions constitutives de groupements d'intérêt public ;

VU les délibérations concordantes des membres fondateurs :

- Bagnex en date du 7 janvier 2011,
 - Barisey-la-Côte en date du 3 mars 2011,
 - Colombey-les-Belles en date du 28 janvier 2011,
 - Dolcourt en date du 7 janvier 2011,
 - Selaincourt en date du 28 janvier 2011,
 - Thuilley-aux-Groseilles en date du 28 janvier 2011,
 - Association de parents d'élèves « Casper » en date du 21 février 2011,
- approuvant la convention constitutive du groupement d'intérêt public « Noë » ;
- VU l'avis du sous-préfet de Toul en date du 11 avril 2011 ;
- SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : La convention constitutive du groupement d'intérêt public « Noë » adoptée par :

Les communes de Bagnex, Barisey-la-Côte, Colombey-les-Belles, Dolcourt, Selaincourt, et Thuilley-aux-Groseilles,

L'association de parents d'élèves « CASPER »,

ayant pour objet d'exercer des activités, de gérer des services et des équipements dans le domaine social et notamment :

- l'accueil à l'année des enfants scolarisés en élémentaire et préélémentaire,
 - la mise en place d'actions de soutien à la parentalité,
- est approuvée.

La convention constitutive et ses annexes approuvées, resteront annexées au présent arrêté

Article 2 : La durée de fonctionnement de cet établissement est prévue pour une période de quinze ans. Il a son siège au syndicat pour l'enseignement élémentaire et préélémentaire de Colombey-les-Belles à Colombey-les-Belles (54170).

Article 3 : L'aire géographique prévue pour l'action du groupement s'étend aux communes suivantes : Bagnex, Barisey-la-Côte, Colombey-les-Belles, Dolcourt, Selaincourt, et Thuilley-aux-Groseilles.

Article 4 : Le sous-préfet de Toul est nommé commissaire du Gouvernement auprès du groupement.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les maires des communes de Bagnex, Barisey-la-Côte, Colombey-les-Belles, Dolcourt, Selaincourt, et Thuilley-aux-Groseilles, le président de l'association de parents d'élèves « CASPER » et le sous-préfet de Toul sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera, avec la convention constitutive, publié au bulletin officiel du ministère du travail, de l'emploi et de la santé et au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 mai 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC « NOE »

Il est constitué un groupement d'intérêt public régi par la Loi N° 82-610 du 15 Juillet 1982, par décret N° 83-204 du 15 mars 1983 et par la présente convention.

Article 1er : Dénomination

La dénomination du Groupement d'Intérêt Public est : G.I.P NOE

Article 2 : Objet

Le G.I.P a pour objet d'exercer des activités, de gérer des services et des équipements dans le domaine social et notamment :

- L'accueil à l'année des enfants scolarisés en élémentaire et préélémentaire,
- Mise en place d'actions de soutien à la parentalité.

Article 3 : Siège

Le siège du G.I.P est fixé au Syndicat Intercommunal pour l'Enseignement Élémentaire et Préélémentaire (S.I.E.E.P), 5 rue Alexandre III 54 170 Colombey Les Belles

Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision de l'Assemblée générale.

Article 4 : Durée

Le G.I.P est constitué pour une durée de 15 ans. Il prend effet au jour de la publication au recueil des actes administratifs de l'arrêté d'approbation de la présente convention constitutive.

Article 5 : Modalité d'adhésion et de retrait

Peut faire partie du G.I.P, toute personne morale ou privée dont la candidature aura été présentée par un membre fondateur et acceptée à l'unanimité par l'assemblée générale du G.I.P. Elle devient membre du G.I.P.

La qualité de membre se perd par démission, décès, exclusion.

Les causes d'exclusion sont :

- Le non respect des statuts, convention et règlement intérieur,
- Tout acte causant au G.I.P un préjudice grave.

L'exclusion est prononcée par l'Assemblée générale.

Article 6 : Les ressources du G.I.P

Le G.I.P est constitué sans capital, ses ressources sont :

- Les subventions publiques ou privées,
- Toutes autres ressources autorisées par la Loi,
- Les participations des communes adhérentes et du S.I.E.E.P. :

- * sous forme de participation financière au budget annuel (voir annexe 1),
- * sous forme de mise à disposition de personnels,
- * sous forme de mise à disposition de locaux,
- * sous forme de mise à disposition de matériel qui reste la propriété du membre,
- * sous toute autre forme de contribution au fonctionnement du G.I.P, la valeur étant appréciée d'un commun accord.

Le régime comptable du G.I.P sera le régime comptable privé.

Article 7 : Le personnel

Les collectivités peuvent mettre à disposition du personnel. Le G.I.P peut embaucher du personnel sous statut privé. L'effectif pour débiter les activités du G.I.P NOE est détaillé en annexe 2.

Article 8 : Matériel

Les collectivités adhérentes peuvent mettre à disposition leurs locaux, leurs équipements, leur matériels et toutes autres formes de contributions, qui restent propriété de la collectivité adhérente (Les bâtiments concernés à la mise en place du G.I.P sont précisés annexe 3). Le matériel acheté ou développé en commun appartient au G.I.P. En cas de dissolution, il est dévolu conformément aux règles établies à l'article 16 – Dissolution

Article 9 : Le Budget

Le budget, approuvé chaque année par l'Assemblée Générale, inclut l'ensemble des opérations de recettes et de dépenses prévues pour l'exercice. Il fixe le montant des crédits destinés à la réalisation des objectifs spécifiques du G.I.P en distinguant :

- Les dépenses de fonctionnement (dépenses de personnels et frais de fonctionnement divers),
- Le cas échéant, les dépenses d'investissement.

Article 10 : La gestion

Le groupement ne donnant lieu ni à la réalisation, ni au partage de bénéfices, l'excédent éventuel des recettes d'un exercice sur les charges correspondantes sera reporté sur l'exercice suivant. Au cas où les charges dépasseraient les recettes de l'exercice, le Conseil d'Administration devrait statuer sur le report du déficit sur l'exercice suivant. En cas de déficit, les 6 communes assureront l'équilibre des comptes du G.I.P par une subvention exceptionnelle calculée au prorata du nombre d'habitants par rapport au dernier recensement INSEE connu.

Article 11 : Tenus des comptes

La tenue des comptes du groupement est assurée par un comptable agréé par le conseil d'Administration.

L'assemblée générale désigne un commissaire aux comptes. Il a pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les valeurs, les livres et les documents comptables du G.I.P ainsi que la conformité de sa comptabilité aux règles en vigueur. Il vérifie également la sincérité et la concordance de la situation financière et des résultats.

L'exercice social commencera le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre. Le premier exercice se terminera donc le 31 décembre 2011.

Article 12 : Contrôle de l'Etat

Le G.I.P est soumis au contrôle de la chambre régionale des comptes dans les conditions prévues par la l'article 6 bis de la Loi n° 67-48 du 22 juin 1967.

Article 13 : L'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale est convoquée par le Président au moins une fois par an, sur convocation écrite à chaque membre au moins 8 jours avant précisant les lieux, date, heure et ordre du jour.

L'Assemblée Générale :

- Adopte le programme annuel d'activité et le budget correspondant y compris, le cas échéant, les prévisions d'engagement de personnel,
- Approuve les comptes de chaque exercice,
- Nomme et révoque les administrateurs,
- A la compétence de modifier l'acte constitutif,
- Peut décider de la prorogation ou de la dissolution anticipée du G.I.P ainsi que des mesures nécessaires à sa liquidation,
- Approuve l'admission de nouveaux membres,
- Décide de l'exclusion d'un membre.

Les décisions sont prises :

- à l'unanimité des membres pour l'adhésion et le retrait des membres du G.I.P.,
- à l'unanimité des membres par délibérations concordantes pour la dissolution du G.I.P.,
- à la majorité absolue pour la création de services, création de postes de personnel propre au G.I.P et toutes décisions qui s'y affèrent, acceptation des budgets, des subventions, dons, legs et toute autre décisions.

Les décisions sont constatées par un procès Verbal porté sur un registre. Ce registre peut être communiqué à tout membre du G.I.P au siège social par le Président.

Une Assemblée Générale extraordinaire pourra, si besoin est, être convoquée à la demande du Président ou de la moitié lus un des membres du G.I.P, sur un ordre du jour précis.

La majorité des voix au sein de l'Assemblée Générale doit être détenue par les collectivités territoriales membres du G.I.P.

Les membres de l'Assemblée Générales sont :

* Les membres fondateurs :

- 1 élu par communes adhérentes (Bagneux, Barisey La Côte, Colombey Les Belles, Dolcourt, Selaincourt, Thuilley aux Groseilles) et son suppléant,
- 2 membres de l'association des Parents d'élèves « CASPER ».

* Les membres de droit :

- Un commissaire du gouvernement désigné par Monsieur le Préfet.

* Les membres invités :

- 1 représentant du conseil Général (Territoire d'Action Médico Sociales de Toul),
- 1 représentant de la Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe et Moselle),
- 1 représentant de la M.S.A.,
- 1 représentant du personnel,
- Le directeur de l'école élémentaire et préélémentaire de Colombey Les Belles,
- 1 Elu intercommunal de la communauté de communes du pays de Colombey et sud Toulinois.

Article 14 : Le Conseil d'Administration

Le G.I.P est géré par le conseil d'Administration, qui est investi des pouvoirs les plus étendus pour autoriser toutes les actes qui ne sont pas réservées à l'Assemblée Générale. Le Conseil d'Administration se réunit chaque fois que nécessaire sur convocation de son Président, au moins 5 jours avant la réunion. Il peut en outre se réunir sur un ordre du jour plus précis sur demande de la moitié plus un des membres.

Les décisions sont constatées par procès verbal et portées sur un registre, qui peut être communiqué à tout membre du G.I.P au siège social par le Président.

Le Conseil d'Administration peut s'adjoindre des conseillers techniques avec l'accord unanime des membres du Conseil d'Administration. Ils participent au débat sans droit de vote.

Les membres du Conseil d'Administration ne peuvent recevoir aucune rétribution en raison de leurs fonctions. Le Conseil d'Administration délibère valablement en présence d'au moins la moitié de ses membres plus un. Le pouvoir est nominatif et il n'est valable que pour une séance.

La durée du mandat des administrateurs est de 3 ans. Les administrateurs sortant sont rééligibles.

La majorité des voix au sein du Conseil d'Administration doit être détenue par les collectivités territoriales membres du G.I.P.

Le Conseil d'Administration élit à chaque mandat municipal en son sein, un Président, un Vice Président, un Trésorier, un Secrétaire et 3 membres du bureau.

Ces membres :

- préparent les nouveaux projets pour les soumettre à l'Assemblée Générale,
- nomment et révoquent le Président ainsi que le directeur,
- détermine les pouvoirs du Directeur du G.I.P.,
- font des propositions relatives aux programmes d'activités et au budget ainsi qu'aux prévisions d'embauche,
- fixent les ordres du jour des assemblées générales et les projets de résolution,
- proposent également un budget primitif en début d'exercice et un compte en fin d'exercice. Ces budgets doivent être ratifiés par l'Assemblée Générale,
- décident de toutes les affaires courantes afférentes à la gestion normale du G.I.P.

Le Président :

- recrute le personnel suivant les postes qui auront été définis par l'Assemblée Générale,
- propose de délibérer sur la nomination et révocation du Directeur du G.I.P.,
- convoque les assemblées générales et les réunions du conseil d'Administration,
- représente le G.I.P dans tous les actes de la vie civile. Il est garant du respect des statuts et assume la responsabilité du fonctionnement général du G.I.P.,
- a qualité pour ester en justice au nom du G.I.P. tant en demande qu'en défense,
- a signature sur les comptes bancaires du G.I.P.

Le Trésorier :

- est chargé de tout ce qui concerne la gestion du patrimoine du G.I.P.,
- réalise toute opération de vente ou d'achat de valeur mobilière, constituant le fond du G.I.P. après autorisation du Conseil d'Administration,
- tient une comptabilité régulière de toutes les opérations financières et rends compte à l'Assemblée Générale annuelle qui statue sur la gestion,
- a signature sur les comptes bancaires du G.I.P.

Le secrétaire :

- est chargé de tout ce qui concerne le secrétariat du G.I.P.,
- assure la tenue des registres des décisions prises par l'Assemblée Générale et le Conseil d'Administration.

Article 15 : Le directeur

Il assure la direction du G.I.P. sous l'autorité du Conseil d'Administration et engage le G.I.P. dans ses rapports avec les tiers.

Article 16 : Dissolution du G.I.P.

Le G.I.P est dissous de plein droit par l'arrivée du terme de sa durée contractuelle. Il peut être dissous par décision de l'Assemblée Générale extraordinaire à l'unanimité. La dissolution entraîne sa liquidation, mais la personnalité morale subsiste pour les besoins de celle-ci. L'Assemblée Générale fixe les modalités de sa liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs.

En cas de dissolution volontaire, statutaire ou prononcée par l'autorité administrative, les biens du G.I.P. sont dévolus suivant les règles du retour au prorata des investissements des Collectivités Territoriales.

Article 17 : Condition suspensive

La présente convention est conclue sous réserve de son approbation par l'autorité administrative, qui en assure la publicité conformément à l'article 21 de la Loi du 15 Juillet 1982 et au décret n° 83-204 du 15 Mars 1983.

Vu pour être annexé à l'arrêté en date de ce jour.

Nancy, le 18 mai 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Les annexes à la convention constitutive du GIP « Noë » sont consultables à la préfecture à la Direction de l'action locale, Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE
Bureau des procédures environnementales

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
Environnement, eau, biodiversité

Arrêté n° 54-2010-00097 du 13 mai 2011 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant la demande d'autorisation de prélèvement d'eau de la source de Vilcey sur la commune de VILCEY-SUR-TREY par le SIE du Trey Saint-Jean

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-4 à R. 11-14 ;

VU l'arrêté ministériel 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature définie au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de demande d'autorisation complet et régulier déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 28/07/2010, présenté par SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU TREY SAINT JEAN représenté par son Président, Monsieur René LORRAIN, enregistré sous le n° 54-2010-00097 et relatif à la demande d'autorisation de prélèvement d'eau au captage de la source de Vilcey à Vilcey sur Trey ;

VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 25/11/2010 au 16/12/2010 ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 15/02/2011 ;

VU le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 21/04/2011 ;

VU l'avis du CODERST en date du 12 mai 2011 ;

CONSIDERANT

Que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire a émis un avis favorable dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE**TITRE I : OBJET DE L'AUTORISATION****Article 1er** : Volume maximum prélevé

Le pétitionnaire, SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU TREY SAINT JEAN représenté par son Président, Monsieur René LORRAIN est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération suivante : prélèvement d'eau de la source de Vilcey sur la commune de VILCEY-SUR-TREY, pour un volume maximum fixé à 1 800 m³/jour.

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
1.2.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L.214-9 du code de l'environnement, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe : 1° D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m ³ /heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (A) 2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m ³ /heure ou entre 2 et 5% du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (D)	Autorisation

Article 2 : Caractéristiques des ouvrages de prélèvements

Les ouvrages de captage de la source de Vilcey sont composés d'un drain de 70 mètres de long, d'un regard de captage à l'arrivée du drainage, et d'une station de pompage. Le prélèvement est destiné à l'alimentation en eau potable. Le trop plein de la source est restitué au milieu naturel 350 mètres en aval.

Le captage de la source de Vilcey est situé sur la parcelle n°74 section C au lieu dit « Frière la Source » commune de VILCEY-SUR-TREY.

La ressource captée est celle de l'aquifère des calcaires du Bajocien.

La source donne naissance au ruisseau du Trey.

TITRE II : PRESCRIPTIONS**Article 3** : Prescriptions spécifiques

Un débit réservé de 4 litres/seconde au minimum doit être restitué au ruisseau du Trey au niveau du trop plein de la source.

Dans des situations d'étiage naturel exceptionnel, si le SIE du Trey Saint Jean ne peut mobiliser aucune autre ressource, le débit réservé pourra être ramené à 2 litres/seconde sur une durée limitée, après accord du service chargé de la police de l'eau et sur demande justifiée du pétitionnaire.

Article 4 : Moyens de surveillance et de contrôle (y compris auto contrôle)

Un dispositif permettant le respect à tout moment du débit réservé, ainsi que son contrôle, devra être mis en place sous un délai de deux mois à compter de la date de signature du présent arrêté.

Les quantités prélevées sont comptabilisées de façon journalière afin de pouvoir contrôler le volume maximum autorisé.

Article 5 : Mesures correctives

Le SIE du Trey Saint Jean prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter le gaspillage d'eau, notamment par l'amélioration du rendement de son réseau de distribution.

Une étude de sécurisation de l'approvisionnement du pétitionnaire par interconnexion devra être réalisée sous un délai d'un an.

Article 6 : Prescriptions générales relatives à certaines rubriques

Le pétitionnaire doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature définie au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement ci joint.

TITRE III : DISPOSITIONS GENERALES**Article 7** : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

Article 8 : Début et fin des travaux – Mise en service

Le pétitionnaire doit informer le service de police de l'eau instructeur du présent dossier des dates de démarrage et de fin des travaux et, le cas échéant, de la date de mise en service de l'installation permettant le respect du débit réservé.

Article 9 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux infractions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 10 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 11 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 12 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 13 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 14 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information au conseil municipal de la commune de :

- VILCEY-SUR-TREY

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans les mairies dont la liste est annexée au présent arrêté pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'à la mairie de la commune de VILCEY-SUR-TREY.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 15 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu à l'article R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 16 : Exécution – Diffusion

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de TOUL, le maire de la commune de VILCEY-SUR-TREY, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle et le commandant du Groupement de gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont une copie sera tenue à la disposition du public en mairie de Vilcey-sur-Trey. Une copie de l'arrêté sera également transmise à l'ARS et à l'ONEMA.

Nancy, le 13 mai 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

PJ : L'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature définie au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

Arrêté n° 54-2010-00126 du 13 mai 2011 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées de la station d'épuration d'AZELOT soumis au régime de la déclaration préalable et prescriptions particulières dérogation « nickel »

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L214-1 à 11, R214-1 à 214-56 (nomenclature et procédure) et R 211-25 à R211-47 (épandages de boues) ;

VU la loi 92-3 sur l'eau du 3 janvier 1992 modifiée par la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 ;

VU l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles ;

VU le dossier de déclaration « loi sur l'eau » relatif au plan d'épandage de boues de la station d'épuration d'Azelot, déposé le 13 septembre 2010 par la commune d'Azelot ;

VU le récépissé de déclaration relatif au plan d'épandage de boues de la station d'épuration d'Azelot délivré le 20 septembre 2010 ;

VU la demande de complément du service chargé de la police de l'eau du 21 octobre 2010 ;

VU le complément au dossier de déclaration déposé par la Commune d'Azelot le 24 mars 2011 ;

VU le rapport de la Direction Départementale des Territoires du 28 mars 2011 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques du 14 avril 2011 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E**Article 1er : Objet de la demande**

Récépissé de déclaration assorti des prescriptions particulières dérogation « nickel » est donné à la Commune d'Azelot concernant l'épandage de boues de la station d'épuration d'Azelot.

CARACTERISTIQUES DE LA STATION

Capacité : 600 équivalents habitants,

Mode de traitement : infiltration percolation sur sable,

Tonnage annuel maximum de boues : 7,2 tonnes de matière sèche par an soit 185 m³ de boues,

Traitement des boues : Accumulation dans la lagune de décantation,

Stockage des boues : bassin de 480 m³, avec une profondeur de 20 m³.

PLAN D'EPANDAGE

Les boues ne pourront être épandues que sur les parcelles identifiées dans le dossier déposé le 13 septembre 2010 par la commune d'Azelot.

La liste des parcelles retenues pour l'épandage, les coordonnées Lambert II des points de prélèvement pour analyses de sols, ainsi que le protocole de suivi Nickel sont joints à l'arrêté en annexes.

Article 2 : Les pratiques d'épandage

L'intervalle entre deux apports de boues sera de trois ans minimum.

L'intervalle entre un apport d'effluents d'élevage (fumiers ou lisiers) et boues sera de deux ans minimum.

Une même parcelle ne pourra être incluse dans plusieurs plans d'épandage de stations d'épuration urbaines ou industrielles.

En cas d'épandage sur des parcelles situées en zone vulnérable, les épandages devront être conformes au programme d'action à mettre en œuvre sur les zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricoles.

Article 3 : Les modalités de surveillance

LES BOUES

Leurs compositions sont conformes aux valeurs limites fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998.

Les analyses portant sur les valeurs agronomiques sont réalisées dans un délai le plus bref possible avant épandage et tels que les résultats d'analyses soient connus avant la réalisation de l'épandage.

La fréquence de ces analyses, de même que les valeurs limites, sont fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998. La fréquence imposée, compte tenu du tonnage de matière sèche, est de :

Fréquence des analyses de boues par an	Première année	Année de routine (1)
Valeurs agronomiques	4	2
Eléments traces métalliques (2) (cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb, zinc)	2	2
Composés traces organiques	1	-

(1) Ce nombre sera égal au nombre d'analyses réalisées lors de la première année pour les éléments suivants :

- paramètres caractérisant la valeur agronomique : éléments dont les analyses témoignent d'une variabilité élevée (écart de plus de 30% entre la valeur la plus haute et la valeur la plus basse ramenées au taux de matière sèche) ;
- éléments-traces métalliques et composés traces organiques : éléments dont la teneur lors de la première année ou lors d'une année suivante est supérieure à 75% de la valeur limite correspondante.

(2) Si les boues sont destinées à être épandues sur pâturage, cette fréquence sera appliquée au paramètre Sélénium lors de la première année.

Si l'une de ces analyses révèle une teneur en Sélénium supérieure à 25 mg/kg (ou si une nouvelle source de risque de contamination apparaît), cet élément fera l'objet d'une analyse de routine les années suivantes.

LES SOLS

Les sols seront analysés sur chaque point de référence :

- après l'ultime épandage sur la parcelle de référence en cas d'exclusion de celle-ci du périmètre d'épandage ;
- au minimum tous les dix ans.

Ces analyses porteront sur les éléments suivants : Cadmium, Chrome, Cuivre, Mercure, Nickel, Plomb, Zinc et pH.

LE REGISTRE D'EPANDAGE

Le producteur de boues tiendra à jour, au cours de la campagne, un registre d'épandage indiquant les caractéristiques des boues et de leur traitement, les dates et parcelles d'épandage, les quantités épandues, les cultures pratiquées et les personnes impliquées dans l'épandage.

Chaque année, une synthèse de ce registre sera communiquée au service chargé de la police de l'eau (Direction Départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle) et aux utilisateurs des boues, selon le modèle de l'annexe 6 de l'arrêté du 8 janvier 1998.

Le registre sera conservé par le déclarant pendant une durée de 10 ans.

PREVISIONNEL ET BILAN AGRONOMIQUE

Chaque année, l'épandage fera l'objet :

- d'un programme prévisionnel d'épandage, établi conjointement ou en accord avec les utilisateurs définissant les parcelles concernées par la campagne annuelle, les cultures pratiquées et leurs besoins, les préconisations d'emploi des boues, notamment les quantités devant être épandues, le calendrier d'épandage et les parcelles réceptrices ;
- à la fin de chaque campagne annuelle, d'un bilan agronomique de celle-ci, comportant notamment le bilan de fumure, et les analyses réalisées sur les sols et les boues.

Ces documents sont transmis par le producteur de boues au préfet de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Problématique Nickel

Les parcelles du tableau 1 présentent des teneurs naturelles en Nickel supérieures à la norme de 50 mg/kg, en conséquence la Commune d'Azélot met en place un protocole de suivi sur ces parcelles (annexe 2 au présent arrêté).

Parcelles de référence	Parcelles associées	Ban communal des parcelles associées	Teneur en Nickel mg/kg de MS	Teneur en Nickel DTPA mg/kg de MS
CAR 11	CAR 16 partie a	AZELOT	56.24	0.42

Tableau 1 : Teneur en Nickel des parcelles

Ce protocole a été établi à partir de l'étude réalisée par l'E.N.S.A.I.A. sur la biodisponibilité du nickel, il est conforme au protocole de suivi, pour l'épandage sur les terrains dont la teneur en nickel dépasse les 50 mg/kg, validé par le Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France requis sur ce thème.

Les points de prélèvement de référence auront pour coordonnées Lambert II étendu :

Libellé du point	X	Y
CAR 11	887 146.80	2 406 793.90

Les échantillons feront l'objet d'une analyse de pH, Nickel total et Nickel disponible DTPA (la quantité de nickel extraite par DTPA ne doit pas être supérieur à 5 mg/kg de MS, le pH ne doit pas être inférieur à 5,5) et de même un suivi de la qualité des cultures sera mis en place.

Article 5 : Filière alternative

En cas d'impossibilité d'épandage, les boues seront évacuées vers un centre de stockage de déchets ultimes de classe II ou éliminées par toute voie respectant les textes en vigueur.

Article 6 : Conventions

Les relations entre la collectivité productrice et les exploitants agricoles des parcelles visées par les épandages font l'objet de conventions particulières.

Article 7 : Recours

La présente décision ne pourra être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 1 an pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du code de l'environnement)

Article 8 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9 : Exécution et publication de l'arrêté

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune d'Azélot, le maire de la commune de Burthécourt aux Chênes, le maire de la commune de Lupcourt, le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle et l'Agence Régionale de santé – Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera notifiée au Maire de la Commune d'Azélot (pétitionnaire) et affiché dans les mairies sus-visées. Copie du présent arrêté sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera transmise pour information à l'Organisme indépendant de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 13 mai 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

Les annexes du présent arrêté sont consultables au bureau des procédures environnementales de la direction de l'action locale ainsi qu'au bureau environnement - eau - biodiversité de la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle.

Arrêté n° 54-2011-0033 du 13 mai 2011 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées de la station d'épuration du SIVOM de MIRECOURT soumis au régime de la déclaration préalable et prescriptions particulières dérogation « nickel »

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L214-1 à 11, R214-1 à 214-56 (nomenclature et procédure) et R 211-25 à R211-47 (épandages de boues) ;

VU la loi 92-3 sur l'eau du 3 janvier 1992 modifiée par la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 ;

VU l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles ;

VU l'arrêté préfectoral relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées de la station d'épuration du SIVOM de l'Agglomération Mirecurtienne du 28 janvier 2008,

VU le dossier de déclaration « loi sur l'eau » relatif à la modification du d'épandage de boues de la station d'épuration de Mirecourt, déposé le 22 février 2011 par le SIVOM de l'Agglomération Mirecurtienne;

VU le récépissé de déclaration relatif à la modification du plan d'épandage de boues de la station d'épuration de Mirecourt délivré le 23 février 2011,

VU le rapport de la Direction Départementale des Territoires du 28 mars 2011 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques du 14 avril 2011 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

Article 1er : Objet de la demande

Récépissé de déclaration assorti des prescriptions particulières dérogation « nickel » est donné au Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples de l'Agglomération Mirecurtienne concernant l'épandage de boues de la station d'épuration de Mirecourt.

Le présent arrêté abroge l'arrêté préfectoral relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées de la station d'épuration du SIVOM de l'Agglomération Mirecurtienne du 28 janvier 2008.

CARACTERISTIQUES DE LA STATION

Capacité : 30 000 équivalents habitants,

Mode de traitement : aération prolongée,

Tonnage annuel maximum de boues : 400 tonnes de matière sèche par an,

Traitement des boues : grille d'égouttage et déshydratation par filtre presse,

Stockage des boues : trois logettes d'une capacité totale de 1160 tonnes.

PLAN D'EPANDAGE

Les boues ne pourront être épandues que sur les parcelles identifiées dans le dossier déposé le 22 février 2011 par le SIVOM de l'agglomération Mirecurtienne.

La liste des parcelles retenues pour l'épandage, les coordonnées Lambert II et Lambert 93 des points de prélèvement pour analyses de sols, ainsi que le protocole de suivi Nickel sont joints à l'arrêté en annexes.

Article 2 : Les pratiques d'épandage

L'intervalle entre deux apports de boues sera de trois ans minimum.

L'intervalle entre un apport d'effluents d'élevage (fumiers ou lisiers) et boues sera de deux ans minimum.

Une même parcelle ne pourra être incluse dans plusieurs plans d'épandage de stations d'épuration urbaines ou industrielles.

En cas d'épandage sur des parcelles situées en zone vulnérable, les épandages devront être conformes au programme d'action à mettre en œuvre sur les zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricoles.

Article 3 : Les modalités de surveillance**LES BOUES**

Leurs compositions sont conformes aux valeurs limites fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998.

Les analyses portant sur les valeurs agronomiques sont réalisées dans un délai le plus bref possible avant épandage et tels que les résultats d'analyses soient connus avant la réalisation de l'épandage.

La fréquence de ces analyses, de même que les valeurs limites, sont fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998. La fréquence imposée, compte tenu du tonnage de matière sèche, est de :

Fréquence des analyses de boues par an	Première année	Année de routine (1)
Valeurs agronomiques	12	6

Eléments traces métalliques (2) (cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb, zinc)	8	4
Composés traces organiques	4	2

(1) Ce nombre sera égal au nombre d'analyses réalisées lors de la première année pour les éléments suivants :

- paramètres caractérisant la valeur agronomique : éléments dont les analyses témoignent d'une variabilité élevée (écart de plus de 30% entre la valeur la plus haute et la valeur la plus basse ramenées au taux de matière sèche) ;
- éléments-traces métalliques et composés traces organiques : éléments dont la teneur lors de la première année ou lors d'une année suivante est supérieure à 75% de la valeur limite correspondante.

(2) Si les boues sont destinées à être épandues sur pâturage, cette fréquence sera appliquée au paramètre Sélénium lors de la première année.

Si l'une de ces analyses révèle une teneur en Sélénium supérieure à 25 mg/kg (ou si une nouvelle source de risque de contamination apparaît), cet élément fera l'objet d'une analyse de routine les années suivantes.

LES SOLS

Les sols seront analysés sur chaque point de référence :

- après l'ultime épandage sur la parcelle de référence en cas d'exclusion de celle-ci du périmètre d'épandage ;
- au minimum tous les dix ans.

Ces analyses porteront sur les éléments suivants : Cadmium, Chrome, Cuivre, Mercure, Nickel, Plomb, Zinc et pH.

LE REGISTRE D'EPANDAGE

Le producteur de boues tiendra à jour, au cours de la campagne, un registre d'épandage indiquant les caractéristiques des boues et de leur traitement, les dates et parcelles d'épandage, les quantités épandues, les cultures pratiquées et les personnes impliquées dans l'épandage.

Chaque année, une synthèse de ce registre sera communiquée au service chargé de la police de l'eau (Direction Départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle) et aux utilisateurs des boues, selon le modèle de l'annexe 6 de l'arrêté du 8 janvier 1998.

Le registre sera conservé par le déclarant pendant une durée de 10 ans.

PREVISIONNEL ET BILAN AGRONOMIQUE

Chaque année, l'épandage fera l'objet :

- d'un programme prévisionnel d'épandage, établi conjointement ou en accord avec les utilisateurs définissant les parcelles concernées par la campagne annuelle, les cultures pratiquées et leurs besoins, les préconisations d'emploi des boues, notamment les quantités devant être épandues, le calendrier d'épandage et les parcelles réceptrices ;
- à la fin de chaque campagne annuelle, d'un bilan agronomique de celle-ci, comportant notamment le bilan de fumure, et les analyses réalisées sur les sols et les boues.

Ces documents sont transmis par le producteur de boues au préfet de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Problématique Nickel

Les parcelles du tableau 1 présentent des teneurs naturelles en Nickel supérieures à la norme de 50 mg/kg, le SIVOM de Mirecourt met en place un protocole de suivi sur ces parcelles (annexe 2 au présent arrêté).

Parcelles de référence	Parcelles associées	Ban communal des parcelles associées	Teneur en Nickel mg/kg de MS	Teneur en Nickel DTPA mg/kg de MS
AUBJ_62	-	Gripport	53.3	2.2
JEAA_45a	JEAA_42, JEAA_43, JEAA_45b	Diarville	58.44	1.28
JEAA_44a	JEAA_44b	Diarville	51.68	0.52
NICM_03	-	Diarville	54.97	0.86
NICM_23a	NICM_02, NICM_04, NICM_23b, NICM_24	Diarville et Pont sur Madon	60.5	0.72
SMIM_17	SMIM_06, SMIM_15, SMIM_32	Forcelles sous Gugney, Housseville	50.4	2.2
SMIM_19	SMIM_01, SMIM_18	Forcelles sous Gugney, Bouzanville	65.6	1.7
SMIM_42a	SMIM_42b	Quévilloncourt	53.31	0.61

Parcelles qui ont fait l'objet d'une dérogation Nickel par AP du 28 janvier 2008

Tableau 1 : Teneur en Nickel des parcelles

Ce protocole a été établi à partir de l'étude réalisée par l'E.N.S.A.I.A. sur la biodisponibilité du nickel, il est conforme au protocole de suivi, pour l'épandage sur les terrains dont la teneur en nickel dépasse les 50 mg/kg, validé par le Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France requis sur ce thème.

Les points de prélèvement de référence auront pour coordonnées Lambert 93 :

Libellé du point	X	Y
AUBJ_62	939 160.30	6 818 272.94
JEAA_45a	932 610.74	6 813 194.70
JEAA_44a	932 295.26	6 812 866.82
NICM_03	932 299.37	6 813 115.78
NICM_23a	932 820.91	6 813 326.49
SMIM_17	928 899.96	6 815 541.76
SMIM_19	928 581.80	6 814 442.67
SMIM_42a	929 354.38	6 824 162.77

Les échantillons feront l'objet d'une analyse de pH, Nickel total et Nickel disponible DTPA (la quantité de nickel extraite par DTPA ne doit pas être supérieur à 5 mg/kg de MS, le pH ne doit pas être inférieur à 5,5) et de même un suivi de la qualité des cultures sera mis en place.

Article 5 : Filière alternative

En cas d'impossibilité d'épandage, les boues seront évacuées vers un centre de stockage de déchets ultimes de classe II ou éliminées par toute voie respectant les textes en vigueur.

Article 6 : Conventions

Les relations entre la collectivité productrice et les exploitants agricoles des parcelles visées par les épandages font l'objet de conventions particulières.

Article 7 : Recours

La présente décision ne pourra être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 1 an pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du code de l'environnement)

Article 8 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9 : Exécution et publication de l'arrêté

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, la présidente du SIVOM de l'Agglomération Mirecurtienne, le maire de la commune de Bouzanville, le maire de la commune de Diarville, le maire de la commune de Forcelles sous Gugney, le maire de la commune de Grippont, le maire de la commune d'Housseville, le maire de la commune de Quévilloncourt, le maire de la commune de Vaudémont, le maire de la commune de Vézelize, le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Départemental des Territoires des Vosges et l'Agence Régionale de santé – Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera notifiée à la Présidente du Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples de l'Agglomération Mirecurtienne (pétitionnaire) et affiché dans les mairies sus-visées. Copie du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera transmise pour information à l'Organisme indépendant de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 13 mai 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

Les annexes du présent arrêté sont consultables au bureau des procédures environnementales de la direction de l'action locale ainsi qu'au bureau environnement - eau - biodiversité de la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle.

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

Arrêté du 19 mai 2011 portant modification statutaire de la Communauté de Communes du Jarnisy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5214-1 et suivants ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et son décret modificatif n°2010-146 du 16 février 2010 ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2001 portant création de la Communauté de Communes du Jarnisy ;

VU l'arrêté préfectoral N° 11.BI.43 du 28 février 2011 accordant délégation de signature à Mme BOEHLER Christine, sous-préfète de BRIEY ;

VU la délibération du 16 décembre 2010 du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Jarnisy décidant de la modification de l'article 2 paragraphe B-2 de ses statuts ;

VU la notification aux communes membres le 03 janvier 2011 ;

VU les avis favorables rendus par les conseils municipaux des communes membres, à savoir :

- BECHAMPS, le 13 janvier 2011
- CONFLANS-EN-JARNISY, le 18 mars 2011
- FLEVILLE-LIXIERES, le 15 février 2011
- GIRAUMONT, le 01 février 2011
- JARNY, le 24 février 2011
- LABRY, le 04 février 2011
- NORROY-LE-SEC, le 22 février 2011
- OZERAILLES, le 28 janvier 2011

VU les absences de délibérations, valant avis favorable, des autres communes membres ;

CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par l'article L.5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

ARRETE

Article 1er : La modification de l'article 2 paragraphe B-2 des statuts de la Communauté de Communes du Jarnisy est autorisée comme suit :

« B) Compétences optionnelles

B-2) Equipements culturels, de loisirs et sportifs

Etude permettant la mise en place d'une politique et d'équipement de loisirs, socioculturels et sportifs sur le Jarnisy.

Etudes, réalisation et gestion d'une piscine intercommunale.

Gestion et animation des équipements culturels de dimension intercommunale : Espace Gérard Philippe à Jarny, et la Tour Mahuet à Labry. »

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de BRIEY, le président de la Communauté de Communes du Jarnisy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressé à la Directrice Départementale des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.

Briey, le 19 mai 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La sous-préfète,
Christine BOEHLER

SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE

Arrêté du 9 mai 2011 approuvant la dissolution du syndicat intercommunal pour le secrétariat des communes de Flainval – Hudiviller – Vitrimont

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5212-33 et suivants ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2010-146 du 16 février 2010 ;
VU l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Saffrey, sous-préfet de Lunéville ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 novembre 1980 portant création du syndicat intercommunal pour le secrétariat des communes de Flainval – Hudiviller - Vitrimont, modifié les 13 février 1996, et 16 octobre 2008 ;
VU la délibération du comité syndical du syndicat intercommunal de secrétariat des communes de Flainval Hudiviller Vitrimont du 22 décembre 2010 ;
VU les délibérations des conseils municipaux des communes de :
- FLAINVAL en date du 7 février 2011
- HUDIVILLER en date du 25 janvier 2011
- VITRIMONT en date du 24 janvier 2011 ;
CONSTATANT que les conditions de majorité sont remplies ;

ARRETE

ARTICLE 1er : Le syndicat intercommunal de secrétariat des communes de Flainval Hudiviller Vitrimont est dissous.

Article 2 : Le passif du syndicat est réparti entre les communes membres selon les modalités suivantes : 7/35 à Flainval, 12,75/35 à Hudiviller et 15,25/35 à Vitrimont.

Article 3 : Le sous préfet de Lunéville, la directrice départementale des finances publiques, et le président du syndicat intercommunal de secrétariat des communes de Flainval Hudiviller Vitrimont sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Lunéville, le 9 mai 2011

Le Sous-Préfet,
Philippe Saffrey

Arrêté du 10 mai 2011 approuvant la modification des statuts de la communauté de communes du Lunévillois, suite à l'adhésion de la commune de Chenevières (composition du comité)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5111-1 et suivants et L.5214-1 et suivants ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2010-146 du 16 février 2010 ;
VU l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Saffrey, sous-préfet de Lunéville ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 décembre 1996 portant création de la communauté de communes du Lunévillois, modifié les 31 décembre 1997, 17 juillet 1998, 3 septembre 1999, 7 novembre 2002, 23 décembre 2004, 23 octobre 2006, 4 juillet 2008, 30 octobre 2008, 30 décembre 2008 ;
VU la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes du Lunévillois du 16 décembre 2010 ;
VU les délibérations des conseils municipaux des communes de :
- CHENEVIERES en date du 13 janvier 2011
- HERIMENIL en date du 15 février 2011
- JOLIVET en date du 28 janvier 2011
- LANEUVEVILLE AUX BOIS en date du 4 février 2011
- LUNEVILLE en date du 13 janvier 2011
- MANONVILLER en date du 10 février 2011
- MARAINVILLER en date du 10 mars 2011
- MONCEL LES LUNEVILLE en date du 16 février 2011
- SAINT CLEMENT en date du 7 février 2011
- THIEBAUMENIL en date du 10 janvier 2011
- VITRIMONT en date du 24 janvier 2011 ;
CONSTATANT que les conditions de majorité sont remplies ;

ARRETE

ARTICLE 1er : L'article 6 des statuts est le suivant :

« La communauté de communes est administrée par un comité composé de membres désignés par les conseillers municipaux des communes membres.

Les sièges sont répartis entre les communes comme suit :

2 sièges attribués aux communes de Bénaménil, Croismare, Hérimenil, Jolivet, Laneuveville aux Bois, Manonviller, Marainviller, Moncel lès Lunéville, Thiébauménil, Vitrimont, Laronxe, Saint Clément, Chenevières

3 sièges attribués à la commune de Chanteheux

12 sièges attribués à la commune de Lunéville.

Chaque commune bénéficiera en outre d'un délégué suppléant, ce nombre est porté à 3 pour la ville de Lunéville. »

Article 2 : Les statuts modifiés ci-joints sont approuvés.

Article 3 : Le sous-préfet de Lunéville et le président de la communauté de communes du Lunévillois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 10 mai 2011

Le Sous-Préfet,
Philippe Saffrey

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté du 10 mai 2011 approuvant l'extension des compétences de la communauté de communes du pays du Sânon par ajout de compétences dans le domaine de la santé

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5111-1 et suivants et L.5214-1 et suivants ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2010-146 du 16 février 2010 ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Saffrey, sous-préfet de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 décembre 1997 portant création de la communauté de communes du pays du Sânon, modifié les 2 février 1998, 24 décembre 1999, 28 novembre 2001, 24 mai 2002, 4 juillet 2002, 4 octobre 2002, 4 octobre 2004, 8 mars 2005, 13 septembre 2006, et 5 novembre 2007 ;

VU la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes du pays du Sânon du 22 septembre 2010 ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes de :

- ARRACOURT en date du 17 janvier 2011
- ATHIENVILLE en date du 27 janvier 2011
- BATHELEMONT en date du 20 janvier 2011
- BEZANGE LA GRANDE en date du 7 février 2011
- BONVILLER en date du 25 février 2011
- BURES en date du 1er mars 2011
- COINCOURT en date du 9 mars 2011
- COURBESSEAUX en date du 25 janvier 2011
- CREVIC en date du 21 décembre 2010
- CRION en date du 4 février 2011
- DEUXVILLE en date du 20 décembre 2010
- DROUVILLE en date du 15 février 2011
- EINVILLE AU JARD en date du 13 janvier 2010
- FLAINVAL en date du 16 décembre 2010
- HENAMENIL en date du 28 décembre 2010
- HOEVILLE en date du 23 février 2011
- JUVRECOURT en date du 14 janvier 2011
- MAIXE en date du 16 mars 2011
- MOUACOURT en date du 3 février 2011
- PARROY en date du 28 janvier 2011
- RAVILLE SUR SANON en date du 11 mars 2011
- RECHICOURT LA PETITE en date du 4 février 2011
- SERRES en date du 7 mars 2011
- SIONVILLER en date du 25 février 2011
- VALHEY en date du 10 février 2011
- XURES en date du 24 février 2011 ;

CONSTATANT que les conditions de majorité sont remplies ;

ARRETE

Article 1er : L'article 5 des statuts est complété par l'alinéa suivant : « Actions visant au maintien et à l'installation des professionnels de santé (médicaux et paramédicaux), notamment par la création d'une maison de santé sur son territoire. La gestion de ces équipements sera déléguée à une Société Civile de Moyens ou tout autre structure juridique regroupant les professionnels de santé ».

Article 2 : Les statuts modifiés ci-joints sont approuvés.

Article 3 : Le sous-préfet de Lunéville et le président de la communauté de communes du pays du Sânon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 10 mai 2011

Le Sous-Préfet,
Philippe Saffrey

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté du 12 mai 2011 approuvant la modification des statuts du syndicat intercommunal à la carte de Saint Clément Laronxe

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5211-1 et suivants ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2010-146 du 16 février 2010 ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Saffrey, sous-préfet de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 1967, portant création du syndicat intercommunal à la carte de Saint Clément Laronxe, modifié les 20 août 1973, 11 septembre 1998, 29 juillet 2002 et 19 mai 2003 ;

VU la délibération du comité syndical du syndicat intercommunal à la carte de Saint Clément Laronxe du 30 novembre 2010 ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes de :

- CHENEVIERES en date du 13 janvier 2011
- LARONXE en date du 25 mars 2011
- SAINT CLEMENT en date du 7 février 2011
- VATHIMENIL en date du 25 mars 2011 ;

CONSTATANT que les conditions de majorité sont remplies ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts modifiés ci-joints sont approuvés.

Article 2 : Le sous-préfet de Lunéville et le président du syndicat à intercommunal à la carte de Saint Clément Laronxe sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 12 mai 2011

Le Sous-Préfet,
Philippe Saffrey

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté du 16 mai 2011 approuvant le transfert du siège du syndicat intercommunal d'assainissement du Sânon en mairie de CREVIC

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5211-1 et suivants ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2010-146 du 16 février 2010 ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Saffrey, sous-préfet de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 7 mai 1996 portant création du syndicat intercommunal d'assainissement du Sânon, modifié les 21 juin 2006 et 30 octobre 2006 ;

VU la délibération du 23 mars 2011 par laquelle le comité syndical du syndicat intercommunal d'assainissement du Sânon décide de fixer le siège de la structure en mairie de Crévic ;

Vu les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de :

- CREVIC en date du 4 avril 2011

- SOMMERVILLER en date du 20 avril 2011 ;

CONSTATANT que les conditions de majorité sont atteintes ;

ARRETE

Article 1er : Le siège du syndicat intercommunal d'assainissement du Sânon est fixé en mairie de Crévic.

Article 2 : Le sous-préfet de Lunéville et le président du syndicat intercommunal d'assainissement du Sânon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 16 mai 2011

Le Sous-Préfet,
Philippe Saffrey

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST****DIVISION EXPLOITATION DE METZ****Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54-030 en date du 19 mai 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de mise en conformité d'écrans motocyclistes sur la RN 4, au PR 35+000 et PR 38+800**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.30 du 17 janvier 2011, portant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 17 janvier 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 9/05/2011 présenté par le District de Nancy ;

VU l'information du CG 54

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 16/05/2011 ;

VU l'avis du district de Nancy en date du 9/05/2011 ;

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

Voies	RN 4 et 59	
Points de repères	PR 35 et 38+800	Sens: 1 ou 2
Section	Bretelles de sortie de l'échangeur Lunéville-Centre + Bretelle Saint-Dié Nancy	
Nature des travaux	Dépose et remplacement d'écrans moto	
Période globale	Entre 24 et 27/05/2011	
Système d'exploitation	Déviations des transit via réseau DIRE et échangeurs suivants	
Signalisation temporaire	À la charge de : CEI	Mise en place par : CEI

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR et sens	Description des travaux	Signalisation et Déviation posée le :
1	24/05/11	Bretelle 1 échangeur Lunéville-centre - N 4;	Dépose, évacuation, approvisionnement et pose des matériels neufs	La circulation sera déviée par la RN R59 et l'échangeur de Fraimbois/Gerbéviller avec implantation d'un balisage de déviation et retour vers la bretelle St Dié-Nancy
2	25/05/11	Bretelle 3 échangeurs Lunéville-centre - N 4;	Dépose, évacuation, approvisionnement et pose des matériels neufs	La circulation sera déviée jusqu'à l'échangeur des Sables (l'échangeur Lunéville-Centre étant moins sûr pour faire un demi-tour et il y a 1500m entre les deux échangeurs)
3	26/05/11	Bretelle 3 échangeur N 59-N 4	Dépose, évacuation, approvisionnement et pose des matériels neufs	La circulation est déviée sur la RN 4 jusqu'à l'échangeur suivant de Thiébauménil et retour vers Nancy par le sens 2

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Lunéville ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU). La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes – Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace et Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de Lunéville.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 19 mai 2011

Le Préfet du Département de la Meurthe et Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de la Division d'Exploitation de Metz,
David MAZOYER

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DIRECTION GENERALE

Arrêté n° 2011-208 en date du 16 mai 2011 portant délégations de signatures de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim,

VU le code de l'action sociale et des familles ;
VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code du travail ;
VU le code de la défense ;
VU le code de la santé publique ;
VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles modifié ;
VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;
VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
VU le décret en date du 1er avril 2010 portant nomination de Monsieur Jean-Yves GRALL, en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
VU la décision n° 2010-01 en date du 1er avril 2010 portant organisation de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
VU le décret en date du 13 mai 2011 portant nomination de Monsieur Jean-Yves GRALL, en qualité de directeur général de la santé ;
VU le décret en date du 13 mai 2011 portant nomination par intérim de Madame Marie-Hélène MAITRE en qualité de directrice générale de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : La délégation de signature est un procédé par lequel une autorité administrative charge une autre autorité, qui lui est hiérarchiquement subordonnée, d'agir en son nom, dans un cas ou dans une série de cas déterminés.

Article 2 : Délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour l'exercice des missions dévolues à l'agence régionale de santé, entrant dans leur champ de compétences et à toutes mesures relatives au fonctionnement des services placés sous leur autorité, à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :

- A Madame le Docteur Arielle BRUNNER, chef de projet « plan régional de santé » ; pour :
 - * Les décisions et correspondances relatives à la mise en place du projet régional de santé (PRS).
 - A Madame Gisèle HURSON, chef du service « démocratie sanitaire » pour :
 - * Les décisions et correspondances relatives à l'organisation de la « démocratie sanitaire » notamment la gestion de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie (CRSA) ainsi que les commissions spécifiques prévues par la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires.
 - A Monsieur Yann KUBIAK, chef du service « observations, statistiques, analyse et données de santé » pour :
 - * Les décisions et correspondances relatives à l'observation et aux statistiques.
 - A Madame Claudine BARBASTE, secrétaire générale et directrice des ressources humaines, pour :
 - * Les décisions et correspondances relatives à la gestion des questions sociales, la gestion administrative et la préparation hors liquidation de la paie, le recrutement, la formation et la gestion des carrières, le plan de formation, la gestion prévisionnelle des emplois et compétences, la stratégie immobilière et l'aménagement des espaces de travail, la fonction accueil du public, l'externalisation des fonctions, les achats publics, l'engagement des dépenses et la certification du service fait, la gestion du parc automobile et la gestion informatique.
 - * Les ordres de mission permanents et spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents du Secrétariat Général.
- En cas d'absence ou d'empêchement de la secrétaire générale et directrice des ressources humaines, délégation de signature est donnée aux personnes ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services et des ordres de mission permanents et spécifiques à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :
- * Monsieur Christian SCHAEFFER, adjoint à la directrice des ressources humaines et Madame Corinne Jue DE ANGELI, responsable de la GPEC et de la formation ; pour les questions relatives aux ressources humaines,
 - * Madame Marie-Reine SCHMITT, chef de service des systèmes d'informations internes en matière de gestion informatique,
 - * Monsieur José ROBINOT, chef de service des affaires générales, et Madame Catherine WILLAUME, gestionnaire des achats, pour la stratégie immobilière et l'aménagement des espaces de travail, la fonction accueil du public, la gestion du parc automobile, l'externalisation des fonctions, les achats publics, l'engagement des dépenses et la certification du service fait.
- A Monsieur Patrick METTAVANT, directeur des services financiers pour :
 - * Les décisions et correspondances relatives à la liquidation de la paie notamment dans la validation des éléments variables de la paie transmis au prestataire dans le cadre de la convention signée entre le DGARS et le directeur des services financiers et comptables (DSFC) relatives aux missions traditionnellement exercée par l'ordonnateur et confiées au DSFC.
- En cas d'absence ou d'empêchement du directeur des services financiers, délégation de signature est donnée à Monsieur Patrick CHAMINADAS, adjoint au directeur des services financiers, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté.
- En cas d'absence concomitante de Monsieur Patrick METTAVANT et de Monsieur Patrick CHAMINADAS, leur délégation de signature sera exercée par Monsieur François LALLEMAND, gestionnaire de payes.
- En cas d'absence concomitante des trois personnes susmentionnées, leur délégation de signature sera exercée par Madame Julie DIMINI, comptable.
- A Monsieur Marcel DOSSMANN, directeur de la performance et la gestion du risque, pour :
 - * Les décisions et correspondances relatives à la mise en place du programme régional d'inspection et de contrôle, d'audit et d'évaluation, à la maîtrise des risques liés aux soins, à l'évaluation des politiques de santé, au suivi et au pilotage des contrats de retour à l'équilibre financier des établissements de santé et médico-sociaux, à l'appui à la performance des établissements et services de santé et médico-sociaux, aux vigilances et sécurités sanitaires des produits de santé, à la gestion des systèmes d'information de « santé », aux programmes de gestion du risque, aux programmes d'investissement des établissements de santé et médico-sociaux.
 - * Les ordres de mission permanents et spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la direction de la performance et de la gestion du risque.
- En cas d'absence ou d'empêchement du directeur de la performance et de la gestion du risque, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :
- * Madame le Docteur Christel PIERRAT, chef de service « produits de santé et biologie », en matière d'expertise générale sur les domaines ayant trait aux produits de santé et à la biologie, à l'inspection et contrôle dans le domaine pharmaceutique et biologique, à l'analyse des données en matière de dépenses des produits de santé,
 - * Monsieur Patrick REMY, chef du service « qualité, sécurité des soins et coordination des vigilances », en matière de gestion des risques et relations avec la haute autorité de santé (HAS),
 - * Monsieur Jean-Louis FUCHS, chef de projet « systèmes d'information de santé » sur son champ de compétences,

- * Madame Sabine GRISELLE-SCHMITT, chef du service « inspection-contrôle », en matière d'inspection-contrôle du système de santé,
- * Monsieur Raphaël BECKER, chef du service « efficience du système de santé », en matière d'efficience des établissements et services de santé et médico-sociaux et en matière de suivi et analyse des programmes d'investissement,
- * Monsieur Patrick MARX, directeur de projet gestion du risque, sur son champ de compétences.
- A Monsieur Serge MORAIS, chef du département de l'ambulatoire et de l'accès à la santé, pour :
 - * Les décisions et correspondances relatives :
 - . à la formation et métiers de la santé, à la démographie, la gestion et le suivi des professionnels de santé ; à la permanence des soins ambulatoires et à l'aide médicale urgente ; à l'accès à la santé pour les populations carcérales et précaires ;
 - . à l'organisation et l'allocation de ressources de l'offre de santé dans le champ ambulatoire ;
 - . aux ordres de mission permanents et spécifiques ainsi qu'aux états de frais de déplacement présentés par les agents du département de l'ambulatoire et de l'accès à la santé.
- En cas d'absence ou d'empêchement du chef du département de l'ambulatoire et de l'accès à la santé, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :
 - * Madame le Docteur Patricia DE BERNARDI, adjointe au chef de département de l'ambulatoire et de l'accès à la santé, sur le champ de compétences du département,
 - * Madame Michèle HÉRIAT, responsable du service « internat et praticiens hospitaliers » en ce qui concerne les internats de médecine et pharmacie, les praticiens hospitaliers et les agréments et courriers en matière de transports sanitaires,
 - * Madame Sabine RIGON, conseillère technique régionale en soins et responsable du service « professions paramédicales », en ce qui concerne les formations paramédicales et à destination des sages-femmes, et l'exercice relatif aux professions paramédicales y compris les sages-femmes.
- A Madame Martine ARTZ, directrice de la promotion de la santé, de la protection sanitaire et environnementale (DPSPSE) ; pour :
 - * Les décisions et correspondances relatives à la prévention des risques en santé environnementale et des milieux, à la prévention des risques de santé, à la veille, surveillance épidémiologique et gestion des signaux sanitaires, à la sécurité sanitaire et à la gestion des crises sanitaires, à la promotion et éducation à la santé.
 - * Les ordres de mission permanents et spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la direction de la promotion de la santé, de la protection sanitaire et environnementale.
- En cas d'absence ou d'empêchement de la directrice de la promotion de la santé, de la protection sanitaire et environnementale, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :
 - * Monsieur Christian MANN SCHOTT, adjoint à la directrice de la promotion de la santé, de la protection sanitaire et environnementale ; en matière de prévention et gestion des crises sanitaires et en matière de santé environnementale,
 - * Madame le Docteur Annick DIETERLING, chef du département « promotion, prévention et éducation à la santé » en matière de développement et suivi des politiques de prévention,
 - * Madame Christine MEFFRE, responsable de la cellule interrégionale d'épidémiologie (CIRE) pour ce qui concerne toutes mesures relatives au fonctionnement du service de la CIRE et des ordres de mission permanents et spécifiques.
- A Monsieur Jean-Pierre PERON, directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale (DOSAT) ; pour :
 - * Les décisions et correspondances relatives à l'organisation de l'offre de santé et de l'autonomie, au renouvellement et à la gestion des autorisations et à l'allocation budgétaire et de tarification dans les domaines sanitaire, médico-social et ambulatoire, à la gestion des réseaux de santé, les liens avec le centre national de gestion, la gouvernance des établissements de santé, les relations sociales avec les professionnels de santé, la contractualisation avec les offreurs de santé,
 - * Les ordres de mission permanents et spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la direction de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale (DOSAT).
- En cas d'absence ou d'empêchement du directeur de la DOSAT, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté :
 - * Monsieur le Docteur Patrick MORVAN, chef de département « médico-social et réseaux de santé », en matière d'organisation et d'allocations de ressources dans le champ des réseaux de santé.
 - * Les décisions et correspondances en matière d'organisation des autorisations, d'allocations budgétaires, de tarification dans les établissements médico-sociaux et en matière de gestion des personnels de direction en lien avec le CNG,
 - * Madame Stéphanie GEYER, chef de département des « établissements de santé », en matière d'organisation des autorisations et d'allocations budgétaires dans les établissements de santé, en matière de gestion des médecins hospitaliers et des personnels de direction en lien avec le centre national de gestion, en matière de gouvernance des établissements de santé.
 - * Les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à l'offre de santé et de l'autonomie s'exerçant dans les départements de la Meuse, de la Meurthe et Moselle, des Vosges et de la Moselle.
- En cas d'absence ou d'empêchement, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à l'offre de santé et de l'autonomie :
 - * Monsieur Philippe ROMAC dans le département de Meurthe et Moselle hormis, en ce qui concerne l'offre de santé, les territoires de Brie et Longwy,
 - * Monsieur Michel MULIC dans le département des Vosges,
 - * Madame Chantal KIRSCH dans le département de la Moselle et pour ce qui concerne l'offre de santé pour les territoires de Brie et Longwy,
 - * Madame le Docteur Eliane PIQUET dans le département de la Meuse.
- A Monsieur Michel MULIC, délégué territorial du département des Vosges, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :
 - * l'exercice des missions dévolues à l'agence régionale de santé et s'exerçant dans le département des Vosges, à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté ;
 - * les ordres de mission permanents et spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale des Vosges.
- En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial des Vosges, délégation générale de signature est donnée à Madame Dominique COURTY, chef du service de veille, sécurité sanitaire et environnementale.
- En cas d'absence concomitante de Monsieur Michel MULIC et de Madame Dominique COURTY, leur délégation de signature sera exercée par Madame Valérie BIGENHO-POET, animateur territorial.
- Délégation spéciale de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :
 - Pour le champ de l'animation territoriale, à Madame Marie-Christine GABRION, animateur territorial :
 - * Dans le domaine des établissements de santé :
 - . pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;
 - . pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations ;
 - . pour le renouvellement d'autorisation ;
 - . pour les arrêtés de tarification d'activité ;
 - . pour les notifications de dotation

- . pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics
 - * Dans le domaine médico-social :
 - . pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;
 - . pour le renouvellement d'autorisation ;
 - . pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;
 - . pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification ;
 - . pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.
 - * Dans le champ de la veille sanitaire et de la sécurité environnementale à Mademoiselle Lucie Tome, adjointe au chef du service de veille, sécurité sanitaire et environnementale :
 - . pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.
 - * Dans le champ des fonctions supports, à Monsieur David SIMONETTI, chef du service support, à l'exclusion des décisions concernant la situation des agents.
 - A Madame Chantal KIRSCH, déléguée territoriale du département de Moselle, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :
 - * l'exercice des missions dévolues à l'agence régionale de santé et s'exerçant dans le département de la Moselle, à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté,
 - * les ordres de mission permanents et spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale de Moselle.
- En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial de Moselle, délégation générale de signature est donnée à Monsieur Paul Charles AUBERT, animateur territorial.
- En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Paul Charles AUBERT, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame Hélène ROBERT, chef du service de veille sécurité sanitaires et environnementales.
- Délégation spéciale de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :
- Pour le champ de l'animation territoriale, à chacun des animateurs territoriaux désignés ci-après dans les territoires qui le concerne :
- . Monsieur Paul Charles AUBERT, territoire de Metz-Briey ;
 - . Madame Aleth GERMAIN, territoire de Thionville-Longwy ;
 - . Monsieur Guillaume LABOURET, territoire de Sarrebourg-Saulnois ;
 - . Monsieur Etienne GUERAIN, territoire de Sarreguemines ;
 - . Madame Laure POLO RAVIER, territoire du Bassin Houiller.
- * Dans le domaine médico-social :
 - . pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;
 - . pour le renouvellement d'autorisation ;
 - . pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;
 - . pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification ;
 - . pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.
- * Dans le domaine des établissements de santé :
 - . pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;
 - . pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations ;
 - . pour le renouvellement d'autorisation ;
 - . pour les arrêtés de tarification d'activité ;
 - . pour les notifications de dotation ;
 - . pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.
- * Dans les champs de la promotion de la santé, de la veille et de la sécurité sanitaires et environnementales, à Madame Hélène Robert, chef du service de veille sécurité sanitaires et environnementales :
 - . pour le versement de subventions aux CLAT, CIDDIST et centres de vaccinations ;
 - . pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.
- En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène ROBERT, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame Laurence ZIEGLER, adjointe au chef de service veille et sécurité sanitaires et environnementales.
- Dans le champ des fonctions supports, à Madame Claire KOENIG, chef de service fonctions support, à l'exclusion des décisions concernant la situation des agents.
- A Madame le Docteur Eliane PIQUET, déléguée territoriale du département de la Meuse, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :
 - * l'exercice des missions dévolues à l'agence régionale de santé et s'exerçant dans le département de la Meuse, à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté ;
 - * les ordres de mission permanents et spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale de Meuse.
- En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial de la Meuse, délégation générale de signature est donnée à Madame Jocelyne CONTIGNON, animateur territorial.
- Délégation spéciale de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :
- Pour le champ de l'animation territoriale, à Madame Jocelyne CONTIGNON, animateur territorial :
- * Dans le domaine médico-social :
 - . pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;
 - . pour le renouvellement d'autorisation ;
 - . pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;
 - . pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification ;
 - . pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.
- * Dans le domaine des établissements de santé :
 - . pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;
 - . pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations ;
 - . pour le renouvellement d'autorisation ;
 - . pour les arrêtés de tarification d'activité ;
 - . pour les notifications de dotation ;
 - . pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.
- En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Jocelyne CONTIGNON, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame le Docteur Elise BLÉRY-MASSINET, animateur territorial.
- * Dans le champ de la veille sécurité sanitaire et environnementale, à Madame Céline PRINS, chef du service de veille sécurité sanitaire et environnementale :
 - . pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline PRINS, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame Emilie BERTRAND, responsable de l'unité des eaux destinées à la consommation humaine.

- A Monsieur Philippe ROMAC, délégué territorial de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :

- * l'exercice des missions dévolues à l'agence régionale de santé et s'exerçant dans le département de la Meurthe et Moselle, à l'exception des matières visées à l'article 3 du présent arrêté ;
- * les ordres de mission permanents et spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale de Meurthe et Moselle.

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial de Meurthe et Moselle, délégation générale de signature est donnée à Madame le Docteur Odile DE JONG, animateur territorial.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame le Docteur Odile DE JONG, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Monsieur Jérôme Malhomme, chef du service de veille sécurité sanitaire et environnementale.

Délégation spéciale de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :

Dans le champ de l'animation territoriale, à Madame le Docteur Odile DE JONG, animateur territorial :

- * Dans le domaine médico-social :
 - . pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;
 - . pour le renouvellement d'autorisation ;
 - . pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;
 - . pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification ;
 - . pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.
- * Dans le domaine des établissements de santé :
 - . pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;
 - . pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations ;
 - . pour le renouvellement d'autorisation ;
 - . pour les arrêtés de tarification d'activité ;
 - . pour les notifications de dotation ;
 - . pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame le Docteur Odile DE JONG, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame Martine RICARD ou par Madame Lamia HIMER, animateurs territoriaux.

Dans les champs de la promotion de la santé, de la veille sanitaire et de la sécurité environnementale, à Monsieur Jérôme MALHOMME, chef du service de veille sécurité sanitaire et environnementale :

- . pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires ;
- . pour le versement de subventions aux CLAT, CIDDIST et centres de vaccinations.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme MALHOMME, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame Stéphanie MONIOT, ingénieur d'études sanitaires.

- Aux médecins exerçant au sein des délégations territoriales à effet de signer la transmission de toutes pièces et dossier à caractère médical et à tous documents relatifs à la validation des coupes PATHOS et des GMP.

- A Monsieur Alexandre BOUCHET, conseiller défense et sécurité de zone à l'effet de signer tout document quant au fonctionnement du service régiono-zonal de défense et de sécurité et aux ordres de missions.

Article 3 :

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives à la gouvernance et à la stratégie de l'ARS :

- la composition, l'organisation et le fonctionnement du conseil de surveillance ;
- la constitution de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie, des commissions de coordination prévues à l'article L. 1432-1 du code de la santé publique et des conférences de territoires ;
- l'arrêté du projet régional de santé mentionné à l'article L. 1434-1 du code de la santé publique ;
- l'arrêté portant schéma inter-régional d'organisation sanitaire.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives à l'organisation de l'offre de santé :

- la délivrance d'autorisations sanitaires ou médico-sociales autres que les renouvellements d'activités existantes, la création d'établissements sanitaires ou médico-sociaux ;
- les suspensions et retraits d'autorisations sanitaires et médico-sociales ;
- le placement des établissements publics de santé et établissements médico-sociaux sous administration provisoire ;
- la mise en œuvre des dispositions de l'article L. 6122-15 du code de la santé publique relatives au redéploiement d'activités entre deux ou plusieurs établissements publics de santé (convention de coopération, groupement de coopération sanitaire, fusion) ;
- la suspension d'exercice de professionnels de santé ;
- les matières relatives aux autorisations dans les domaines pharmaceutiques et biologiques ;
- les suspensions et retraits d'autorisations pour les officines de pharmacie et les laboratoires d'analyses.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives à la veille et la sécurité sanitaires :

- la signature des protocoles départementaux relatifs aux prestations réalisées pour le compte du préfet.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives aux Ressources Humaines et Affaires Générales :

Ressources humaines

- la signature du protocole pré-électoral en vue de la constitution des instances représentatives du personnel de l'ARS ;
- les décisions relatives aux promotions professionnelles individuelles ;
- les décisions d'attribution de primes, de points de compétences et de points d'évolution ;
- les signatures et ruptures de contrats à durée indéterminée ;
- le cadre d'organisation du travail au sein de l'Agence.

Affaires générales

- les marchés et contrats supérieurs à 20 000 euros hors taxes ;
- les marchés de travaux, fournitures et services, et les baux supérieurs à 50 000 euros hors taxes.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives aux missions d'inspection et contrôle :

- la désignation, parmi les personnels de l'Agence respectant des conditions d'aptitude technique et juridique définies par décret en Conseil d'Etat, des inspecteurs et des contrôleurs pour remplir, au même titre que les agents mentionnés à l'article L. 1421-1 du CSP, les missions prévues à cet article ;
- les lettres de mission relatives aux inspections.

Sont exclues de la présente délégation, quelle que soit la matière concernée, hors gestion courante :

- les correspondances aux Ministres, cabinets ministériels, aux directeurs de l'administration centrale, au conseil national de pilotage des ARS et à son secrétariat exécutif, aux caisses nationales d'assurance maladie ;
- les correspondances aux préfets ;
- les correspondances particulières aux parlementaires, au président du Conseil Régional et aux présidents des Conseils Généraux ;
- les correspondances entrant dans un cadre contentieux engageant la responsabilité de l'agence ;
- les actes de saisine de la Cour des Comptes et échanges avec celle-ci.

Article 4 : En cas d'absence concomitante des personnes ayant reçues délégations de signatures, la signature revient à la directrice générale de l'agence régionale de santé de Lorraine par intérim.

Article 5 : L'arrêté n° 2010-481 du 6 décembre 2010 portant délégations de signatures est abrogé.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 16 mai 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim,
Marie-Hélène MAITRE

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Etablissements et services pour personnes âgées

DIRECTION DES SOLIDARITES ET DE L'ACTION SOCIALE

Personnes âgées / Personnes handicapées

Arrêté 2011 ARS/DT54/PA N° 174 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 121 du 20 avril 2011 modifiant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) du Centre Hospitalier de MONT-SAINT-MARTIN géré par l'Association Lorraine pour la Prévention, l'Hospitalisation et l'Accueil (ALPHA SANTE)

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,
Le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 312-1 à L 312-9, L 313-1 à L 313-9 et L 342-1 à L 342-6 du code de l'action sociale et des familles ;
VU les articles R 313-1 à R 313-7-3, R 314-1 à R 314-8 et D 313-11 à D.313-14 du code de l'action sociale et des familles ;
VU l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;
VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
VU l'arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine n°144 du 8 juillet 2010 portant actualisation du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) en région Lorraine ;
VU le schéma gérontologique 2009-2013 du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle présenté devant l'Assemblée Départementale le 23 mars 2009 ;
VU la circulaire N° DREES/DMSI/2009/184 du 1er juillet 2009 relative à la mise en œuvre du volet médico-social du plan Alzheimer et maladies apparentées 2008-2012 ;
VU l'arrêté conjoint du 30 novembre 2009 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et du Préfet de Meurthe-et-Moselle fixant la répartition des capacités et des ressources de l'assurance maladie de l'unité de soins de longue durée Alpha Santé – Hôpital de Mont-Saint-Martin entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social ;
VU le courrier du 26 mars 2010 du Directeur Général de ALPHA SANTE modifiant la répartition des capacités en lits entre USLD et EHPAD pour les structures d'accueil de Mont-Saint-Martin et Villerupt ;
CONSIDERANT la nécessité d'identifier le nombre de places autorisées par types de prises en charge et par catégorie de bénéficiaires pour l'ensemble des établissements et services pour personnes âgées ;
SUR PROPOSITION du directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine et du directeur général des services du département de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETEMENT

Article 1er : La capacité d'accueil de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) de 146 places du CH de MONT-SAINT-MARTIN géré par l'association Lorraine pour la prévention, l'hospitalisation et l'accueil (ALPHA SANTE) est fixée comme suit :

- Maison de retraite de MONT-SAINT-MARTIN, 4 rue Alfred Labbé à MONT-SAINT-MARTIN (N° FINESS ET 54 002 080 7) :
* 72 places d'hébergement permanent ;
- Maison de retraite « Les Peupliers », avenue du 11 novembre 1918 à VILLERUPT (N° FINESS ET 54 002 081 5) :
* 30 places d'hébergement permanent ;
- Maison de retraite « Pasteur », 15 rue Saint Just à VILLERUPT (N° FINESS ET 54 002 0823) :
* 44 places d'hébergement permanent.

Article 2 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale pour les 146 places d'hébergement permanent.

Article 3 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter de la date de la visite de conformité prévue à l'article L 313-6 du code de l'action sociale et des familles

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 5 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 57 001 018 1

Code statut juridique : 62 (Association de Droit Local)

Entités établissements :

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

capacité : 146

Code MFT : 20 (PD EHPAD global)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 146

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 146

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 146

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de NANCY – 5 place de la Carrière CO 38 54036 NANCY Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Le directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à l'établissement.

Nancy, le 20 avril 2011

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

La Vice-Présidente déléguée à la Solidarité
avec les Personnes et au Développement Social,
Michèle PILOT

ARRETE 2011 ARS/DT54/PA N° 180 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 177 du 9 mai 2011 autorisant la société anonyme « La Roche aux Carmes » à transférer l'activité de l'EHPAD « La Roche aux Carmes » de LONGWY sur le territoire de la commune de MEXY

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,
Le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 312-1 à L 312-9, L 313-1 à L 313-9 et L 342-1 à L 342-6 du code de l'action sociale et des familles ;
VU les articles R 313-1 à R 313-7-3, R 314-1 à R 314-8 et D 313-11 à D.313-14 du code de l'action sociale et des familles ;
VU l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;
VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
VU l'arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine n°144 du 8 juillet 2010 portant actualisation du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) en région Lorraine ;
VU le schéma gérontologique 2009-2013 du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle présenté devant l'Assemblée Départementale le 23 mars 2009 ;
VU la circulaire N° DREES/DMSI/2009/184 du 1^{er} juillet 2009 relative à la mise en œuvre du volet médico-social du plan Alzheimer et maladies apparentées 2008-2012 ;
VU l'arrêté du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle du 11 juillet 1985 autorisant la création à LONGWY d'une maison de retraite dénommée « Hôtel – Service du troisième âge » d'une capacité de 40 places ;
VU l'arrêté conjoint du 20 septembre 2010 du directeur général de l'ARS de Lorraine et du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle refusant à la société anonyme « La Roche aux Carmes » l'extension de la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « La Roche aux Carmes » de LONGWY ;
VU la demande du 10 mars 2011 de la société anonyme « La Roche aux Carmes » de LONGWY et adressée au directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine et au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle sollicitant l'autorisation de transférer géographiquement l'activité de l'EHPAD « La Roche aux Carmes » de LONGWY, rue du château d'eau à MEXY ;
CONSIDERANT la nécessité d'identifier le nombre de places autorisées, par types de prises en charge et par catégories de bénéficiaires, pour l'ensemble des établissements et services pour personnes âgées ;
SUR PROPOSITION du directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine et du directeur général des services du département de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETEMENT

Article 1er : La société anonyme « La Roche aux Carmes » est autorisée à transférer l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes sis 9 rue des carmes – 54 400 LONGWY, rue du château d'eau à MEXY (54135).

Article 2 : La capacité de l'établissement visé à l'article 1 reste fixée à 40 places d'hébergement permanent pour l'accueil de personnes âgées dépendantes.

Article 3 : La présente autorisation ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale.

Article 4 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 5 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 6 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 54 000 179 9

Code statut juridique : 72 (Société à responsabilité limitée.)

Entité établissement :

N° FINESS : 54 000 823 2

capacité : 40

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

Code MFT : 25

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 40

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 40

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 40

Article 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Le directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département, au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à l'établissement.

Nancy, le 9 mai 2011

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

La Vice-Présidente déléguée à la Solidarité
avec les Personnes et au Développement Social,
Michèle PILOT

Etablissements de santé

Arrêté ARS/DT 54 N° 45/2011 du 11 mai 2011 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée de l'Hôpital Local Intercommunal 3H Santé pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 007 - N° FINESS USLD : 540 006 665

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1-1, L.174-5, L.174-6 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants et R.6145-1 et suivants ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'arrêté ARH /Préfecture de Meurthe et Moselle, n° 2/2008 en date du 15 décembre 2008, fixant la répartition des capacités et des ressources d'assurances maladie de l'unité de soins de longue durée de l'hôpital local intercommunal 3H santé entre le sanitaire et le médico-social ;
VU l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;
VU la convention tripartite annuelle de l'unité de soins de longue durée de l'hôpital intercommunal 3H santé entrée en vigueur le 1er janvier 2007 ;

ARRETE

Article 1er : Les établissements dont le tarif afférent aux soins est supérieur au tarif plafond mentionné à l'arrêté du 8 décembre 2010 se verront appliquer un taux de réduction de l'écart de 16,66 %, au titre de l'année 2011.

Article 2 : La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2011 comme suit :

- U.S.L.D. (D.A.F.)1 218 765 €
(valeur du point 2010 = 12,98 €)

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 46/2011 du 11 mai 2011 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier de LUNÉVILLE pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS USLD : 540 006 780

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1-1, L.174-5, L.174-6 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants et R.6145-1 et suivants ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'arrêté ARH /Préfecture de Meurthe et Moselle, n° 1/2007 en date du 31 décembre 2007, fixant la répartition des capacités et des ressources d'assurances maladie de l'unité de soins de longue durée du centre hospitalier de Lunéville entre le sanitaire et le médico-social ;
VU l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;
VU la convention tripartite annuelle de l'unité de soins de longue durée du centre hospitalier de Lunéville entrée en vigueur le 1er janvier 2007 ;

ARRETE

Article 1er : Les établissements dont le tarif afférent aux soins est supérieur au tarif plafond mentionné à l'arrêté du 8 décembre 2010 se verront appliquer un taux de réduction de l'écart de 16,66 %, au titre de l'année 2011.

Article 2 : La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2011 comme suit :

- U.S.L.D. (D.A.F.)910 900 €
(valeur du point 2010 = 12,98 €)

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 47/2011 du 11 mai 2011 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier de TOUL pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS USLD : 540 008 364

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1-1, L.174-5, L.174-6 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants et R.6145-1 et suivants ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'arrêté ARH /Préfecture de Meurthe et Moselle, n° 1/2008 en date du 15 décembre 2008, fixant la répartition des capacités et des ressources d'assurances maladie de l'unité de soins de longue durée du centre hospitalier de Toul entre le sanitaire et le médico-social ;
VU l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;
VU la convention tripartite annuelle de l'unité de soins de longue durée du centre hospitalier de Toul entrée en vigueur le 1er janvier 2007 ;

ARRETE

Article 1er : Les établissements dont le tarif afférent aux soins est supérieur au tarif plafond mentionné à l'arrêté du 8 décembre 2010 se verront appliquer un taux de réduction de l'écart de 16,66 %, au titre de l'année 2011.

Article 2 : La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2011 comme suit :

- U.S.L.D. (D.A.F.)1 127 637€
(valeur du point 2010 = 12,98 €)

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 48/2011 du 11 mai 2011 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier de SAINT-NICOLAS-DE-PORC pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 114 - N° FINESS USLD : 540 008 737

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1-1, L.174-5, L.174-6 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants et R.6145-1 et suivants ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'arrêté ARH /Préfecture de Meurthe et Moselle, n° 6/2007 en date du 31 décembre 2007, fixant la répartition des capacités et des ressources d'assurances maladie de l'unité de soins de longue durée du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port entre le sanitaire et le médico-social ;
VU l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;
VU la convention tripartite annuelle de l'unité de soins de longue durée du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port entrée en vigueur le 1er janvier 2007 ;

ARRETE

Article 1er : Les établissements dont le tarif afférent aux soins est supérieur au tarif plafond mentionné à l'arrêté du 8 décembre 2010 se verront appliquer un taux de réduction de l'écart de 16,66 %, au titre de l'année 2011.

Article 2 : La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2011 comme suit :

- U.S.L.D. (D.A.F.)892 366 €
(valeur du point 2010 = 12,98 €)

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 49/2011 du 11 mai 2011 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée de la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS USLD : 540 009 578

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1-1, L.174-5, L.174-6 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants et R.6145-1 et suivants ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'arrêté ARH /Préfecture de Meurthe et Moselle, n°6/2007 en date du 31 décembre 2007, fixant la répartition des capacités et des ressources d'assurances maladie de l'unité de soins de longue durée de la maison hospitalière Saint-Charles à Nancy entre le sanitaire et le médico-social ;
VU l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;
VU la convention tripartite annuelle de l'unité de soins de longue durée de la maison hospitalière Saint-Charles à Nancy entrée en vigueur le 1er janvier 2007 ;

ARRETE

Article 1er : Les établissements dont le tarif afférent aux soins est supérieur au tarif plafond mentionné à l'arrêté du 8 décembre 2010 se verront appliquer un taux de réduction de l'écart de 16,66 %, au titre de l'année 2011.

Article 2 : La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2011 comme suit :

- U.S.L.D. (D.A.F.)1 923 800 €
(valeur du point 2010 = 12,98 €)

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 50/2011 du 11 mai 2011 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE-SUR-MADON pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS USLD : 540 009 586

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1-1, L.174-5, L.174-6 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants et R.6145-1 et suivants ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'arrêté ARH /Préfecture de Meurthe et Moselle, n° 5 /2007 en date du 31 décembre 2007, fixant la répartition des capacités et des ressources d'assurances maladie de l'unité de soins de longue durée du centre Jacques Parisot à Bainville-sur-Madon entre le sanitaire et le médico-social ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

VU la convention tripartite annuelle de l'unité de soins de longue durée du centre Jacques Parisot à Bainville-sur-Madon entrée en vigueur le 1er janvier 2008 ;

ARRETE

Article 1er : Les établissements dont le tarif afférent aux soins est supérieur au tarif plafond mentionné à l'arrêté du 8 décembre 2010 se verront appliquer un taux de réduction de l'écart de 16,66 %, au titre de l'année 2011.

Article 2 : La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2011 comme suit :

- U.S.L.D. (D.A.F.)1 671 162 €
(valeur du point 2010 = 12,98 €)

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 51/2011 du 11 mai 2011 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée de la Maison Hospitalière de BACCARAT pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS USLD : 540 012 747

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1-1, L.174-5, L.174-6 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants et R.6145-1 et suivants ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'arrêté ARH /Préfecture de Meurthe et Moselle, n° 4 /2007 en date du 31 décembre 2007, fixant la répartition des capacités et des ressources d'assurances maladie de l'unité de soins de longue durée de la Maison Hospitalière de Baccarat entre le sanitaire et le médico-social ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

VU la convention tripartite annuelle de l'unité de soins de longue durée de la Maison Hospitalière de Baccarat entrée en vigueur le 1er janvier 2004 ;

ARRETE

Article 1er : Les établissements dont le tarif afférent aux soins est supérieur au tarif plafond mentionné à l'arrêté du 8 décembre 2010 se verront appliquer un taux de réduction de l'écart de 16,66 %, au titre de l'année 2011.

Article 2 : La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2011 comme suit :

- U.S.L.D. (D.A.F.)1 278 044 €
(valeur du point 2010 = 12,98 €)

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 52/2011 du 11 mai 2011 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS USLD : 540 006 459

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1-1, L.174-5, L.174-6 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants et R.6145-1 et suivants ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'arrêté ARH /Préfecture de Meurthe et Moselle, n° 4/2009 en date du 30 novembre 2009, fixant la répartition des capacités et des ressources d'assurances maladie de l'unité de soins de longue durée du centre hospitalier universitaire de Nancy entre le sanitaire et le médico-social ;
VU l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;
VU la convention tripartite annuelle de l'unité de soins de longue durée du centre hospitalier universitaire de Nancy entrée en vigueur le 1er janvier 2007 ;

ARRETE

Article 1er : Les établissements dont le tarif afférent aux soins est supérieur au tarif plafond mentionné à l'arrêté du 8 décembre 2010 se verront appliquer un taux de réduction de l'écart de 16,66 %, au titre de l'année 2011.

Article 2 : La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2011 comme suit :

- U.S.L.D. (D.A.F.)3 332 930 €
(valeur du point 2010 = 12,98 €)

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 53/2011 du 17 mai 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004.

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2011, par la MATERNITE REGIONALE ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 974 697 € soit :

1) 2 965 498 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 653 225 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

238 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

29 148 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

282 355 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

532 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 1 170 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 8 029 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la MATERNITE REGIONALE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
L'Animateur Territorial,
Martine RICARD

Arrêté ARS/DT 54 N° 54/2011 du 17 mai 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2011, par le CENTRE HOSPITALIER de LUNEVILLE ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 889 734 € soit :

1) 1 854 600 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 670 943 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

25 354 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2 845 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

153 151 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2 307 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 21 854 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 13 280 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au CENTRE HOSPITALIER de LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
L'Animateur Territorial,
Martine RICARD

Arrêté ARS/DT 54 N° 55/2011 du 17 mai 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2011, par le CENTRE HOSPITALIER de PONT A MOUSSON ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 461 322 € soit :

461 322 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

374 649 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

17 093 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

69 067 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

513 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au CENTRE HOSPITALIER de PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
L'Animateur Territorial,
Martine RICARD

Arrêté ARS/DT 54 N° 56/2011 du 17 mai 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2011, par la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY.

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 218 469 € soit :

218 469 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

217 735 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

734 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
L'Animateur Territorial,
Martine RICARD

Arrêté ARS/DT 54 N° 57/2011 du 17 mai 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE-SUR-MADON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2011, par le Centre Jacques Parisot à BAINVILLE.

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 78 855 € soit :

78 855 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

78 855 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
L'Animateur Territorial,
Martine RICARD

Arrêté ARS/DT 54 N° 58/2011 du 17 mai 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2011, par le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY.

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 30 358 098 € soit :

- 1) 27 339 207 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 24 769 251 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 68 454 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 2 470 704 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 8 877 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;
 - 21 921 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 2 296 437 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 722 454 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
L'Animateur Territorial,
Martine RICARD

Arrêté ARS/DT 54 N° 59/2011 du 17 mai 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine,

chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2011, par l'établissement : Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE.

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 724 936 € soit :

1) 3 319 766 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

3 160 399 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

157 800 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 567 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 398 382 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 6 788 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à l'établissement Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
L'Animateur Territorial,
Martine RICARD

Arrêté ARS/DT 54 N° 60/2011 du 17 mai 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2011

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale.

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2011, par La Maison Hospitalière de BACCARAT.

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 75 371 € soit :

75 371 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

75 371 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à La Maison Hospitalière de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
L'Animateur Territorial,
Martine RICARD

Arrêté ARS/DT 54 N° 61/2011 du 17 mai 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2011 - N° FINSS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINSS Etablissement : 540 001 163

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2011, par le Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL).

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 515 335 € soit :

- 1) 2 281 246 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
2 070 295 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
8 412 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
201 570 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
969 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

- 2) 6 891 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 227 198 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
L'Animateur Territorial,
Martine RICARD

Arrêté ARS/DT 54 N° 62 /2011 du 17 mai 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine,

chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2011, par le CENTRE HOSPITALIER de TOUL ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 603 526 € soit :

1) 1 553 717 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 287 348 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

27 641 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

920 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

236 904 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

904 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 7 944 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 41 865 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au CENTRE HOSPITALIER de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
L'Animateur Territorial,
Martine RICARD

Arrêté ARS/DT 54 N° 63/2011 du 17 mai 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2011, le Centre Hospitalier de BRIEY.

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 633 127 € soit :

1) 2 565 494 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 251 560 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

38 589 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

13 854 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

257 208 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

4 283 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 37 545 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 30 088 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
L'Animateur Territorial,
Martine RICARD

Arrêté ARS/DT 54 N° 64/2011 du 17 mai 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mars 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de mars 2011, par l'Association Hospitalière de JOEUF.

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 270 091 € soit :

270 091 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

214 104 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

54 875 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

1 112 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à l'Association Hospitalière de JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
L'Animateur Territorial,
Martine RICARD

Service Veille et Sécurité Sanitaire et Environnementale

Arrêté N° 236/2011/ARS/DT54 portant dérogation aux équipements sanitaires des locaux de sport du Centre d'Education pour Déficiants Visuels - Domaine de Santifontaine à NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.1311-1 à 4 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 5 août 1981 portant règlement sanitaire départemental de Meurthe-et-Moselle, modifié par l'arrêté préfectoral du 15 janvier 1987 et notamment ses articles 68 et 164 ;

VU la demande du directeur du Centre d'Education pour Déficiants Visuels en date du 20 avril 2011 ;

CONSIDERANT que le gymnase du Centre d'Education pour Déficiants Visuels est utilisé uniquement par les élèves internes de la structure ;

CONSIDERANT que chacun des élèves internes de la structure dispose de douche individuelle au sein des chambres de l'internat ;

CONSIDERANT la proximité des lieux de vie et du gymnase ;

CONSIDERANT que le gymnase est équipé de sanitaires et douche individuelle ;

SUR proposition de la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim ;

ARRETE

Article 1er : Une dérogation à l'article 68 du règlement sanitaire départemental de Meurthe-et-Moselle est accordée au Centre d'Education pour Déficiants Visuels du domaine de SANIFONTAINE à NANCY lui permettant de transformer la salle de douches collectives de son gymnase en salle de musculation.

Article 2 : La présente dérogation ne s'applique qu'à la salle de douches collectives. L'établissement devra s'assurer de sa conformité avec l'article 68 du règlement sanitaire départemental pour les autres équipements sanitaires (WC, urinoirs, cabines de douche individuelles).

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 Avenue de Ségur, 75 350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place de la Carrière, 54 036 NANCY Cedex – pour le recours contentieux, à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice générale de l'agence régionale de santé par intérim, le maire de NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera affichée en mairie de NANCY pendant une durée de un mois.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.
Nancy, le 30 mai 2011

Pour le Préfet et par délégation
Le secrétaire Général
François MALHANCHE

DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE

Produits de santé et biologie

Arrêté n° 2011-82 du 25 février 2011 portant prolongation du délai d'ouverture d'une officine de pharmacie à METZ (57000) après autorisation de transfert - Licence n° 57#00502

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5125-3 à L. 5125-32, L. 5125-7 et R. 5125-9 à R. 5125-11 ;
VU l'arrêté ministériel du 8 octobre 2009 relatif à une demande de transfert annulant la décision du Préfet de Moselle du 9 juin 2009 et autorisant le transfert d'officine déposée par Monsieur DELAYEN le 11 février 2009, du 53 rue Serpenoise au boulevard de Trèves à METZ (57000) ;
VU l'arrêté préfectoral n°2009-1890 du 16 novembre 2009 attribuant le numéro de licence n°502 à l'autorisation ministérielle susvisée ;
CONSIDERANT le courrier du 17 février 2011 de M.DELAYEN sollicitant la demande, auprès de Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, de lui accorder, pour cas de force majeure, un délai supplémentaire avant l'ouverture effective de sa pharmacie à l'adresse de transfert ;
CONSIDERANT le courrier du 17 février 2011 de la société SAS TREVES INVESTISSEMENT sise 3 La Tannerie à St Julien Les Metz (57070) en charge des travaux au sein de l'officine et informant M.DELAYEN du report de la date de livraison du local pour cas de force majeure ;
CONSIDERANT le courrier du 23 septembre 2010 établi par Monsieur DELAYEN sollicitant la demande, auprès de Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, de lui accorder, pour cas de force majeure, un délai supplémentaire avant l'ouverture effective de sa pharmacie à l'adresse de transfert ;
CONSIDERANT le courrier de la société SAS TREVES INVESTISSEMENT sise 3 La Tannerie à St Julien Les Metz (57070) en charge des travaux au sein de l'officine et informant M.DELAYEN du report de la date de livraison du local au 15 novembre 2010 ;
CONSIDERANT le courrier établi par le Studio d'Architecture A.BLANCK sis 4 place Arnold à Strasbourg (67000) précisant qu'un délai de deux mois à compter de la date de livraison est nécessaire pour agencer la cellule ;
CONSIDERANT le courrier établi le 5 juillet 2010 par Monsieur DELAYEN précisant par ailleurs que l'adresse exacte de l'officine transférée sera 5 Boulevard de Trèves à METZ (57000) ;
CONSIDERANT l'absence de demande de création ou de transfert d'une autre officine sur le secteur concerné ;

ARRETE

Article 1er : M. DELAYEN est autorisé à reporter, jusqu'au 31 mars 2011, l'ouverture de son officine de pharmacie pour laquelle il a obtenu la licence de transfert n°502.

Article 2 : L'adresse de l'officine de pharmacie telle que fixée par la licence n° 57#00502 du 16 novembre 2009 est ainsi mise à jour :
5 Boulevard de Trèves
57000 METZ

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

Auprès du Ministre de la Santé et des Sports – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex - pour le recours contentieux.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur DELAYEN, dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de la Moselle ;
- Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine ;
- Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de la Moselle ;
- Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine ;

et sera publié au recueil administratif des préfectures de la Meurthe-et-Moselle et de la Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté n° 2011-149 du 7 avril 2011 portant autorisation de transfert d'une officine de pharmacie à METZ (57070) - Licence n° 57#00505

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5125-3 à L. 5125-32 et R. 5125-9 à R. 5125-12 ;
VU la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et notamment son article 59 ;
VU l'arrêté du 27 mars 2000, modifié par l'arrêté du 6 juin 2000, fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie ;
CONSIDERANT la demande présentée par Monsieur Pierre PELTIER, docteur en pharmacie, en vue de transférer son officine de pharmacie du 36 Boulevard de l'Europe à Metz (57070) au 32 Boulevard de l'Europe à Metz (57070), enregistrée au vu de l'état complet du dossier le 4 décembre 2010 à 10 heures ;
CONSIDERANT que cette demande fait suite au dépôt de la demande de transfert vers le 32 boulevard de l'Europe à Metz enregistrée le 3 novembre 2009 à 15h45 annulé le 18 janvier 2010 à la demande de l'intéressé suite à des retards pris dans les travaux de gros œuvre ;
CONSIDERANT, conformément aux dispositions de l'article L. 5125-4 du Code de la Santé Publique :
- L'avis favorable émis par le Préfet de Moselle en date du 20 janvier 2011 ;
- L'avis favorable émis par le Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine en date du 11 février 2011 ;
- L'avis favorable émis par la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Moselle en date du 1er mars 2011 ;
- L'absence d'avis de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine ;
CONSIDERANT l'avis favorable relatif aux conditions minimales d'installation prévues aux articles R. 5125-9 à R. 5125-11 du Code de la Santé Publique rendu par le Pharmacien Inspecteur de Santé Publique ;

CONSIDERANT que la population municipale de la commune de Metz où se situe l'officine dont le transfert est projeté est de 122 838 habitants selon le recensement de la population légale en 2008 entré en vigueur le 1er janvier 2011 ;
CONSIDERANT que conformément à l'article L. 5125-14 du Code de la Santé Publique, le transfert d'une officine de pharmacie peut s'effectuer au sein d'une même commune ;
CONSIDERANT que l'emplacement proposé pour le transfert se situe à 70 mètres de l'emplacement de l'officine actuelle ;
CONSIDERANT par conséquent que l'emplacement permettra de répondre de façon optimale aux besoins en médicaments de la population résidant dans le quartier d'accueil sans compromettre l'approvisionnement du quartier d'origine ;
CONSIDERANT que le lieu proposé garantit un accès permanent du public à la pharmacie et lui permet d'assurer le service de garde et d'urgence ;
CONSIDERANT que ce transfert devrait permettre une amélioration de l'exercice professionnel et du service rendu à la population ;

ARRETE

Article 1er : La demande de licence présentée par Monsieur Pierre PELTIER en vue de transférer son officine de pharmacie du 36 Boulevard de l'Europe à Metz (57070) au 32 Boulevard de l'Europe à Metz (57070) est accordée.

Article 2 : La licence ainsi accordée est enregistrée sous le n°57#00505

Article 3 : L'officine doit être effectivement ouverte au public au plus tard à l'issue d'un délai d'un an, qui court à compter de la notification du présent arrêté, sauf prolongation en cas de force majeure.

Article 4 : L'exploitation de l'officine faisant l'objet de la présente devra être déclarée auprès du conseil compétent de l'ordre des pharmaciens, conformément à l'article L. 5125-16 du Code de la Santé Publique.

Article 5 : La licence n° 57#000201 octroyée en date du 14 décembre 1959 sera caduque dès la réalisation du transfert.

Article 6 : L'officine transférée ne peut faire l'objet d'une cession totale ou partielle, d'un regroupement ni être transférée avant un délai de 5 ans à compter de la notification de l'arrêté de licence, sauf cas de force majeure constatée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine (DGARS).

Article 7 : En vertu de l'article L. 5125-7 alinéa 4, toute cessation définitive d'activité de l'officine entraîne la caducité de la licence, qui doit être remise au DGARS par son dernier titulaire ou par ses héritiers.

Article 8 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg – 31 avenue de la Paix – 67000 STRASBOURG - pour le recours contentieux.

Article 9 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Pierre PELTIER et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Moselle,
 - Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens,
 - Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine,
 - Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Moselle,
- et publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de Lorraine et de Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Dr Jean-Yves GRALL

Arrêté n° 2011-152 du 8 avril 2011 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multisite SELARL « BIOCONCORDE » sis 19 avenue Jeanne d'Arc - 57290 FAMECK - Autorisation n° 57-53 - N° FINESS Entité juridique : 570 025 494

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté n° 68-2011 du 18 février 2011 portant autorisation de transformation de plusieurs laboratoires de biologie médicale exploités par la SELARL « Bioconcorde » en un laboratoire de biologie médicale multisite ;

CONSIDERANT la demande présentée par la SELARL « BIOCONCORDE » le 23 mars 2011 ;

CONSIDERANT que la demande porte sur la nomination de Monsieur Vincent TONIOLO en qualité de biologiste coresponsable ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, l'article 2 de l'arrêté n° 68-2011 du 18 février 2011 est modifié comme suit :

Le laboratoire de biologie médicale exploité par la SELARL : « BIOCONCORDE » (FINESS EJ : 570025494) dont le siège social est situé 19 avenue Jeanne d'Arc 57290 Fameck est autorisé à fonctionner sous le numéro 57-53 sur les quatre sites suivants, ouverts au public :

19 avenue Jeanne d'Arc 57290 Fameck

N° FINESS Etablissement : 570025502

Biologiste présent : Monsieur Jean-Claude FOLHEN

Monsieur Vincent TONIOLO

Activités réalisées : biochimie, hématologie, hémostase, bactériologie, parasitologie, mycologie, sérologie, immunologie, spermogramme

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 13h45 à 18h et le samedi de 7h à 12h

1 place Maréchal Foch 54310 Homécourt

N° FINESS Etablissement : 540021250

Biologistes présents : Monsieur Dominique PELGRIMS

Activités réalisées : d-dimères, spermogramme

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 14h à 18h et le samedi de 7h à 12h

12 rue du Général de Gaulle 57330 Hettange Grande

N° FINESS Etablissement : 570025510

Biologiste présent : Monsieur Jean-Luc DESPRINGRE

Activités réalisées : facteurs rhumatoïdes, toxiques urinaires, myoglobine, troponine, d-dimères, spermogramme

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 14h à 18h et le samedi de 7h à 12h

1 rue de Briey 57255 Sainte Marie aux Chênes

N° FINESS Etablissement : 570025528

Biologiste présent : Madame Anne WALTER-FOHLEN

Activités réalisées : d-dimères, NFP, spermogramme

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 13h45 à 18h et le samedi de 7h à 12h

Les fonctions de biologistes coresponsables sont assurées par :

- Monsieur Jean-Claude FOHLEN, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Jean-Luc DESPRINGRE, biologiste médical, Médecin
- Madame Anne WALTER-FOHLEN, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Dominique PELGRIMS, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Vincent TONIOLO, biologiste médical, Pharmacien

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois,

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la santé - 8 avenue de Ségur - 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg - 31 avenue de la Paix - BP.1038 - 67070 STRASBOURG Cedex - pour le recours contentieux,

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELARL « BIOCONCORDE », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Moselle ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle ;

et publié au recueil des actes administratifs des Préfectures de Lorraine, et de Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté n° 2011-153 du 8 avril 2011 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral A Responsabilité Limitée SELARL « BIOCONCORDE » sise 19 avenue Jeanne d'Arc - 57290 FAMECK, enregistrée sous le n° 11

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 92-545 du 17 Juin 1992 relatif aux Sociétés d'Exercice Libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté n°2011-69 du 18 février 2011 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée SELARL « BIOCONCORDE » ;

VU l'arrêté DC TAJ n° 2011-64 du 3 Janvier 2011 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Yves GRALL, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la région Lorraine, en matière d'agrément des sociétés d'exercice libéral constituées pour l'exploitation des laboratoires de biologie médicale ;

CONSIDERANT la demande présentée par la SELARL « BIOCONCORDE » le 23 mars 2011 ;

CONSIDERANT que la demande porte sur :

- la cession de parts sociales à Monsieur Vincent TONIOLO ;
- la nomination de Monsieur Vincent TONIOLO en qualité de biologiste coresponsable ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, l'article 1 de l'arrêté n°2011-69 du 18 février 2011 est modifié comme suit :

Dénomination sociale :

« BIOCONCORDE »

Siège social :

19 avenue Jeanne d'Arc

57290 FAMECK

Forme juridique :

Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée (SELARL)

Sites exploités : La Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée « SELARL BIOCONCORDE » agréée sous le n° 11, exploite à compter de la date du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale situé 19 avenue Jeanne d'Arc à Fameck (57290), inscrit sous le n° 57- 53, implanté sur les 4 sites ci-dessous :

- 19 avenue Jeanne d'Arc à Fameck (57290)
- 12 rue de Gaulle à Hettange-Grande (57330)
- 1 rue de Briey à Sainte Marie aux Chênes (57255)
- 1 place Maréchal Foch à Homécourt (54310)

Biologistes coresponsables :

- Monsieur Jean-Claude FOHLEN, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Jean-Luc DESPRINGRE, biologiste médical, Médecin
- Madame Anne WALTER-FOHLEN, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Dominique PELGRIMS, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Vincent TONIOLO, biologiste médical, Pharmacien

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG – 31 avenue de la Paix B.P 1038 67070 STRASBOURG Cedex -pour le recours contentieux,

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

Article 4 : Le Préfet de Moselle et le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la « SELARL BIOCONCORDE », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Moselle ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle ;

et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région, de Moselle et de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Préfet de la Région Lorraine,

Préfet de la Moselle et par délégation,

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Directeur Général Adjoint,

Marie-Hélène MAITRE

Arrêté n° 2011-168 du 12 avril 2011 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral A Responsabilité Limitée SELARL « LABM LAURENT », 18 place Foch - 57580 REMILLY, enregistrée sous le n° 08

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 92-545 du 17 juin 1992 relatif aux Sociétés d'Exercice Libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

Vu l'arrêté n°2010-365 du 17 novembre 2010 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée SELARL « LABM LAURENT » sise 18 place Foch – 57580 REMILLY enregistrée sous le n°08 ;

Vu l'arrêté DC TAJ n° 2011-64 du 3 Janvier 2011 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Yves GRALL, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la région Lorraine, en matière d'agrément des sociétés d'exercice libéral constituées pour l'exploitation des laboratoires de biologie médicale ;

CONSIDERANT la demande présentée par la SELARL « LABM LAURENT » le 28 janvier 2011 ;

CONSIDERANT que la demande porte sur :

- le changement de la dénomination sociale de la SELARL « LABM LAURENT » en SELARL « BIOMEDICA 57 »
- la transformation de 5 laboratoires de biologie médicale existants, autorisés préalablement à la publication de l'Ordonnance du 13 janvier 2010 susvisée et exploités par la SELARL « LABM LAURENT » dont le siège social est situé 18 place Foch - 57580 REMILLY en un laboratoire de biologie médicale multisite implanté sur cinq sites,

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, l'arrêté n°2010-365 du 17 novembre 2010 susvisé portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée SELARL « LABM LAURENT » est modifié par les dispositions suivantes :

Dénomination sociale :

« BIOMEDICA 57 »,

Siège social :

18 place FOCH

57580 REMILLY

Forme juridique :

Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée (SELARL)

Sites exploités : La Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée SELARL « BIOMEDICA 57 » agréée sous le n° 08, exploite à compter de la date du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale situé 18 place Foch - 57580 REMILLY inscrit sous le n° 57-07 et implanté sur les cinq sites ci-dessous :

18 place Foch – 57580 REMILLY

30 rue de la Gare – 57300 HAGONDANGE

1 avenue des Coteaux – 57155 MARLY

85 rue de Pont-à-Mousson – 57950 MONTIGNY LES METZ

73 rue de la Gare – 57300 HAGONDANGE

Biologistes coresponsables :

- Monsieur Bertrand BAUMGARTEN, biologiste médical, Pharmacien
- Mademoiselle Sandra CLEMENT, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Anne-Marie KREBS-POSPIECH, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Carole LEBEL, biologiste médical, Pharmacien
- Mademoiselle Corinne LEGUIL, biologiste médical, Pharmacien
- Mademoiselle Nadège VERNA, biologiste médical, Pharmacien

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg - 31 avenue de la Paix - BP.1038 - 67070 STRASBOURG Cedex – pour le recours contentieux,

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

Article 5 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELARL « BIOMEDICA57 », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle ;
et publié aux recueils des actes administratifs des Préfectures de Région, de Meurthe et Moselle et de Moselle.

Pour le Préfet de Région,
Préfet de la Moselle et par délégation,
Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté n° 2011-169 du 12 avril 2011 portant autorisation de fonctionnement d'un laboratoire de biologie médicale multisite sis 18 place Foch - 57580 REMILLY - Autorisation n° 57-07 - N° FINESS Entité juridique : 570 025 536

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;
VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;
VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;
VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;
VU l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;
VU l'arrêté n°2009-1779 en date du 1 Octobre 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée « Laboratoire LAURENT », autorisé sous le numéro 57-07 (ancien numéro FINESS ET : 570002493) ;
VU l'arrêté n°2011-168 du 12 avril 2011 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée SELARL « LABM LAURENT » dont le siège social est situé 18 place Foch – 57580 REMILLY ; enregistrée sous le n° 08 ;
VU le changement de dénomination sociale de SELARL « LABM LAURENT » en SELARL « BIOMEDICA 57 » ;
VU les arrêtés préfectoraux d'autorisation de fonctionnement des laboratoires de biologie médicale concernés se transformant en sites du laboratoire de biologie médicale ;
CONSIDERANT la demande présentée le 28 janvier 2011 par la SELARL « LABM LAURENT » ;
CONSIDERANT que la demande porte sur la transformation de 5 laboratoires de biologie médicale existants, autorisés préalablement à la publication de l'ordonnance du 13 janvier 2010 susvisée et exploités par la SELARL « BIOMEDICA 57 » dont le siège social est situé 18 place Foch – 57580 REMILLY, en un laboratoire de biologie médicale multisite implanté sur cinq sites,

ARRETE

Article 1er :

A compter de la date du présent arrêté, sont abrogées les autorisations de fonctionnement délivrées aux laboratoires de biologie médicale exploités par la SELARL « BIOMEDICA 57 » sise 18 place Foch – 57580 REMILLY :

LABM DU CENTRE, 30 rue de la Gare – 57300 HAGONDANGE, autorisé à fonctionner sous le n° 57-22 (ancien n° FINESS ET : 570002667) ;

LABM ORNE- MOSELLE, 73 rue de la Gare – 57300 HAGONDANGE, autorisé à fonctionner sous le n° 57-20 (ancien n° FINESS ET : 570002634) ;

LABM SAINT-JOSEPH, 1 avenue des Coteaux – 57155 MARLY, autorisé à fonctionner sous le n° 57-110 (ancien n° FINESS ET : 570003350) ;

LABM LEGUIL-LEBEL, 85 rue de Pont à Mousson – 57950 MONTIGNY LES METZ autorisé à fonctionner sous le n° 57-74 (ancien n° FINESS ET : 570003475) ;

Article 2 : Le laboratoire de biologie médicale dont le siège social est situé 18 place Foch 57580 REMILLY (Numéro FINESS EJ : 570025536) est autorisé à fonctionner sous le numéro 57-07 sur les cinq sites suivants ouverts au public :

18 place Foch – 57580 REMILLY

N° FINESS Etablissement : 57 002 554 4

Biologistes présents : Monsieur Bertrand BAUMGARTEN

Activités réalisées : Biochimie générale et spécialisée – Hémostase – Auto-immunité – Bactériologie – Mycologie – Parasitologie – Sérologie infectieuse – Test à la sueur.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 18h30 et le samedi de 7h30 à 12h30

30 rue de la Gare -57300 HAGONDANGE

N° FINESS Etablissement : 57 002 555 1

Biologistes présents : Madame Anne-Marie KREBS

Activités réalisées : Biochimie générale et spécialisée – Hémostase – Bactériologie - Mycologie- Parasitologie.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h15 et le samedi de 7h00 à 12h00

1 avenue des Coteaux – 57155 MARLY

N° FINESS Etablissement : 57 002 556 9

Biologistes présents : Mademoiselle Nadège VERNA

Activités réalisées : Biochimie générale et spécialisée – Sérologie infectieuse- Pharmacologie, toxicologie – Hémostase.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h00 et de 14h00 à 18h30 et le samedi de 7h30 à 12h00

85 rue de Pont-à-Mousson – 57950 MONTIGNY LES METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 557 7

Biologistes présents : Madame Carole DESCHASEAUX-LEBEL

Madame Corinne CONRADT-LEGUIL

Activités réalisées : Biochimie générale et spécialisée – Hématocytologie – Hémostase - Immunohématologie – Allergie - Auto-immunité – Bactériologie – Mycologie – Parasitologie – Sérologie infectieuse.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 19h00 et le samedi de 7h00 à 12h30

73 rue de la Gare – 57300 HAGONDANGE

N° FINESS Etablissement : 57 002 558 5

Biologistes présents : Mademoiselle Sandra CLEMENT

Activités réalisées : Bactériologie-Mycologie-Parasitologie

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 18h30 et le samedi de 7h30 à 12h30

Les fonctions de biologistes coresponsables sont assurées par :

- Monsieur Bertrand BAUMGARTEN, biologiste médical, Pharmacien

- Mademoiselle Sandra CLEMENT, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Anne-Marie KREBS, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Carole DESCHASEAUX -LEBEL, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Corinne CONRADT -LEGUIL, biologiste médical, Pharmacien
- Mademoiselle Nadège VERNA, biologiste médical, Pharmacien

Article 3 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 4 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg - 31 avenue de la Paix - BP.1038 - 67070 STRASBOURG Cedex – pour le recours contentieux,

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

Article 5 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELARL « BIOMEDICA57 », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle ;

et publié aux recueils des actes administratifs des Préfectures de Région, de Moselle et de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté n° 2011-170 du 12 avril 2011 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire de biologie médicale multisite sis 3 rue Louis Pasteur - 57200 SARREGUEMINES - Autorisation n° 57-100 - N° FINESS Entité juridique : 570 024 984

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté n°2010-978 bis en date du 30 juin 2010 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiées SELAS « MEDILAB EST » dont le siège social se situe à Sarreguemines (57200), 3 rue Louis Pasteur, enregistrée sous le n°25 ;

CONSIDERANT la demande présentée par la SELAS « MEDILAB EST » sise 3 rue Louis Pasteur à Sarreguemines (57200) le 2 mars 2011 ;

CONSIDERANT que la demande concerne la nomination de Monsieur Jean-Paul SCHNEIDER, docteur en pharmacie, en qualité de biologiste médical sur le site sis 19 rue Sainte Croix à Sarreguemines ;

A R R E T E

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, l'article 2 de l'arrêté n°2011-50 du 11 février 2011 est modifié comme suit :

Le laboratoire de biologie médicale dont le siège social est situé 3 rue Louis Pasteur à Sarreguemines (57200) est autorisé à fonctionner sous le numéro 57-100 sur les 7 sites suivants, ouverts au public (Numéro de FINESS EJ : 570024984)

3 rue Louis Pasteur à Sarreguemines (57200), Numéro FINESS ET : 570024992

Biologistes présents : M. Bernard DORY et M. Frédéric NOEL

Activités réalisées : hématologie – microbiologie – immunologie – virologie – hormonologie – enzymologie – protéines – marqueurs tumoraux – vitamines – biochimie- médicaments –toxicologie – spermologie – tests d'amplification génique et d'hybridation moléculaire ;

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 13h45 à 18h, le samedi de 7h à 12h.

19 rue du Maréchal Foch à Bitche (57230), Numéro FINESS ET : 570025007

Biologiste présent : Monsieur Philippe MATHIS

Activités réalisées : hématologie-microbiologie-immunologie-virologie-hormonologie- enzymologie-biochimie-protéines-médicaments-toxicologie.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et de 13h30 à 17h30, le samedi de 7h30 à 12h.

39 rue de la Houve à Creutzwald (57150), Numéro FINESS ET : 570025015

Biologistes présents : Mme Simone TRINH et M. Maurice ZINS

Activités réalisées : hématologie-microbiologie-immunologie-virologie-hormonologie- enzymologie-biochimie-protéines-médicaments-toxicologie-spermologie.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 14h à 18h, le samedi de 7h à 12h.

19 rue Sainte Croix à Sarreguemines (57200), Numéro FINESS ET : 570025023

Biologiste présent : Mme Marie-Odile DE RUNZ et M. Jean-Paul SCHNEIDER

Activités réalisées : hématologie-microbiologie-immunologie-virologie-hormonologie, enzymologie-protéines-biochimie-toxicologie.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 14h à 18h, le samedi de 7h à 12h.

170 route de Lyon à Illkirch-Graffenstaden (67400), Numéro FINESS ET : 670015726

Biologistes présents : M. Raymond ZINS et Mme Martine FELTEN

Activités réalisées : hématologie-microbiologie-immunologie-virologie-hormonologie, enzymologie-protéines-biochimie-spermologie.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 14h à 18h30, le samedi de 7h à 12h

54 boulevard de la Redoute à Haguenau (67500) Numéro FINESS ET : 670015734

Biologistes présents : M. Philippe FRACHE, M. Philippe KIENTZ et Mme Fabienne PROST-DAME

Activités réalisées : hématologie-microbiologie-immunologie-virologie-hormonologie, enzymologie-biochimie-protéines-médicaments-toxicologie-spermologie.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 18h30, le samedi de 7h30 à 17h.

6 rue des Prémontrés à Haguenau (67500), Numéro FINESS ET : 670015742

Biologiste présent : Mme Agnès IZRALEWICZ

Activités réalisées : hématologie-microbiologie-immunologie-virologie-hormonologie, enzymologie-protéines-marqueurstumoraux-biochimie-médicaments-toxicologie spermologie.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h30 et de 14h à 18h30, le samedi de 7h à 12h.

Les fonctions de biologistes coresponsables seront assurées par :

- Monsieur Raymond ZINS, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Martine FELTEN, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Bernard DORY, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Frédéric NOEL, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Simone TRINH, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Maurice ZINS, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Philippe MATHIS, biologiste médical, Médecin,
- Madame Marie-Odile DE RUNZ, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Philippe FRACHE, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Philippe KIENTZ, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Agnès IZRAELEWICZ, biologiste médical, Médecin,
- Madame Fabienne PROST-DAME, biologiste médical, Pharmacien,

Les fonctions de biologistes médicaux seront assurées par :

- Monsieur Axel SCHNEIDER, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jean-Paul SCHNEIDER, biologiste médical, Pharmacien.

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg - 31 avenue de la Paix - BP.1038 - 67070 STRASBOURG Cedex – pour le recours contentieux,

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS « MEDILAB EST », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Alsace ;
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens (conseil central de la section G) ;
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Bas Rhin ;

et publié au recueil des actes administratifs des Préfectures de Lorraine, de Meurthe-et-Moselle, de Moselle et du Bas Rhin.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté n° 2011-171 du 12 avril 2011 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiées SELAS « MEDILAB EST », 3 rue Louis Pasteur - 57200 SARREGUEMINES, enregistrée sous le n° 25

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 92-545 du 17 Juin 1992 relatif aux Sociétés d'Exercice Libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté n°2010-978 bis du 30 juin 2010 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiées SELAS « MEDILAB EST » sise 3 rue Louis Pasteur à Sarreguemines (57200) ;

VU l'arrêté DC TAJ n° 2011-64 du 3 Janvier 2011 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Yves GRALL, Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la région Lorraine, en matière d'agrément des sociétés d'exercice libéral constituées pour l'exploitation des laboratoires de biologie médicale ;

CONSIDERANT la demande présentée par la SELAS « MEDILAB EST » le 2 mars 2011 ;

CONSIDERANT que la demande porte sur la nomination de Monsieur Jean-Paul SCHNEIDER en qualité de biologiste médical sur le site sis 19 rue Sainte Croix à Sarreguemines (57200) ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, l'article 1 de l'arrêté n°2010-978 bis du 30 juin 2010 est modifié comme suit :

Dénomination sociale :

« MEDILAB EST »,

Siège social :

3 rue Louis Pasteur

57200 SARREGUEMINES

Forme juridique :

Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiées (SELAS)

Sites exploités : La Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiées SELAS « MEDILAB EST » agréée sous le n° 25, exploite à compter de la date du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale situé 3 rue Louis Pasteur à Sarreguemines (57200), inscrit sous le n° 57-100, implanté sur les sites ci-dessous :

3 rue Louis Pasteur – SARREGUEMINES (57200)

170 route de Lyon – ILLKIRCHGRAFFENSTADEN (67400)

39 rue de la Houve – CREUTZWALD (57150)

19 rue Maréchal Foch – BITCHE (57230)

19 rue Sainte Croix – SARREGUEMINES (57200)

54 boulevard de la Redoute – HAGUENAU (67500)

6 rue des Prémontrés – HAGUENAU (67500)

Biologistes coresponsables :

- Monsieur Raymond ZINS, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Martine FELTEN, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Bernard DORY, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Frédéric NOEL, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Simone TRINH, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Maurice ZINS, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Philippe MATHIS, biologiste médical, Médecin,
- Madame Marie-Odile DE RUNZ, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Philippe FRACHE, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Philippe KIENTZ, biologiste médical, Pharmacien,
- Madame Agnès IZRAELEWICZ, biologiste médical, Médecin,
- Madame Fabienne PROST-DAME, biologiste médical, Pharmacien,

Biologistes médicaux :

- Monsieur Axel SCHNEIDER, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jean-Paul SCHNEIDER, biologiste médical, Pharmacien.

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg - 31 avenue de la Paix - B.P 1038 - 67070 STRASBOURG Cedex – pour le recours contentieux,

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

Article 4 : Le Préfet de Moselle et le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS « MEDILAB EST », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Moselle ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Bas Rhin ;

et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Lorraine, de Moselle, de Meurthe et Moselle et du Bas-Rhin.

Pour le Préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la Moselle et par délégation,

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté n° 2011-209 en date du 19 mai 2011 portant modification de la composition du Comité de Protection des Personnes CPP « Est III »

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1114-1, L. 1123-1 à L. 1123-3, L. 1123-14, R. 1123-4 à R. 1123-10 et R. 1123-18 ;

VU l'arrêté du 13 janvier 2010 fixant le règlement intérieur type devant être adopté par les comités de protection des personnes

VU l'arrêté du 23 janvier 2009 relatif au montant des indemnités susceptibles d'être allouées aux membres du comité de protection des personnes, aux experts et aux spécialistes appelés à participer aux travaux du comité

VU l'arrêté ministériel du 19 juin 2006 portant agrément des Comités de Protection des Personnes « Est-I », « Est-II », « Est-III » et « Est-IV » au sein de l'interrégion de recherche clinique « Est » ;

VU le décret du 31 mars 2010 (art 5) tirant les conséquences au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU la circulaire DGS/SD/2006/259 du 15 juin 2006 relative à la mise en place des Comités de Protection des Personnes ;

VU la circulaire DGS/SD1B/2006/124 du 10 mars 2006 relative à l'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique ;

CONSIDÉRANT la démission de cinq membres du comité de protection des personnes CPP « Est III » ;

CONSIDÉRANT les candidatures reçues suites aux différents appels à candidatures diffusés ;

ARRETE

Article 1er : La composition du Comité de Protection des Personnes « Est-III » sis Hôpital de Brabois – rue du Morvan – 54511 Vandoeuvre Les Nancy Cedex est modifiée comme suit :

Premier collège :

I - Pour les personnes ayant une qualification et une expérience approfondie en matière de recherche biomédicale dont au moins deux médecins et une personne qualifiée en raison de sa compétence en matière de bio statistique ou d'épidémiologie :

- Membres titulaires :

- * M. BEAU Didier
- * M. PERRIN Philippe
- * Mme LUPORSI Elisabeth
- * M. PETON Patrick

- Membres suppléants :

- * Mme ALBUISSON Eliane
- * M. LAMAZE Robert
- * Mme LOOS AYAV Carole
- * M. ROBERT Vincent

II - Pour les médecins généralistes :

- Membre titulaire :

- * M. FENOT Jean Luc

- Membre suppléant :

- * Mme CARAYON Isabelle

III - Pour les pharmaciens hospitaliers :

- Membre titulaire :
* M. BUREAU Alain
- Membre suppléant :
* Mlle RAFFY Françoise Marie

IV - Pour les infirmiers :

- Membre titulaire :
* M. PFEIFFER Guillaume
- Membre suppléant :
* Mme GAUDRON Mireille

Deuxième collège :

V - Pour les personnes qualifiées en raison de leur compétence à l'égard des questions d'éthiques :

- Membre titulaire :
* Mme CONTET-AUDONNEAU Nelly
- Membre suppléant :
* M. DUCROCQ Xavier

VI - Pour les travailleurs sociaux :

- Membre titulaire :
* Mme BLONDELET Isabelle
- Membre suppléant :
* Mme LIST Carine

VII - Pour les psychologues :

- Membre titulaire :
* Mme BATT Martine
- Membre suppléant :
* Mme PETERMANN Laurence

VIII - Pour les personnes qualifiées en raison de leur compétence en matière juridique :

- Membres titulaires :
* M. VOUAUX Franck
* Mme TOUSSAINT Sabine
- Membres suppléants :
* M. VAUTHIER Jean-Philippe
* Mme CLAUDOT Frédérique

IX - Pour les représentants des associations agréées de malades et d'usagers du système de santé :

- Membres titulaires :
* M. VIDAL Pierre
* M. PETIT Jean-Louis
- Membres suppléants :
* Mme FRANCOIS Maud
* Mme BOUTET Monique

Article 2 : Les nouveaux membres dudit comité sont nommés jusqu'au terme de l'agrément du Comité, soit le 18 juin 2012.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex -pour le recours contentieux.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle et de Région.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim,
Marie-Hélène MAITRE

DIRECTION DE LA STRATEGIE

Arrêté n° 2011-203 en date du 10 mai 2011 portant modification à la composition de la Commission Permanente de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;

Vu l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;

VU le décret en date du 1^{er} avril 2010 portant nomination de M. Jean-Yves GRALL, en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

VU les arrêtés n° 2010-94 en date du 26 juin 2010 et n° 2010-131 en date du 5 juillet 2010, relatifs à la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2010-200 en date du 13 août 2010 portant nomination des membres de la Commission Permanente de la CRSA de LORRAINE ;

A R R E T E

Article 1er : La Commission Permanente constituée au sein de la Conférence Régionale de la santé et de l'Autonomie de Lorraine, est composée comme suit :

Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales

TITULAIRE	SUPPLÉANT
Michèle GRUNER (Conseillère Régionale)	Maryvonne MUSSET (Conseillère Régionale)

Jacqueline FONTAINE (Vice-présidente au Conseil Régional)	Guy HARAU (Conseiller Régional)
Brigitte VAISSE (Conseillère Régionale)	Daouia BEAZ (Conseillère Régionale)

Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

TITULAIRE	SUPPLÉANT
Josette BURY (Présidente AFTC)	Jean-Philippe JULO (Délégué Départemental AIDES 54)
Marie-Thérèse ANDREUX (Représentante Retraités CFDT Meurthe et Moselle)	Georges GIRARD (Fédération Générale Retraités Fonction Publique Meurthe et Moselle)
Emmanuel HOCHSTRASSER (Délégué départemental APF Meuse)	en attente de désignation

Collège n° 4 : Partenaires sociaux

TITULAIRE	SUPPLÉANT
Philippe TOURRAND (MEDEF)	Jacky FRANCOIS (MEDEF)
Bernadette HILPERT (CGT)	Sylvio CICCOTELLI (CGT)

Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale

TITULAIRE	SUPPLÉANT
Hubert ATTENONT (Membre du Conseil d'Administration CARSAT NORD EST)	Jean-Louis OLAIZOLA (2 ^{ème} Vice président CARSAT)

Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé

TITULAIRE	SUPPLÉANT
Rozenn de LAVENNE (Infirmière Conseillère technique Rectorat Nancy-Metz)	Martine ROSENBACHER-BERLEMONT (Directrice Service Santé interuniversitaire)
Muriel CONTE (Déléguee Régionale ANPAA)	Martine DEMANGEON (Déléguee Régionale ANITEA)

Collège n° 7 : Offreurs des services de santé

TITULAIRE	SUPPLÉANT
Denis BUREL (Délégué Interrégional GEPSCO)	Laurent SPANNAGEL (Directeur EHPAD)
Vincent RENAULT (Directeur Général Alpha Santé)	Bernard MATHIEU (Directeur Maison Hospitalière St-Charles)
Marie-France GERARD (Présidente FEMALOR)	Audrey PATOUILLARD (Directrice des Œuvres de la CARMI)
Marie-Dominique AUGUSTIN (Directrice HAD Nancy et agglomération)	Jacqueline DELEAU (Médecin Coordonnateur HAD)
Philippe VIGOUROUX (Directeur Général CHU Nancy)	Thierry GEBEL (Directeur du C.H. Epinal)
Sylvie MATHIEU (Directrice URIOPSS)	Michel ULRICH (APF)

Collège n° 8 : Personnalités qualifiées

Jean-François COLLIN - Maître de conférences - Ecole de Santé Publique
Thierry GODEFROY - Directeur Médical – UC-CMP

Article 2 : Le Président de la Commission Permanente est M. Hubert ATTENONT

Les Vice-Présidentes sont :

- Mme Jacqueline FONTAINE
- Mme Brigitte VAISSE
- Mme Sylvie MATHIEU
- Mme Josette BURY

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 10 mai 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

Arrêté du 15 avril 2011 portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les exploitations de polyculture et d'élevage du département de Meurthe-et-Moselle (IDCC n° 9541)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code du travail, notamment les articles L. 2261-26, R. 2231-1, D. 2261-6 et D. 2261-7 ;

VU l'arrêté du 26 décembre 1977 du ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche portant extension de la convention collective de travail du 29 avril 1977 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage du Département de Meurthe-et-Moselle ainsi que les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;
 VU l'avenant n° 80 du 22 novembre 2010 dont les signataires demandent l'extension ;
 VU l'avis d'extension publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Département de Meurthe-et-Moselle paru le 15 mars 2011 ;
 VU l'avis des membres de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission agricole des conventions et accords) ;
 VU l'accord donné conjointement par le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville et le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche ;
 SUR proposition du Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi ;

A R R E T E

Article 1er : Les clauses de l'avenant n° 80 en date du 22 novembre 2010 à la convention collective de travail du 29 avril 1977 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage du Département de Meurthe et Moselle sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention [sous réserve de l'application des dispositions réglementaires relatives au salaire minimum de croissance].

Article 2 : L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article premier est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective précitée.

Article 3 : Le Secrétaire général de la Préfecture, le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 avril 2011

Le Préfet,
 Pour le Préfet et par délégation,
 Le Secrétaire Général,
 François MALHANCHE

Avenant n° 80 du 22 novembre 2010 à la convention collective de travail du 29 avril 1977 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage, de production de fruits, des entreprises de travaux agricoles, d'aménagements ruraux et forestiers et des CUMA de Meurthe-et-Moselle – IDCC : 9541

Entre :

- La Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles,
 - Le Syndicat Professionnel des Entrepreneurs de Travaux Agricoles, d'Aménagements Ruraux et Forestiers de Lorraine,
 - La Fédération Départementale des CUMA de Meurthe et Moselle,
- d'une part,*

et :

- L'Union départementale des Syndicats C.G.T.- F.O.,
 - L'Union départementale des Syndicats C.F.T.C.,
 - L'Union départementale des Syndicats C.F.D.T.,
 - L'Union départementale des Syndicats C.G.T.,
 - Le Syndicat National des Cadres des Entreprises Agricoles C.F.E. – C.G.C.,
- d'autre part,*

il a été convenu ce qui suit :

Cet avenant fait suite aux dispositions de :

- L'avenant n° 78 du 19 janvier 2010 fixant les salaires des ouvriers et des cadres ;
- L'avenant n° 79 du 17 juin 2010 créant de nouvelles classifications des emplois (ouvriers – employés – techniciens, agents de maîtrise et cadres) ;

afin de répondre au souhait unanime des partenaires sociaux d'aboutir à une harmonisation régionale des salaires minima conventionnels figurant dans les quatre conventions collectives départementales existantes.

ARTICLE I : Il est créé un nouvel article 12 bis ainsi libellé :

Article 12 bis : Salaires des Techniciens et Agents de maîtrise

Les salaires horaires et mensuels des Techniciens et Agents de Maîtrise sont déterminés périodiquement par la Commission Mixte et annexés à la Convention Collective (annexe II).

ARTICLE II : L'annexe II de la Convention Collective concernant les salaires :

- **Reste inchangée** pour les ouvriers rémunérés au temps ou à la tâche ;
- **Crée** une grille des salaires pour les techniciens et agents de maîtrise en application de l'avenant n° 79 du 17 juin 2010 ;
- **Est modifiée** pour les cadres afin de prendre en compte les nouvelles classifications fixées dans l'avenant n° 79 du 17 juin 2010.

Annexe II à la convention collective concernant les exploitations de polyculture et d'élevage

Article 1er : Rémunération du personnel d'exécution au temps et à la tâche

La grille des rémunérations du personnel d'exécution reste celle fixée par l'article 1er de l'avenant n° 78 du 19 janvier 2010.

GRILLE DES SALAIRES A L'HEURE

POSITIONS	Salaires horaires en euros	Salaires mensuels en euros (pour 151,67 h)
Niveau I – Echelon A	8,86 €	1 343,80 €
Niveau I – Echelon B	8,92 €	1 352,90 €
Niveau II – Echelon A	8,97 €	1 360,48 €
Niveau II – Echelon B	9,01 €	1 366,55 €
Niveau III – Echelon A	9,13 €	1 384,75 €
Niveau III – Echelon B	9,26 €	1 404,46 €
Niveau IV – Echelon A	9,49 €	1 439,35 €
Niveau IV – Echelon B	9,75 €	1 478,78 €

GRILLE DES SALAIRES A LA TACHE

Chapitre 1 : Base de calcul

Base de calcul : taux horaire du niveau I – Echelon A + indemnité de congés payés de 10 %, soit :

Au 01/01/2010 : 8,86 € + 0,89 € = 9,75 €

Chapitre 2 : Normes de récolte à l'heure (salaires minima)

Les normes de cueillette et de récolte, par produit sont fixées comme suit :

1. Mirabelles cueillies : 32 kilos à l'heure, soit 2 caisses de 16 kilos

0,31 € le kilo, soit 4,96 € la caisse

Mirabelles cueillies sur vergers piétons : gré à gré

Mirabelles ramassées et triées : 60 kilos à l'heure, soit 3,75 caisses de 16 kilos

0,17 € le kilo, soit 2,72 € la caisse.

Mirabelles tout venant : 90 kilos à l'heure, soit 5,625 caisses de 16 kilos

0,11 € le kilo, soit 1,76 € la caisse.

2. Quetsches cueillies : 64 kilos à l'heure, soit 4 caisses de 16 kilos

0,16 € le kilo, soit 2,56 € la caisse.

Quetsches ramassées et triées : 80 kilos à l'heure, soit 5 caisses de 16 kilos

0,13 € le kilo, soit 2,08 € la caisse.

Quetsches tout venant : 110 kilos à l'heure, soit 6,875 caisses de 16 kilos

0,09 € le kilo, soit 1,44 € la caisse.

3. Fraises de plein champ, cueillies saines et mises en barquettes :

Premières et dernière semaines de cueillette : 10 kilos à l'heure, soit 0,98 € le kilo ;

Autres semaines : 15 kilos à l'heure, soit 0,65 € le kilo

4. Pommes et poires saines, mises en palox et non calibrées :

Pommiers de moins de 3 mètres : 130 kilos à l'heure, soit 0,08 € le kilo ;

Pommiers de plus de 3 mètres : 110 kilos à l'heure, soit 0,09 € le kilo.

Poiriers de moins de 3 mètres : 150 kilos à l'heure, soit 0,07 € le kilo ;

Poiriers de plus de 3 mètres : 130 kilos à l'heure, soit 0,08 € le kilo.

5. Framboises de plein air en barquettes :

3,5 kilos à l'heure, soit 2,79 € le kilo.

6. Myrtilles :

5,5 kilos à l'heure, soit 1,78 € le kilo

7. Cerises :

Cerises douces :

Cerisiers de moins de 3 mètres : 15 kilos à l'heure, soit 0,65 € le kilo ;

Cerisiers de plus de 3 mètres : 12 kilos à l'heure, soit 0,82 € le kilo.

Cerises acides :

9 kilos à l'heure, soit 1,09 € le kilo.

Chapitre 3 : Pesée

La pesée ou le comptage des caisses se fera en présence du salarié à qui sera remis un relevé journalier ou un bon pour chaque pesée.

Article 2 : Rémunération des Techniciens et Agents de Maîtrise

Classification actuelle	Nouvelle Classification (Avenant 79 du 17/06/2010)	Salaires horaires en euros	Salaires mensuels en euros (pour 151, 67h)
Inexistant	Niveau I		
	Echelon 1 – Technicien I	10,00 €	1516,70 €
	Echelon 2 – Agent de maîtrise et technicien	10,50 €	1592,54 €
Inexistant	Niveau II		
	Technicien Agent de maîtrise	11,00 €	1668,37 €

Article 3 : Rémunération des cadres

Classification actuelle	Nouvelle Classification (Avenant 79 du 17/06/2010)	Salaires horaires en euros	Salaires mensuels en euros (pour 151, 67h)
Cadres du 3 ^{ème} groupe coefficient 180 coefficient 225	Cadres – Niveau I – Echelon 1	12,14 €	1841,27 €
Cadres 2 ^{ème} groupe coefficient 280	Cadres – Niveau I – Echelon 2	13,25 €	2009,63 €
Cadres 1 ^{er} groupe coefficient 350	Cadres – Niveau II	16,20 €	2457,05 €

Article 4 : Ces valeurs prennent effet à compter du :

- 01/01/2010 pour les rémunérations du Personnel d'Exécution à l'heure ou à la tâche ;

- 01/01/2011 pour les rémunérations du Personnel TAM et Cadres.

ARTICLE III : Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à U.T 54 de la DIRECCTE Lorraine en l'absence d'opposition après un délai de 15 jours suivant la signature.

Laxou, le 22 novembre 2010

UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Décision du 13 mai 2011 portant agrément de la SCIC PAYSAN BIO LORRAIN, 9 rue de la Vologne - bâtiment F - 54520 LAXOU en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande et les pièces justificatives complémentaires validées par l'autorité administrative le 8 avril 2011 présentées par Madame FRANCOIS Valérie – Gérante de la SCIC (société coopérative d'intérêt collectif à responsabilité limitée à capital variable) PAYSAN BIO LORRAIN – 9 rue de la Vologne – bâtiment F – 54520 LAXOU ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

D E C I D E

Article 1er : La SCIC PAYSAN BIO LORRAIN, 9 rue de la Vologne - bâtiment F - 54520 LAXOU

SIRET 452 074 750 000 12 Code APE 9499Z

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur régional adjoint Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 13 mai 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

Décision d' agrément d'une entreprise solidaire du 23 mai 2011 au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail pour la SCOP IN SITU ARCHITECTES

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande et les pièces justificatives complémentaires validées par l'autorité administrative le 15 avril 2011 présentées par Monsieur SARAZIN Patrick – co-gérant de la SCOP IN SITU ARCHITECTES (société coopérative à responsabilité limitée) - 123 rue Mac Mahon – 54000 NANCY ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

D E C I D E

Article 1er : La SCOP IN SITU ARCHITECTES - 123 rue Mac Mahon – 54000 NANCY - SIRET 398 321 901 000 25 Code APE 7111Z est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur régional adjoint Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 23 mai 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Décision d' agrément d'une entreprise solidaire du 23 mai 2011 au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail pour l'ARIAS

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande et les pièces justificatives complémentaires validées par l'autorité administrative le 25 mars 2011 présentées par Madame KACIJAN Marie-Christine – Présidente de ARIAS - Association Régionale pour l'Inclusion par les Arts de la Scène – MJC des 3 Maisons - 12 rue de Fontenoy – 54000 NANCY ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

D E C I D E

Article 1er : L'ARIAS – Association Régionale pour l'Inclusion par les Arts de la Scène - MJC des 3 Maisons - 12 rue de Fontenoy – 54000 NANCY - SIRET 404 246 175 000 24 Code APE 9001Z est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur régional adjoint Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 23 mai 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Décision d'agrément d'une entreprise solidaire du 23 mai 2011 au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail pour la SCOP ECOTA Conseil

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande et les pièces justificatives complémentaires validées par l'autorité administrative le 2 mars 2011 présentées par Monsieur LEROUVILLOIS Philippe – Gérant de la SCOP ECOTA Conseil (société coopérative à responsabilité limitée) - 49 rue de Laxou – 54000 NANCY ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

D E C I D E

Article 1er : La SCOP ECOTA Conseil - 49 rue de Laxou - 54000 NANCY - SIRET 523 806 917 000 10 Code APE 7022Z est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur régional adjoint Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 23 mai 2011

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

François MALHANCHE

Décision d'agrément d'une entreprise solidaire du 23 mai 2011 au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail pour l'association FAMILLES RURALES FEDERATION REGIONALE DE LORRAINE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande et les pièces justificatives complémentaires validées par l'autorité administrative le 22 février 2011 présentées par Monsieur GAUZELIN Jacques – Président de l'association FAMILLES RURALES FEDERATION REGIONALE DE LORRAINE - 12 rue de l'Abbé Devaux – 54140 JARVILLE-LA-MALGRANGE ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

D E C I D E

Article 1er : L'association FAMILLES RURALES FEDERATION REGIONALE DE LORRAINE - 12 rue de l'Abbé Devaux – 54140 JARVILLE-LA-MALGRANGE - SIRET 332 493 287 000 20 Code APE 8899B est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur régional adjoint Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 23 mai 2011

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

François MALHANCHE

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE**Arrêté n° 2011-DREAL-07 en date du 24 mai 2011 portant subdélégation de signature "administration générale"**

Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, Ingénieur Général des Mines,

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT Préfet de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté ministériel 4 janvier 2010 nommant M. Alain LIGER Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Lorraine (DREAL Lorraine),

VU l'arrêté SGAR n° 24-2010 du 22 janvier 2010 portant organisation de la DREAL Lorraine,

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.19 du 17 janvier 2011 de Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle accordant délégation de signature à Monsieur Alain LIGER, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine,

A R R E T E

Article 1er : Subdélégation de signature est donnée à **Mme Anne-Emmanuelle Ouvrard** et à **M. Guy Lavergne**, directeurs régionaux adjoints, à l'effet de signer toutes les décisions mentionnées à l'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 11.BI.19 du 17 janvier 2011.

Article 2 : Subdélégation de signature est donnée aux agents suivants, à l'effet de signer les décisions mentionnées à l'article 1er de l'arrêté préfectoral n°11.BI.19 du 17 janvier 2011, dans les conditions et limites suivantes :

1 - mines et sécurité dans les carrières :

1-1: mesures de police applicables aux carrières en application du règlement général des industries extractives, à l'exclusion des mesures relevant de l'application du titre V du code de l'environnement,

1-2 : gestion des procédures pour l'institution de permis de recherches d'hydrocarbures (décret n° 80-204 du 11 mars 1980 – article 7) ;

1-3 : application des dispositions de l'article 4 du décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à la police des carrières.

Agents	Actes		
	1-1	1-2	1-3
M. T. Ailleret , chef de service adjoint, service « PR »	•	•	•
M. P. Hestroffer , adjoint au chef de service « PR »	•	•	•
Mme P. Hanocq , Chef de la division « risques miniers et sous sol »	•	•	•
M. R. Mazzoleni , chef du pôle « exploitations minières et sous-sol »	•	•	•
M. P. Pelinski , chef de l'UT 54/55	•	•	•
M. M. Khedjout , adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•

2 - explosifs :

2-1 : autorisation d'utilisation dès réception ;

2-2 : autorisation d'exploitation de dépôts mobiles d'explosifs.

Agents	Actes	
	2-1	2-2
M. T. Ailleret , chef de service adjoint, service « PR »	•	•
M. P. Hestroffer , adjoint au chef de service « PR »	•	•
Mme P. Hanocq , Chef de la division « risques miniers et sous sol »	•	•
M. R. Mazzoleni , chef du pôle « exploitations minières et sous-sol »	•	•
M. P. Pelinski , chef de l'UT 54/55	•	•
M. M. Khedjout , adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•

3 - équipements sous pression de vapeur ou de gaz :

3-1 : enregistrement et délivrance des récépissés de déclaration d'appareils à vapeur ;

3-2 : décisions prises pour l'application du décret du 2 avril 1926 et l'arrêté du 23 juillet 1943 ;

3-3 : accord préalable à l'emploi de soudage dans la fabrication et à l'occasion de diverses réparations de certains équipement ou éléments d'équipements ;

3-4 : autorisation de transfert de qualification du mode opératoire de soudage ;

3-5 : autorisation préalable pour l'utilisation de certaines nuances d'acier ;

3-6 : prescription d'épreuves ou de ré-épreuves anticipées d'extincteurs ;

3-7 : agrément de bouteilles d'acétylène ;

3-8 : agrément d'équipement sous pression en matériaux composites ;

3-9 : décisions prises pour l'application du décret du 13 décembre 1999 et l'arrêté du 15 mars 2000 ;

3-10 : décisions prises pour l'application du décret du 3 mai 2001 (équipements transportables).

Agents	Actes									
	3-1	3-2	3-3	3-4	3-5	3-6	3-7	3-8	3-9	3-10
M. T. Ailleret , chef de service adjoint, service « PR »	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
M. P. Hestroffer , adjoint au chef de service « PR »	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
M. J. Mole , chef de la division « risques technologiques et industriels » (RTI)	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
M. C. Droit , ingénieur à la division « RTI »	•									
M. P. Pelinski , chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
M. M. Khedjout , adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•

4 - Canalisations :

4-1 : autorisations et renoncations des canalisations de transport de gaz combustibles prises au titre du décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 ;

4-2 : autorisations et renoncations de canalisations de transport d'hydrocarbures au titre du décret n° 59-645 du 16 mai 1959 et du décret n° 89-788 du 24 octobre 1989 ;

4-3 : autorisations et renoncations des canalisations de transport de produits chimiques au titre du décret n° 65-881 du 18 octobre 1965 ;

4-4 : surveillance, contrôles et aménagements relevant des dispositions de l'arrêté du 4 août 2006 portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques.

Agents	Actes			
	4-1	4-2	4-3	4-4
M. T. Ailleret , chef de service adjoint, service « PR »	•	•	•	•
M. P. Hestroffer , adjoint au chef de service « PR »	•	•	•	•
M. J. Mole , chef de la division « risques technologiques et industriels » (RTI)				•

M. M. Courty , chef de la division « impact »	•	•	•	
M. C. Droit , ingénieur à la division « RTI »				• (surveillance)
M. P. Pelinski , chef de l'UT 54/55	•	•	•	•
M. M. Khedjout , adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•	•

5 - Véhicules et transport routier :

5-1 : réceptions et homologations des véhicules automobiles, véhicules agricoles, motocyclettes, bicycles, tricycles et quadricycles à moteur et de leurs remorques ;

5-2 : réceptions des citernes de transports de matières dangereuses ;

5-3 : délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation des véhicules de transports en commun de personnes ;

5-4 : délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation des véhicules spécialisés dans les opérations de remorquage ;

5-5 : délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation des véhicules et des citernes de matières dangereuses par route ;

5-6 : agrément des contrôleurs et des centres de contrôle technique de véhicules poids lourds à l'exclusion des retraits d'agrément et des décisions requérant l'avis d'une commission ;

5-7 : surveillance des centres de contrôles technique de véhicules lourds et légers et des contrôleurs y intervenant,

5-8 : surveillance des opérateurs dans le domaine du transport par route des marchandises dangereuses.

Agents	Actes							
	5-1	5-2	5-3	5-4	5-5	5-6	5-7	5-8
Mme B. Agamennone , chef du service « transports, infrastructures et déplacements »	•	•	•	•	•	•	•	•
M. G. Bouvier , chef de la division « contrôle des véhicules » (DCV)	•	•	•	•	•	•	•	•
M. F. Serre , chef du pôle « homologation »	•	•	•	•	•	•	•	•
M. G. Balwa , chef du pôle « opérations complexe »	•	•	•	•	•	•	•	•
Mme P. Sar chef du pôle « contrôle des TMD »	•	•	•	•	•	•	•	•
M. T. Diller , technicien au pôle « homologation »	•		•	•	•		•	•
M. J-L. Rauber , technicien au pôle « homologation »	•	•	•	•	•		•	•
M. M. Albrecht , technicien au pôle « homologation »	•		•	•	•		•	•
M. C. Dereant , technicien au pôle « homologation »	•		•	•	•		•	•
M. F. Hautement , technicien au pôle « homologation »	•		•	•	•		•	•
M. P. Pelinski , chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•	•	•	•
M. M. Khedjout , adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•	•	•	•
M. F. Codet , coordonateur du pôle interrégional « opérations complexes »	•							
M. M. Lasserre , technicien au pôle interrégional « opérations complexes »	•							
M. M. Dufoir , technicien au pôle interrégional « opérations complexes »	•	•						
Mme R. Scheffer , technicien au pôle interrégional « opérations complexes »	•	•						

6 - Environnement industriel et déchets :

6-1 : validation des déclarations des émissions annuelles de CO2 déclarées dans le cadre du système de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;

6-2 : actes et décisions relatives aux transferts transfrontaliers de déchets prises en application au règlement communautaire européen n° 1013/2006 du 14 janvier 2006 ;

6-3 : demandes de compléments relatives aux dossiers de demande d'autorisation ou d'enregistrement présentés au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

6-4 : demande de dépôt d'un dossier de déclaration ou d'autorisation quand l'installation dont l'enregistrement est sollicité ne relève pas de ce dernier régime ;

6-5 : confirmation à l'exploitant du caractère complet et régulier du dossier de demande d'enregistrement.

Agents	Actes				
	6-1	6-2	6-3	6-4	6-5
M. T. Ailleret , chef de service adjoint, service « PR »	•	•	•	•	•
M. P. Hestroffer , adjoint au chef de service « PR »	•	•	•	•	•
M. M. Courty , chef de la division « impact »	•	•	•	•	•
M. P. Pelinski , chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•
M. M. Khedjout , adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•

7 - Evaluation environnementale des projets :

7-1 : information du pétitionnaire sur les informations qui doivent figurer dans l'étude d'impact (article R. 122-2 du code de l'environnement),

7-2 : saisine de l'autorité environnementale sauf pour les installations classées situées sur un site d'installation nucléaire de base,

7-3 : formulation et signature de l'avis transmis à l'autorité environnementale au titre de l'article R122-1-1 IV du code de l'environnement,
7-4 : transmission au pétitionnaire de l'avis de l'autorité environnementale.

Agents	Actes			
	7-1	7-2	7-3	7-4
M. T. Ailleret , chef de service adjoint, service « PR »	•	•	•	•
M. P. Hestroffer , adjoint au chef de service « PR »	•	•	•	•
M. P. Pelinski , chef de l'UT 54/55	• (ICPE)	• (ICPE)	• (ICPE)	• (ICPE)
M. M. Khedjout , adjoint au chef de l'UT 54/55	• (ICPE)	• (ICPE)	• (ICPE)	• (ICPE)

8 - Energie :

8-1 : décisions relatives à la production et au transport de l'électricité, et du gaz et à la distribution du gaz,

8-2 : délivrance des certificats d'économie d'énergie,

8-3 : délivrance des certificats d'obligation d'achat d'électricité.

Agents	Actes		
	8-1	8-2	8-3
M. S. Agamennone , chef du service « Climat, Energie, Logement, Aménagement » (CELA)		•	•
M. T. Ailleret , chef de service adjoint, service « PR »	•		
M. P. Hestroffer , adjoint au chef de service « PR »	•		
M. M. Courty , chef de la division « impact »	•		
M. F. Vignot , chef de la division « Energie, Climat, Bâtiment »		•	•

9 - Protection des espèces :

9-1 : décisions relatives à la mise en œuvre des dispositions du règlement CE n° 338/97 susvisé,

9-2 : décisions relatives à la détention et à l'utilisation d'écailles de tortues marines des espèces *Eretmochelys imbricata* et *Chelonia mydas* par les fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés,

9-3 : décisions relatives à la détention et à l'utilisation d'ivoire d'éléphant par les fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés,

9-4 : décisions relatives au transport des spécimens d'espèces animales qui sont simultanément inscrites dans les annexes du règlement CE n° 338/97 susvisé et protégées au niveau national par les arrêtés pris pour l'application des articles L 411-1 et L 411-2 du code de l'environnement ;

9-5 : décisions relatives aux autorisations de pénétrer sur les propriétés privées afin de réaliser des inventaires du patrimoine naturel devant être menés dans le cadre de l'article L.411-5 du code de l'environnement ;

9-6 : décisions relatives à la capture, la destruction, l'enlèvement, la mutilation, la perturbation intentionnelle, la détention de spécimens d'oiseaux, de mammifères, reptiles et amphibiens, poissons, et invertébrés d'espèces protégés ;

9-7 : décisions relatives à la destruction, l'altération ou la dégradation des sites de reproduction et des aires de repos des oiseaux, mammifères, reptiles et amphibiens, poissons, et invertébrés d'espèces protégés, sur les parties du territoire métropolitain où l'espèce est présente ainsi que dans l'aire de déplacement naturel des noyaux de populations existants ;

9-8 : décisions relatives à la destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de tout ou partie des spécimens sauvages de végétaux d'espèces protégées.

Agents	Actes							
	9-1	9-2	9-3	9-4	9-5	9-6	9-7	9-8
Mme M-L. Métayer , chef du service « Ressources et milieux naturels » (RMN)	•	•	•	•	•	•	•	•
Mme M-P. Laigre , adjoint au chef de service « RMN »	•	•	•	•	•	•	•	•
M. L. Chrétien , chef de la division "gestion et valorisation des espèces et espaces patrimoniaux"	•	•	•	•	•	•	•	•

Article 3 : L'arrêté n° 2011-DREAL-04 du 18 janvier 2011 est abrogé à compter de la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 4 : Le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
A. LIGER

Décision DREAL 2011-20 en date du 24 mai 2011 portant subdélégation de signature "CPCM"

Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, Ingénieur Général des Mines,

VU la loi organique n°2001-692 du 1 août 2001 relative aux lois de finances ;

VU le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2009-235 du 27 février 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) ;

VU le décret du 25 novembre 2010 nommant M. Christian Gaillard de Lavernée, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense Est, Préfet de la Moselle ;

VU l'arrêté ministériel en date du 4 janvier 2010 nommant M. Alain Liger en qualité de directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Lorraine ;

VU l'arrêté SGAR n° 24 – 2010 du 22 janvier 2010 portant organisation de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Lorraine ;

VU l'arrêté SGAR n° 2011-64 du 3 janvier 2011 portant délégation de signature en faveur de M. Alain Liger, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine relatif à la gestion des BOP, des UO et pour l'ordonnancement secondaire ;

VU la convention de délégation de gestion n° C 2010-49 conclue le 15 février 2010 entre le Centre Technique de l'Équipement de l'Est et la DREAL Lorraine, ensemble l'avenant n° 1 du 8 décembre 2010 ;

VU la convention de délégation de gestion n° C 2010-50 conclue le 15 février 2010 entre la Direction Départementale des Territoires de la Moselle et la DREAL Lorraine, ensemble l'avenant n° 1 du 20 décembre 2010 ;

VU la convention de délégation de gestion n° C 2010-51 conclue le 15 février 2010 entre la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Lorraine et la DREAL Lorraine, ensemble l'avenant n° 1 du 29 novembre 2010 ;

VU la convention de délégation de gestion n° C 2010-52 conclue le 15 février 2010 entre la Direction Départementale des Territoires de Meurthe et Moselle et la DREAL Lorraine, ensemble l'avenant n° 1 du 20 décembre 2010 ;

VU la convention de délégation de gestion n° C 2010-53 conclue le 15 février 2010 entre la Direction Départementale des Territoires de la Meuse et la DREAL Lorraine, ensemble l'avenant n° 1 du 20 décembre 2010 ;

VU la convention de délégation de gestion n° C 2010-54 conclue le 15 février 2010 entre la Direction Départementale des Territoires des Vosges et la DREAL Lorraine, ensemble l'avenant n° 1 du 20 décembre 2010 ;

VU la convention de délégation de gestion n° C 2010-56 conclue le 15 février 2010 entre la Direction Interrégionale des Routes EST et la DREAL Lorraine, ensemble l'avenant n° 1 du 20 décembre 2010 ;

VU la convention de délégation de gestion n° C 2010-57 conclue le 15 février 2010 entre le Service Navigation du Nord Est et la DREAL Lorraine, ensemble l'avenant n° 1 du 20 décembre 2010 ;

VU la convention de délégation de gestion n° C 2010-338 conclue le 30 septembre 2010 entre la direction départementale de la protection des populations de la Moselle et la DREAL Lorraine ;

VU la convention de délégation de gestion n° C 2010-374 conclue le 5 novembre 2010 entre la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Meuse et la DREAL Lorraine ;

VU la convention de délégation de gestion n° C 2010-451 conclue le 20 décembre 2010 entre la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations des Vosges et la DREAL Lorraine ;

VU la convention de délégation de gestion n° C 2010-452 conclue le 20 décembre 2010 entre la direction départementale de la protection des populations de Meurthe et Moselle et la DREAL Lorraine ;

VU la convention de délégation de gestion n° C 2011-85 conclue le 25 janvier 2011 entre la direction départementale de la cohésion sociale de Meurthe et Moselle et la DREAL Lorraine ;

VU la convention de délégation de gestion n° C 2011-99 conclue le 11 janvier 2011 entre la direction départementale de la cohésion sociale de la Moselle et la DREAL Lorraine ;

VU la convention de délégation de gestion n° C 2011-173 conclue le 2 mai 2011 entre la Préfecture de la Région Lorraine et la Préfecture de la Moselle d'une part et la DREAL Lorraine d'autre part ;

DECIDE

Article 1er : Subdélégation de signature est donnée aux agents figurant dans le tableau en annexe 1 pour signer en mon nom les actes d'ordonnateur secondaire de mon service listés, pour chacun d'eux, dans le même tableau.

Article 2 : Subdélégation de signature est donnée aux agents figurant dans le tableau en annexe 2 pour signer les actes d'ordonnateur secondaire pour le compte des services délégués desquels j'ai reçu délégation de gestion d'ordonnateur secondaire en application des conventions de gestion susvisées.

Article 3 : Afin de garantir la qualité des opérations réalisées, la délégation de signature accordée aux agents s'accompagne de la mise en place d'un contrôle interne comptable et de la mise en œuvre des dispositions ministérielles en la matière.

Article 4 : La présente décision est exécutoire à compter de sa publication :

- au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Lorraine pour les actes concernant les délégués disposant d'une compétence à caractère régional,
- au recueil des actes administratifs de la Préfecture du département correspondant pour les actes concernant les délégués disposant d'une compétence à caractère départemental.

Pour chaque cas prévu à l'alinéa précédent, l'entrée en vigueur de la présente décision emporte l'abrogation de la décision DREAL – 2011- 9 en date du 16 mars 2011 pour ce qu'elle concerne les mêmes actes.

Article 6 : Le responsable du pôle support intégré, le secrétaire général de la DREAL et le responsable du centre de prestations comptables mutualisées sont chargés de l'exécution de la présente décision. Elle sera notifiée au Préfet de la Région Lorraine, au Préfet de la Moselle, au Préfet de la Meuse, au Préfet de Meurthe et Moselle, au Préfet des Vosges, à l'autorité chargée du contrôle financier et au comptable assignataire.

Pour le Préfet de la région Lorraine,

Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
A. LIGER

Les annexes jointes à la présente décision peuvent être consultées à la DREAL, 2 rue Augustin Fresnel, BP 95038 - 57071 Metz Cedex.

RESSOURCES ET MILIEUX NATURELS

Arrêté n° 2011-DREAL-RMN-29 du 13 mai 2011 autorisant à déroger à l'interdiction de capture temporaire avec relâcher sur place et de prélèvement, transport, détention, utilisation et destruction d'échantillons biologique d'espèces d'amphibiens protégées

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre IV du Code de l'Environnement, notamment ses articles L 411-1 et L 411-2 et les articles R 411-1 à R 411-14 ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 et le décret n° 97-1204 du 19 décembre 1997 relatifs à la déconcentration des décisions administratives individuelles, notamment en matière de capture d'espèces animales protégées,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2007-15 du 4 janvier 2007 relatif aux espèces animales non domestiques ainsi qu'aux espèces végétales non cultivées et modifiant le Code de l'Environnement ;

VU le décret du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du Code de l'Environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

VU l'arrêté interministériel du 19 novembre 2007 fixant la liste des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 4 janvier 2010 nommant M. Alain LIGER, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine (DREAL Lorraine) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.19 du 17 janvier 2011 de M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à M. Alain LIGER, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine ;
 VU l'arrêté préfectoral 2011-DREAL-04 du 18 janvier 2011 portant subdélégation de signature ;
 VU la demande de dérogation au régime de protection des espèces en date du 21 février 2011 formulée par M. AUMAITRE du Conservatoire des Sites Lorrains et le dossier présenté à l'expert faune délégué du Conseil National de Protection de la Nature ;
 VU l'avis du Conseil National de Protection de la Nature en date du 16 avril 2011 ;
 CONSIDÉRANT que la demande de dérogation porte sur la capture temporaire avec relâcher sur place et le prélèvement, transport, détention, utilisation et destruction d'échantillons biologique de spécimens d'amphibiens protégés ;
 CONSIDÉRANT que la dérogation a pour objet la protection de la faune et de ces habitats, l'inventaire de population et une étude scientifique et ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, aux populations d'espèces protégées citées dans le dossier dans leur aire de répartition naturelle ;

A R R E T E

Article 1er : Identité du bénéficiaire

Le bénéficiaire de la dérogation est le Conservatoire des Sites Lorrains – 7 bis route de Pont-à-Mousson – 54470 THIAUCOURT. Les mandataires sont :

- AUMAITRE Damien - chargé de mission au CSL, secrétaire de la Commission Reptiles et amphibiens du CSL ;
- GRISVARD Pierre - responsable du projet carnet B herpétofaune au CSL ;
- DESPAQUIS Geoffrey - stagiaire au CSL ;
- LEVIVIER Arthur - stagiaire au CSL ;
- BAUDET Cécile - stagiaire au CSL ;
- GEY Raphaël - stagiaire à l'ONF ;
- GODE Laurent - herpétologue du CSRPN de Lorraine ;
- VITZHUM Stéphane - naturaliste et co-auteur de l'ouvrage Reptiles et Amphibiens de Lorraine ;
- RAGUE Jean-Christophe - membre du CSRPN de Lorraine, chargé d'étude scientifique du CSL ;
- RENNER Michel - naturaliste et co-auteur de l'ouvrage Reptiles et Amphibiens de Lorraine ;
- PATIER Nicolas - naturaliste à l'association Lorraine Association Nature ;
- LEBLANC Guillaume - naturaliste à l'association Lorraine Association Nature ;
- GAILLARD Matthieu - membre du CSRPN de Lorraine, chargé d'étude à l'association Neomys.

Article 2 : Nature de la dérogation

Les mandataires cités à l'article 1^{er} sont autorisés à déroger à l'interdiction de capture temporaire avec relâcher sur place et de prélèvement, transport, détention, utilisation et destruction d'échantillons biologique, de tous les spécimens de :

- | | |
|--|--|
| - Couleuvre à collier (<i>Natrix natrix</i>) | - Lézard vert occidental (<i>Lacerta bilineata</i>) |
| - Couleuvre coronelle (<i>Coronella austriaca</i>) | - Lézard vivipare (<i>Lacerta vivipara</i>) |
| - Couleuvre d'Esculape (<i>Elaphe longissima</i>) | - Orvet (<i>Aguis fragilis</i>) |
| - Couleuvre verte et jaune (<i>Coluber viridiflavus</i>) | - Pélodyte ponctué (<i>Pelodytes punctatus</i>) |
| - Crapaud accoucheur (<i>Alytes obstetricans</i>) | - Petite grenouille verte (<i>Rana lessonae</i>) |
| - Crapaud calamite (<i>Bufo calamita</i>) | - Rainette vert (<i>Hyla arborea</i>) |
| - Crapaud commun (<i>Bufo bufo</i>) | - Salamandre tachetée (<i>Salamandra salamandra</i>) |
| - Grenouille agile (<i>Rana dalmatina</i>) | - Sonneur à ventre jaune (<i>Bombina variegata</i>) |
| - Grenouille rieuse (<i>Rana ridibunda</i>) | - Triton crêté (<i>Triturus cristatus</i>) |
| - Grenouille rousse (<i>Rana temporaria</i>) | - Triton palmé (<i>Lissotriton helveticus</i>) |
| - Grenouille verte (<i>Rana esculenta</i> compl) | - Triton alpestre (<i>Mesotriton alpestris</i>) |
| - Lézard des murailles (<i>Podarcis muralis</i>) | - Triton ponctué (<i>Lissotriton vulgaris</i>) |
| - Lézard des souches (<i>Lacerta agilis</i>) | - Vipère aspic (<i>Vipera aspis</i>) |

Article 3 : Conditions de la dérogation

La présente dérogation est délivrée sous réserve de la mise en œuvre de l'ensemble des engagements et mesures décrites dans le dossier et à condition que soit mise en œuvre les mesures de protection sanitaires lors de la manipulation des spécimens.

Si des espèces allochtones étaient capturées lors de ces inventaires, elles devront être détruites.

Article 4 : Modalités de suivi

Le bénéficiaire de la présente dérogation fera réaliser à ses frais un rapport des opérations à la fin de chaque année. Les résultats du suivi des populations seront transmis à la DREAL Lorraine.

Article 5 : Localisation

Les opérations prévues à l'article 2 seront réalisées sur l'ensemble des communes du département.

Article 6 : Durée de validité de la dérogation et échéances de réalisation des aménagements au titre des mesures compensatoires

La présente dérogation permet la réalisation des activités visées à l'article 2 du présent arrêté jusqu'au 31 décembre 2012 si nécessaire.

Article 7 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre des dispositions définies aux articles 2 et 3 peut faire l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 8 : Sanctions

Le non-respect du présent arrêté est passible des sanctions définies à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 9 : Droits de recours et informations des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours par le bénéficiaire, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, auprès de la juridiction compétente.

Article 10 : Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à M. AUMAITRE du Conservatoire des Sites Lorrains ;
- publié au Recueil des Actes Administratifs de la Meurthe-et-Moselle ;
- et dont copie sera adressée à :

- * Messieurs les Sous-Préfets de Meurthe-et-Moselle,
- * Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Meurthe-et-Moselle,
- * Monsieur le Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse,
- * Monsieur le Délégué du service départemental de la Meurthe-et-Moselle de l'Office Nationale de l'Eau et des Milieux Aquatiques,
- * Monsieur le Directeur du service départemental de la Meurthe-et-Moselle de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- * Madame le Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement, Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, Direction de l'eau et de la biodiversité,
- * Monsieur le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle,

* Monsieur le Commissaire principal, Directeur de la sécurité publique.
Metz, le 13 mai 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional,
Par subdélégation, le Chef du Service Ressources et Milieux Naturels,
Marie-Laure MÉTAYER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AGRICULTURE - FORET - CHASSE

Arrêté DDT/AFC/Aménagement foncier/2011/201 du 26 avril 2011 portant rectification de l'arrêté du 14 février 2011 portant modification du périmètre de remembrement de la commune de PIERRE-LA-TREICHE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural - Livre 1er (nouveau)- Titre 2 relatif à l'aménagement foncier rural, et notamment son article L.121-14 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral ordonnant le remembrement de la propriété foncière de Pierre-la-Treiche en date du 22/12/2005 ;
VU l'arrêté préfectoral du 14/02/2011 portant modification du périmètre de remembrement de la commune de Pierre la Treiche ;
CONSIDERANT qu'une erreur matérielle s'est glissée dans la rédaction de l'arrêté préfectoral du 14/02/2011 nécessitant d'apporter un rectificatif ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : A l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 14/02/2011 portant modification du périmètre de remembrement de Pierre la Treiche, au lieu de lire :

Territoire de Pierre-la-Treiche :

Parcelles à inclure dans le périmètre de remembrement :

- Section AH n° 19, n° 24, n° 57 à 71, n° 74, n° 108 à 110, n° 113 et n° 114.

Il y a lieu de lire :

Territoire de Pierre-la-Treiche :

Parcelles à exclure du périmètre de remembrement :

- Section AH n° 19, n° 24, n° 57 à 71, n° 74, n° 108 à 110, n° 113 et n° 114.

Article 2 : Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé restent inchangées. L'énumération ci-dessus des parcelles désignées ne tient pas compte des modifications non portées à ce jour sur le plan cadastral.

Article 3 : Le présent arrêté peut être déféré dans un délai de deux mois, dès l'accomplissement des dernières mesures de publicité, devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – CO 38- 54036 NANCY Cedex.

Article 4 : Le secrétaire général de la Préfecture, le sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, le maire de PIERRE LA TREICHE, les maires de BICQUELEY et CHAUDENEY SUR MOSELLE, le Colonel du Groupement de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au président de la commission communale d'aménagement foncier, publié au journal officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée au directeur départemental des territoires, à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, au président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle, au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle et au président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Nancy, le 26 avril 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/232 du 3 mai 2011 approuvant les statuts de l'association foncière de BASLIEUX

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 28 février 2011 portant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 05 août 1968 portant institution de l'association foncière de BASLIEUX ;
VU la proposition du bureau de l'association foncière de BASLIEUX en date du 18 mars 2011 ;
VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de BASLIEUX en date du 31 mars 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;
VU les statuts de l'association foncière de BASLIEUX ;
VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 12 avril 2011 ;
SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de BASLIEUX, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 31 mars 2011, sont approuvés.

Article 2 : La sous-préfète de Briey et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de BASLIEUX, adressé au président de l'association foncière de BASLIEUX, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 3 mai 2011

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de BRIEY,
Christine BOEHLER

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté n° 260 du 5 mai 2011 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de BLÉNOD-LÈS-PONT-À-MOUSSON

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 422-23 et R 422-65 à R 422-68 du code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la décision préfectorale du 23 août 1979 portant constitution de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de Blénod lès Pont-à-Mousson ;

VU la décision motivée adoptée par l'assemblée générale de l'ACCA de Blénod lès Pont-à-Mousson ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1er : La liste des parcelles constituant la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Blénod lès-Pont-à-Mousson est modifiée comme suit :

Commune	Section	Parcelles cadastrales
Blénod lès Pont-à-Mousson	OC AM	73 à 140 - 148 à 149 - 276 à 288 - 352 à 356 - 357 à 358 - 453 à 454 11 à 15 - 54 - 64 à 67 - 176 à 180 - 182 à 183 - 185 à 189 - 191 à 199 - 209 à 219 - 227 à 232 - 238 - 245 à 257 - 369 - 401 - 403 à 404 - 407 à 408 - 411 à 412 - 416 - 437 à 438

représentant une superficie totale de 47 ha 32 a 91 ca.

Article 2 : Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

Article 3 : La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'association communale de chasse agréée de Blénod lès-Pont-à-Mousson.

Article 4 : La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'association communale de chasse agréée de Blénod lès-Pont-à-Mousson sera affichée pendant 1 mois dans la commune de Blénod lès Pont-à-Mousson par les soins du maire.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture et m. le maire de la commune de Blénod lès -Pont-à-Mousson sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée de Blénod lès Pont-à-Mousson,
- chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- président de la fédération départementale des chasseurs.

Nancy, le 5 mai 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental,
M. MARTY

Arrêté du modifiant l'arrêté fixant la liste des organisations syndicales à vocation générale d'exploitants agricoles représentatives dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 90-187 du 28 février 1990 relatif à la représentation des organisations syndicales d'exploitants agricoles au sein de certains organismes ou commissions ;

VU le décret n° 2000-139 du 16 février 2000 fixant les conditions de représentation des organisations syndicales d'exploitants agricoles au sein de certains comités, commissions ou organismes et modifiant le décret n° 90-187 du 28 février 1990 relatif à la représentation des organisations syndicales d'exploitants agricoles au sein de certains organismes ou commissions ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2007 fixant la liste des organisations syndicales à vocation générale d'exploitants agricoles représentatives dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

VU les résultats des élections du 31 janvier 2007 à la Chambre d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle ;

VU la demande présentée le 12 avril 2011 par la Coordination Rurale de Meurthe-et-Moselle ;

SUR le rapport de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires ;

A R R E T E

Article 1 : L'article 1 de l'arrêté préfectoral DDAF/2007/239 fixant la liste des organisations syndicales à vocation générale d'exploitants agricoles représentatives dans le département de Meurthe-et-Moselle est modifiée comme suit :

Sont habilitées à siéger dans le département de Meurthe-et-Moselle, au titre des organisations d'exploitants agricoles représentatives :

- les Jeunes Agriculteurs de Meurthe-et-Moselle (JA54) dont le siège est situé 5 rue de la Vologne – 54420 Laxou ;
- la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de Meurthe-et-Moselle (FDSEA) dont le siège est situé 5 rue de la Vologne – 54420 Laxou ;
- la Coordination rurale de Meurthe-et-Moselle (CR54) dont le siège est situé au Centre d'affaire Ariane - 240 rue de Cumène – 54230 Neuves-Maison.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Nancy, le 26 mai 2011

Le Préfet,
Adolphe COLRAT

ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE

Arrêté n° 54-DDT-DECHETS-2011-014 du 18 avril 2001 portant autorisation d'exploiter une installation de stockage de déchets inertes à MOINEVILLE pris en application de l'article L.541-30-1 du code de l'environnement

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le règlement (CE) du Parlement européen et du Conseil n°1013/2006 du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;
 VU le code de l'environnement, et notamment son article L.541-30-1, les articles R.541-65 à R.541-75 et les articles R.541-80 à R.541-82 ;
 VU le décret n°88-466 du 28 avril 1988 modifié relatif aux produits contenant de l'amiante ;
 VU l'arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement de déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs ;
 VU l'arrêté du 29 juillet 2005 modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 ;
 VU l'arrêté du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes ;
 VU la demande d'autorisation d'exploiter de la société EUROVIA en date du 26 janvier 2010, précisée le 8 septembre 2010 et le 23 décembre 2010 ;
 VU l'accord de EPFL, propriétaire du terrain, en date du 26 janvier 2010 ;
 VU les avis du directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement du 1er mars et du 23 avril 2010 ,
 VU l'avis favorable du directeur général de l'Agence de Santé lorraine du 22 mars 2010 ;
 VU la demande d'avis adressée au maire de Moineville le 12 février 2010 ;
 VU l'avis favorable du directeur départemental des territoires ;
 CONSIDÉRANT que faute d'avoir statué dans un délai de trois mois fixé à l'article R541-68 du code de l'environnement, une décision implicite de rejet pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes sur le territoire de la commune de Moineville est née à compter du 23 décembre 2008 ;

A R R E T E

Article 1er : La société EUROVIA, dont le siège social est situé voie Romaine à 57147 WOIPPY, est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets inertes, sise parcelles X 154 et 18, Y 126 au lieux-dits mine du Paradis et Gros Philippe à Moineville, dans les conditions définies par le présent arrêté et ses annexes.

L'exploitation du site de l'installation est confiée à une personne techniquement compétente et nommément désignée par l'exploitant.

La présente autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers et sans préjudice du respect des autres réglementations en vigueur, et notamment celle relative à l'eau et aux milieux aquatiques.

Article 2 : La surface foncière affectée à l'installation est de 15 hectares 87 ares 30 centiares. Cette surface est située sur les parcelles cadastrées suivantes :

Commune	Lieu-dit	Référence de la parcelle		Surface affectée à l'installation (m²)	Surface affectée au stockage de déchets (m²)
		Section	Numéro		
MOINEVILLE	Mine du Paradis et Gros Philippe	X	154	10 ha 62 a 84 ca	3 ha 35 a
		X	18	4 ha 31 a 55 ca	
		Y	126	92 a 91 ca	
Total				15 ha 87 a 30 ca	3 ha 35 a

Article 3 : L'exploitation est autorisée pour une durée de 12 ans à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4 : La capacité totale de stockage est limitée à :

- déchets inertes, hors déchets d'amiante lié à des matériaux inertes : 410 000 tonnes.

Article 5 : Les quantités maximales suivantes pouvant être admises chaque année sur le site sont limitées à :

- déchets inertes, hors déchets d'amiante lié à des matériaux inertes : 34 000 tonnes.

Article 6 : La décision implicite de rejet pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes sur le territoire de la commune de Moineville par la société EUROVIA est abrogée.

Article 7 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée :

- au pétitionnaire,
- au maire de MOINEVILLE,
- au directeur général de l'agence de Santé Lorraine,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- au directeur départemental des territoires.

Une ampliation du présent arrêté sera affichée à la mairie de Moineville. Il est en outre publié au recueil des actes administratifs du département.

Article 8 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de NANCY dans le délai de deux mois à du jour de sa notification.

Article 9 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture, Madame la sous-préfète de Briey, Monsieur le directeur départemental des territoires et Monsieur le maire de Moineville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 18 avril 2001

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Secrétaire Général,
 François MALHANCHE

Les annexes du présent arrêté sont consultables au bureau environnement – eau -biodiversité de la direction départementales des territoires de Meurthe-et-Moselle.

Arrêté n° 54-DDT-2011-DECHETS-015 du 10 mai 2011 portant autorisation d'exploiter une installation de stockage de déchets inertes à WAVILLE pris en application de l'article L.541-30-1 du code de l'environnement

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le règlement (CE) du Parlement européen et du Conseil n°1013/2006 du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;
 VU le code de l'environnement, et notamment son article L.541-30-1, les articles R.541-65 à R.541-75 et les articles R.541-80 à R.541-82 ;
 VU le décret n°88-466 du 28 avril 1988 modifié relatif aux produits contenant de l'amiante ;
 VU l'arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement de déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs ;

VU l'arrêté du 29 juillet 2005 modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 ;
 VU l'arrêté du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes ;
 VU le décret du 9 avril 2010 relatif à l'évaluation des incidences Natura 2000 ;
 VU la demande d'autorisation d'exploiter de la société VILLEMIN WAVILLE Bâtiment en date du 31 mai 2010, complétée le 14 février 2011 ;
 VU l'avis favorable avec réserves du Conservatoire des Sites Lorrains du 23/09/2010 ;
 VU l'avis favorable du président du Parc Naturel de Lorraine, opérateur de la zone Natura 2000, du 29/10/2010 ;
 VU l'accord de monsieur le maire de Waville, propriétaire du terrain, du 31 mai 2010 ;
 VU la demande d'avis transmis au maire de Onville le 29 /03/2011 ;
 VU l'avis favorable du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1er : La SARL VILLEMIN-WAVILLE-Bâtiment, dont le siège social est situé 7 rue de Joyeuse à 54 890 WAVILLE, est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets inertes, sise à Waville, plaine de Joyeuse, dans les conditions définies par le présent arrêté et ses annexes.

L'exploitation du site de l'installation est confiée à une personne techniquement compétente et nommément désignée par l'exploitant.

La présente autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers et sans préjudice du respect des autres réglementations en vigueur, et notamment celle relative à l'eau et aux milieux aquatiques.

Article 2 : La surface foncière affectée à l'installation est de 85 ares 30 centiares. Cette surface est située sur les parcelles cadastrées suivantes :

Commune	Lieu-dit	Référence de la parcelle		Surface affectée à l'installation (m²)	Surface affectée au stockage de déchets (m²)
		Section	Numéro		
Waville	Plaine de Joyeuse	B	2	8530	2500

Article 3 : L'exploitation est autorisée pour une durée de 9 ans à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4 : La capacité totale de stockage est limitée à :

- déchets inertes, hors déchets d'amiante lié à des matériaux inertes : 20 000 tonnes

Article 5 : Les quantités maximales suivantes pouvant être admises chaque année sur le site sont limitées à :

- déchets inertes, hors déchets d'amiante lié à des matériaux inertes : 1110 tonnes

Article 6 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée :

- au maire de Waville,

- au pétitionnaire.

Une ampliation du présent arrêté sera affichée à la mairie de Waville. Il est en outre publié au recueil des actes administratifs du département.

Article 7 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de NANCY dans le délai de deux mois à compter du jour de sa notification.

Article 8 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture, Madame la sous-préfète de Briey et Monsieur le directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 10 mai 2011

Le Préfet,
 Adolphe COLRAT

ANNEXE I

Titre I^{er} - Dispositions générales

1.1. - Définitions

Pour l'application des dispositions du présent arrêté, les définitions suivantes sont retenues :

Déchets inertes : déchets qui ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante. Les déchets inertes ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune autre réaction physique ou chimique, ne sont pas biodégradables et ne détériorent pas d'autres matières avec lesquelles ils entrent en contact, d'une manière susceptible d'entraîner une pollution de l'environnement ou de nuire à la santé humaine.

Installation de stockage de déchets inertes : installation d'élimination de déchets inertes par dépôt ou enfouissement sur ou dans la terre, y compris un site utilisé pour stocker temporairement des déchets inertes, à l'exclusion de ceux où les déchets sont entreposés pour une durée inférieure à trois ans afin de permettre leur préparation à un transport en vue d'une valorisation dans un endroit différent, ou entreposés pour une durée inférieure à un an avant leur transport sur un lieu de stockage définitif.

Installation interne de stockage : installation exploitée par un producteur de déchets pour ses propres déchets sur son site de production.

Installation collective de stockage : installation qui reçoit les déchets de plusieurs producteurs de déchets.

Exploitant : personne physique ou morale responsable de l'installation de stockage.

Eluat : solution obtenue lors de tests de lixiviation réalisés en laboratoire.

1.2. - Conformité aux plans et données techniques du dossier de demande d'autorisation

L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.

L'installation est exploitée conformément aux prescriptions fixées en annexe I du présent arrêté, sans préjudice des réglementations autres en vigueur.

Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, accompagnée de tous les éléments d'appréciation nécessaires.

1.3. - Dangers ou nuisances non prévenues

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet.

1.4. - Accidents – Incidents

L'exploitant déclare au préfet les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature, par leurs conséquences directes ou leurs développements prévisibles, de porter atteinte aux intérêts et activités mentionnés à l'article R.541-70 du code de l'environnement. En cas d'accident, l'exploitant indique toutes les mesures prises à titre conservatoire.

Il transmet au préfet un rapport d'incident ou d'accident, dans un délai de 15 jours après l'incident ou l'accident. Ce rapport précise notamment les circonstances et les causes de l'incident ou de l'accident, les effets constatés ou possibles à long terme sur les intérêts et activités mentionnés à l'article R.541-70 du code de l'environnement et les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident ou accident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

1.5. - Contrôles et analyses, inopiné ou non

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, le préfet peut demander la réalisation de contrôles spécifiques, de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores ou de vibrations et plus largement de mesures dans l'environnement.

Ces contrôles spécifiques, prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme tiers choisi préalablement par l'exploitant à cet effet et soumis à l'approbation du préfet.

Tous les frais engagés lors de ces contrôles, inopinés ou non, sont supportés par l'exploitant.

1.6. - Consignes

Les consignes écrites et répertoriées dans le présent arrêté sont tenues à la disposition de l'autorité compétente en matière de police, systématiquement mises à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être, y compris en cas de sous-traitance.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en condition d'exploitation normale, en période de dysfonctionnement et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions imposées par le présent arrêté.

Titre II - Aménagement de l'installation

2.1. - Identification

A proximité immédiate de l'entrée principale de l'établissement est placé un panneau de signalisation et d'information sur lequel sont notés :

- l'identification de l'installation ;
- le numéro et la date du présent arrêté ;
- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;
- les jours et heures d'ouverture ;
- la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ;
- le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours.

Les panneaux sont en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables.

2.2. - Accès à l'installation

L'installation de stockage de déchets est protégée pour empêcher le libre accès au site de la manière suivante :

L'installation est entourée d'une clôture en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 mètres)

Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Son accès est interdit à toute personne étrangère à l'exploitation. Un seul accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel, notamment pour faciliter l'intervention des services de secours et d'incendie en cas de sinistre.

En cas de gardiennage des installations, l'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le personnel de gardiennage formé aux risques générés par l'installation.

2.3. - Moyens de pesée

Sans objet.

2.4. - Moyens de communication

L'établissement est équipé de moyens de télécommunication efficaces avec l'extérieur, notamment afin de faciliter un appel éventuel aux services de secours et de lutte contre l'incendie.

2.5. - Trafic interne

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'installation. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

La vitesse de circulation des véhicules à l'intérieur de l'établissement est limitée à 40 km/h.

Les véhicules ne doivent pas être stationnés moteur tournant, sauf cas de nécessité d'exploitation ou de force majeure.

Les voies de circulation internes à l'établissement sont dimensionnées et aménagées en tenant compte du gabarit, de la charge et de la fréquentation de pointe estimée des véhicules appelés à y circuler. Ces voies doivent permettre aux engins des services de secours et de lutte contre l'incendie d'évoluer sans difficulté.

L'entretien de la voirie permet une circulation aisée des véhicules par tous les temps.

Les aires de stationnement internes permettent d'accueillir l'ensemble des véhicules durant les contrôles des chargements.

2.6. - Conformité de l'exploitation

Sans objet.

Titre III - Conditions d'admission des déchets

- Aucun dépôt ne se fera en dehors du périmètre grillagé,
- Les véhicules devront emprunter le chemin existant,
- Une bande de végétalisation doit être conservée au bord du chemin, pour un rôle de tampon de zone tampon et visuel.
- Le choix de la végétation (arbres, graines...) sera validée par le Parc naturel de lorraine, opérateur de la zone du site Natura 2000.

3.1. - Déchets admissibles

Peuvent être admis dans l'installation les déchets inertes respectant les dispositions du présent titre. Les déchets ultimes sont seuls autorisés dans une installation de stockage de déchets inertes : le béton sera recyclé. Seul sera autorisé le béton impropre au recyclage.

3.2. - Dilution

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

3.3. - Déchets interdits

Sont interdits :

- les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- les déchets dont la température est supérieure à 60°C ;
- les déchets non pelletables ;
- les déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent.

3.4. - Document préalable à l'admission

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- les quantités de déchets concernées.

Le cas échéant, sont annexés à ce document :

- les résultats de l'acceptation préalable mentionnée au point 3.5 ;
- les résultats du test de détection de goudron mentionné au point 3.6 ;
- le bordereau de suivi de déchets dangereux contenant de l'amiante prévu par l'arrêté du 29 juillet 2005 susvisé ;
- les documents requis par le règlement du 14 juin 2006 susvisé.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant.

La durée de validité du document précité est de un an.

Le document préalable est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition des agents mentionnés à l'article L.541-44 du code de l'environnement.

3.5. - Procédure d'acceptation préalable

Pour mémoire :

Tout déchet inerte non visé par la liste de l'annexe II du présent arrêté, et avant son arrivée dans l'installation, doit faire l'objet d'une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité de stocker ce déchet dans l'installation.

Cette acceptation préalable contient *a minima* une évaluation du potentiel polluant du déchet par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'annexe III du présent arrêté et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé NF EN 12457-2.

Les déchets ne respectant pas les critères définis en annexe III ne peuvent pas être admis.

3.6. - Déchets d'enrobés bitumineux

Les déchets d'enrobés bitumineux ne sont pas autorisés.

3.7. - Contrôle lors de l'admission des déchets

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement, le cas échéant, du bordereau de suivi de déchets dangereux contenant de l'amiante prévu par l'arrêté du 29 juillet 2005 susvisé ou des documents requis par le règlement du 14 juin 2006 susvisé. S'il s'agit de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, le mesurage mentionné au point 6.2 et les contrôles mentionnés au point 6.4 sont également réalisés.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation, lors du déchargement et lors du régilage des déchets afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. Le déversement direct du chargement dans une alvéole de stockage est interdit sans vérification préalable du contenu et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

3.8. - Accusé de réception

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé de réception au producteur des déchets sur lequel sont mentionnés *a minima* :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et l'adresse du transporteur et, le cas échéant, son numéro SIREN ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets admise ;
- la date et l'heure de l'accusé réception.

En cas de refus, l'exploitant communique au préfet, au plus tard 48 heures après le refus :

- les caractéristiques et les quantités de déchets refusées ;
- l'origine des déchets ;
- le motif de refus d'admission ;
- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement.

3.9. - Tenue d'un registre

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception, la date de délivrance au producteur de l'accusé de réception des déchets, mentionné au point 3.8, et la date de leur stockage ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- la masse des déchets, mesurée à l'entrée de l'installation ou, à défaut, estimée à partir du volume du chargement en retenant une masse volumique de 1,6 tonnes par mètre cube de déchets ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

S'il s'agit de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, le registre contient en outre les éléments mentionnés au point 6.7.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition des agents mentionnés à l'article L. 541-44 du code de l'environnement.

Titre IV - Règles d'exploitation du site

4.1. - Bruit

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'installation	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
35 dB(A) < Bruit ambiant ≤ 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Bruit ambiant > 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les niveaux admissibles en limites de propriété ne peuvent excéder 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents ou d'accidents.

4.2. - Brûlage de déchets

Il est interdit de procéder au brûlage de déchets sur le site de l'installation de stockage.

4.3. - Propreté

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant assure en permanence la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation de stockage, et veille à ce que les véhicules en sortant ne puissent pas conduire au dépôt de déchets ou de boues sur les voies publiques d'accès au site.

Les limites du périmètre intérieur sont régulièrement débroussaillées et nettoyées.

Lorsqu'ils relèvent de la responsabilité de l'exploitant, les abords de l'installation, comme par exemple l'entrée du site ou d'éventuels émissaires de rejets, font l'objet d'une maintenance régulière.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires afin de réduire les nuisances pouvant résulter de l'installation, notamment :

- les émissions de poussières ;
- la dispersion de déchets par envol.

4.4. - Progression de l'exploitation

La mise en place des déchets au sein du stockage est organisée de manière à assurer la stabilité de la masse des déchets, en particulier à éviter les glissements.

Elle est également réalisée par zone peu étendue et en hauteur pour limiter en cours d'exploitation, la superficie soumise aux intempéries.

4.5. - Plan d'exploitation

L'exploitant établit et tient à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage. Ce plan coté en plan et en altitude permet d'identifier les parcelles où sont stockés les différents déchets et notamment les alvéoles spécifiques dans lesquelles des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes sont stockés.

4.6. - Déclaration annuelle

L'exploitant déclare chaque année les données ci-après :

- les quantités admises de déchets, en dissociant les quantités en provenance du département et celles d'autres provenances géographiques ;
- la capacité de stockage restante pour les déchets inertes
- L'exploitant indique dans sa déclaration annuelle les informations permettant l'identification de l'installation.

Il y indique, le cas échéant, les événements notables liés à l'exploitation du site.

La déclaration est effectuée, selon le modèle figurant en annexe IV du présent arrêté, et est adressée au préfet.

L'exploitant effectue cette déclaration, pour ce qui concerne les données d'une année, avant le 15 mars de l'année suivante.

Titre V - Réaménagement du site après exploitation

Le conservatoire des sites lorrains sera associé aux travaux de remblaiement et de végétalisation.

5.1. - Couverture finale

Une couverture finale est mise en place à la fin de l'exploitation de chacune des tranches issues du phasage indiqué au point 4.4. Son modèle permet la résorption et l'évacuation des eaux pluviales compatibles avec les obligations édictées aux articles 640 et 641 du code civil.

La géométrie en plan, l'épaisseur et la nature de chaque couverture est précisée dans le plan d'exploitation du site mentionné au point 4.5.

L'exploitant tient à la disposition du préfet, les justificatifs de la conformité de la couverture mise en place par rapport aux éléments portés dans le dossier de demande d'autorisation.

5.2. - Aménagements en fin d'exploitation

Les aménagements sont effectués conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.

Les aménagements sont effectués en fonction de l'usage ultérieur prévu du site et notamment ceux mentionnés dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers. Dans tous les cas, l'aménagement du site après exploitation prend en compte l'aspect paysager.

5.3. - Plan topographique

A la fin de l'exploitation, l'exploitant fournit au préfet un plan topographique du site de stockage à l'échelle 1/500 qui présente l'ensemble des aménagements du site, et, le cas échéant, l'emplacement des alvéoles dans lesquelles des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes sont stockés. Dans ce dernier cas, l'exploitant précise les mesures prises pour garantir l'intégrité de leur stockage et leur confinement et pour prévenir toute exposition future des riverains aux déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, et notamment les restrictions d'usage du site.

Une copie de ce plan du site est transmise au maire de Waville, et au propriétaire du terrain.

Titre VI - Dispositions supplémentaires pour le cas du stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes

Sans objet

ANNEXE II

Liste des déchets admissibles dans l'installation de stockage
sans réalisation de la procédure d'acceptation préalable prévue au point 3.5

CODE DECHET ^(*)	DESCRIPTION ^(*)	RESTRICTIONS
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés ^(**) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés ^(**) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés ^(**) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés ^(**) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe, et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

^(*) Annexe II à l'article R.541-8 du code de l'environnement.

^(**) Les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois, du caoutchouc, etc., peuvent également être admis dans les installations de stockage visées par le présent arrêté sans réalisation de la procédure d'acceptation préalable prévue au point 3.5.

Remarque : Seul le béton impropre au recyclage est autorisé.

ANNEXE III

Critères à respecter pour l'admission de déchets inertes soumis
à la procédure d'acceptation préalable prévue au point 3.5 pour mémoire

1° Paramètres à analyser lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter :

PARAMETRE	VALEUR LIMITE A RESPECTER exprimée en mg/kg de matière sèche
As	0.5
Ba	20
Cd	0.04

Cr total	0.5
Cu	2
Hg	0.01
Mo	0.5
Ni	0.4
Pb	0.5
Sb	0.06
Se	0.1
Zn	4
Chlorure (****)	800
Fluorure	10
Sulfate (****)	1 000 (*)
Indice phénols	1
COT (carbone organique total) sur éluat (**)	500
FS (fraction soluble) (****)	4 000

(*) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1500 mg/l à un *ratio* L/S=0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un *ratio* L/S=10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S=0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S=10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.

(**) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

(****) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.

2° Paramètres à analyser en contenu total et valeurs limites à respecter :

PARAMETRE	VALEUR LIMITE A RESPECTER exprimée en mg/kg de déchet sec
COT (carbone organique total)	30 000 (**)
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50

ANNEXE IV

Modèle de déclaration annuelle prévue au point 4.6

Nom de l'exploitant			
Adresse du siège social			
Nom de l'installation			
Nom du propriétaire de l'installation			
Adresse du site de l'installation			
N° SIRET			
Code APE			
Capacité restante au terme de l'année de référence relative aux déchets de déconstruction contenant de l'amiante (en tonnes)			
Capacité restante au terme de l'année de référence relative aux autres déchets inertes (en tonnes)			
Année concernée par la déclaration			
Eléments d'information sur l'exploitation de l'installation de stockage pendant l'année écoulée :			
LIBELLE ET CODE DU DECHET (Annexe II à l'article R.541-8 du code de l'environnement)		QUANTITE ADMISE (*) exprimée en tonnes	
CODE	LIBELLE	Déchets originaires du département où est localisée l'installation	Déchets originaires d'autres provenances géographiques

(*) La quantité admise, exprimée en tonnes, est celle mesurée à l'entrée de l'installation ou, à défaut, estimée à partir du volume des chargements admis pendant la période de référence, en retenant une masse volumique de 1,6 tonnes par mètre cube de déchets.

Nancy, le 10 mai 2011

Le Préfet,
Adolphe COLRAT

Arrêté DDT-PECHE 2011/018 du 16 mai 2011 relatif à la fermeture anticipée de la pêche sur le ruisseau du Trey dans les communes de VILCEY-SUR-TREY, VILLERS-SOUS-PRENY et VANDIÈRES en 2011

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre II, titre III du code de l'environnement relatif à la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles et notamment les articles R. 436-8 et R. 436-38 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et dans les départements ;

VU la demande du président de l'A.A.P.P.M.A. « La Gaule Pagnotine » du 12 octobre 2010 ;

VU l'avis du président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;

VU l'avis du chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques ;

VU l'avis du directeur départemental des territoires ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : En vue de la protection de la faune aquatique à l'étiage, la pêche est interdite, du 5 juin 2011 au 18 septembre 2011 inclus, sur le ruisseau le Trey depuis la commune de Vilcey-sur-Trey lieu-dit « Le Pouillot » jusqu'à sa confluence avec la Moselle, sauf sur la propriété de Monsieur Chone, ferme de la tuile, sur une longueur de 300 mètres.

Article 2 : La réserve sera dûment signalée par pancartes ou tout autre moyen.

Article 3 : L'interdiction de pêche, dans la réserve ainsi instituée, n'est cependant pas opposable aux pêches extraordinaires exécutées en application du second alinéa l'article L 436-9 du code de l'environnement .

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les maires de Vilcey-sur-Trey, Villers-sous-Preny et Vandières, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires, le président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique et le chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au président de l'association pour la pêche et la protection du milieu aquatique « La Gaule Pagnotine ».

Article 5 : Le présent arrêté sera affiché dès réception pendant un mois dans les mairies de Vilcey-sur-Trey, Villers-sous-Preny et Vandières et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 mai 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Chef du Service de Police de l'Eau de Meurthe-et-Moselle,
Jean-Luc JANEL

Arrêté DDT-PECHE 2011/019 du 17 mai 2011 instituant une réserve de pêche sur le Woigot

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre IV titre III du Code de l'Environnement relatif à la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles et notamment les articles L. 436-12, R. 436-73 et R. 436-74 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et dans les départements ;

VU la demande déposée par Monsieur le Président de l'A.A.P.P.M.A. de BRIEY,

VU l'avis du président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;

VU l'avis du chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques ;

VU l'avis du directeur départemental des territoires ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Afin de protéger la faune piscicole, la pêche est interdite à compter du 17 mai 2011 pour une durée de cinq ans dans la partie du WOIGOT partant du pont de MANCE Village jusqu'à 20 mètres en aval.

Article 2 : La réserve ainsi instituée sera dûment signalée par pancartes ou tout autre moyen.

Article 3 : Dans la réserve ainsi instituée toute pêche est interdite à quelque époque que ce soit. Cette interdiction n'est pas opposable aux pêches extraordinaires exécutées en application du second alinéa de l'article L. 436-9 du Code de l'Environnement.

Article 4 : Le secrétaire général de la Préfecture, la sous-préfète de BRIEY, les maires des communes de BRIEY et MANCE, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le président de la fédération de Meurthe & Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle et le chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à Monsieur le Président de l'A.P.P.M.A. de BRIEY.

Nancy, le 17 mai 2011

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Chef du Service de Police de l'Eau de Meurthe-et-Moselle,
Jean-Luc JANEL

Arrêté n° 54-DDT-DEC-2011/020 du 19 mai 2011 portant agrément de la SA MALEZIEUX - Agence de CHAMPIGNEULLES pour la réalisation des vidanges et la prise en charge le transport jusqu'à l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles R. 211-25 à R. 211-45 et R. 214-5 ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2224-8 ;

VU le code de la santé publique, notamment son article L. 1331-1-1 ;

VU l'arrêté du 3 décembre 2010 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport

et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif, modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 ;

CONSIDERANT la demande d'agrément reçue le 9 avril 2010 présentée par la SA MALEZIEUX ;

CONSIDERANT la demande de compléments du service en charge de la police de l'eau en date du 21 mai 2010 ;

CONSIDERANT les compléments au dossier reçus le 9 mai 2011 ;

CONSIDERANT le dossier des pièces présentées à l'appui de ladite demande et comprenant notamment :

- un engagement de respect des obligations qui incombent à la personne agréée ;
- une fiche comportant les informations nécessaires à l'identification du demandeur ;

- une fiche de renseignements sur les moyens mis en oeuvre pour assurer la vidange des installations d'assainissement non collectif, la prise en charge des matières de vidange, leur transport et leur élimination ;
- la quantité maximale annuelle de matière pour laquelle l'agrément est demandé et les documents permettant de justifier d'un accès spécifique à une ou plusieurs filières d'élimination des matières de vidange et d'assurer un suivi des vidanges effectuées ;
CONSIDERANT que l'ensemble des pièces mentionnées à l'annexe I de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé ont été fournies par le demandeur ;
CONSIDERANT l'avis favorable de la Direction Départementale des Territoires, chargée de la police de l'eau ;
SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Bénéficiaire de l'agrément

Monsieur Philippe BARUFFALDI, directeur opérationnel de l'agence de Champigneulle de la SA MALEZIEUX, numéro RCS NANCY 424 259 158, domiciliée à l'adresse suivante : 16 rue des cités du Canal à 54 250 Champigneulle .

Article 2 : Objet de l'agrément

Monsieur Philippe BARUFFALDI est agréé, au nom de l'entreprise MALEZIEUX, pour réaliser des vidanges des installations d'assainissement non collectif et prendre en charge le transport jusqu'à l'élimination des matières extraites de ces installations.

La quantité maximale annuelle de matières de vidange visée par le présent agrément est de 1750 m3.

La filière d'élimination validée par le présent agrément est la suivante :

- dépotage dans la station d'épuration de Maxéville (CUGN) : 1400 m3,
- dépotage dans la station d'épuration de Pont-à-Mousson (SIAA P-à-M) : 100 m3,
- dépotage dans la station d'épuration de Mirecourt (SIVOM agglomération Mirecourtienne) : 100 m3,
- dépotage dans la station d'épuration de Neufchâteau (REANE) : 100 m3,
- dépotage dans la station d'épuration de Golbey (SI Achantraine-Epinal-Golbey) : 50 m3.

Article 3 : Suivi de l'activité

Le bénéficiaire de l'agrément doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé .

Le bénéficiaire de l'agrément établit pour chaque vidange un bordereau de suivi des matières de vidange en trois volets comportant a minima les informations prévues à l'annexe II de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé. Ces trois volets sont conservés respectivement par le propriétaire de l'installation vidangée, le bénéficiaire de l'agrément et le responsable de la filière d'élimination. Le volet conservé par le propriétaire de l'installation vidangée est signé par lui-même et le bénéficiaire de l'agrément. Ceux conservés par le bénéficiaire de l'agrément et le responsable de la filière d'élimination sont signés par les trois parties.

Le bénéficiaire de l'agrément tient un registre, classé par dates, comportant les bordereaux de suivi des matières de vidange. Ce document est tenu en permanence à la disposition du préfet et de ses services. La durée de conservation de ce registre est de dix années.

Le bénéficiaire de l'agrément adresse au service en charge de la police de l'eau, chaque année avant le 1er avril, un bilan d'activité de vidange de l'année antérieure. Ce bilan comporte a minima :

- les informations concernant le nombre d'installations vidangées par commune et les quantités totales de matières correspondantes ;
- les quantités de matière dirigées vers les différentes filières d'élimination ;
- un état des moyens de vidange dont dispose le bénéficiaire de l'agrément et les évolutions envisagées.

Le bénéficiaire de l'agrément conserve le registre et le bilan dans ses archives pendant dix années.

Article 4 : Contrôle par l'administration

Le préfet et ses services peuvent procéder à la réalisation des contrôles nécessaires à la vérification de l'exactitude des déclarations effectuées par le bénéficiaire de l'agrément et contrôler le respect de ses obligations au titre du présent arrêté. Ces opérations de contrôle peuvent être inopinées.

Article 5 : Modification des conditions de l'agrément

En cas de modification ou de projet de modification de la quantité maximale annuelle de matières de vidange agréée et/ou de la filière d'élimination, le bénéficiaire de l'agrément sollicite auprès du préfet une modification des conditions de son agrément.

Article 6 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de l'agrément de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 8 : Durée de l'agrément

La durée de validité de l'agrément est fixée à dix ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

A l'expiration de cette période, l'agrément peut être renouvelé pour une même durée, sur demande expresse du bénéficiaire. La demande de renouvellement de l'agrément est transmise au service en charge de la police de l'eau au moins six mois avant la date limite de fin de validité de l'agrément initial. Cette demande est accompagnée d'un dossier comportant l'ensemble des pièces mentionnées à l'annexe I de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé actualisées.

Lorsque les modalités ci-dessus sont respectées, la validité de l'agrément initial est prolongée jusqu'à notification de la décision préfectorale concernant la demande de renouvellement.

Le préfet peut toutefois décider de retirer cette prolongation temporaire d'agrément conformément à l'article 9 ou en cas de manquement du demandeur à ses obligations dans le cadre de l'instruction de son dossier de demande de renouvellement d'agrément.

Article 9 : Suspension ou suppression de l'agrément

L'agrément peut être retiré ou modifié à l'initiative du préfet dans les cas suivants :

- en cas de faute professionnelle grave ou de manquement à la moralité professionnelle ;
- lorsque la capacité des filières d'élimination des matières de vidange ne permet pas de recevoir la quantité maximale pour laquelle le bénéficiaire a été agréé ;
- en cas de manquement du bénéficiaire aux obligations de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé, en particulier, en cas d'élimination de matières de vidange hors des filières prévues par l'agrément ;
- en cas de non-respect des éléments déclarés dans la demande d'agrément.

En cas de retrait ou de suspension de l'agrément, le bénéficiaire ne peut plus assurer les activités mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et est tenu de prendre toute disposition nécessaire pour veiller à ce que les matières de vidange dont il a pris la charge ne provoquent aucune nuisance et de les éliminer conformément à la réglementation.

Le bénéficiaire dont l'agrément a été retiré ne peut prétendre à un nouvel agrément dans les six mois à compter de la notification de la décision de retrait.

Article 10 : Publication et information des tiers

Cet arrêté est publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat du département de Meurthe-et-Moselle.

Une liste des personnes agréées est publiée sur le site Internet de la préfecture.

Article 11 : Voies et délais de recours

A compter de sa publication au recueil des actes administratifs et dans un délai de deux mois, le présent arrêté est susceptible d'un recours gracieux auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle, et d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent.

Article 12 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 19 mai 2011

Le Chef du Service Environnement - Eau - Biodiversité,
Jean-Luc JANEL

Arrêté du 19 mai 2011 mettant en demeure M. Hugues COGNON et Mlle Corinne GODFRIN de déposer un dossier au titre de l'article L. 214-1 et suivant du code de l'environnement, concernant les plans d'eau et ouvrages leur appartenant sur le territoire de la commune de WAVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 214-1 et suivants, L. 216-1, L. 216-1-1 et R. 214-1 et suivants ;
VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Rhin-Meuse approuvé par le Préfet Coordonnateur de Bassin le 27 novembre 2009 ;
VU le contrôle sur place réalisé le 25 mai 2010 par les services de police de l'eau de la DDT et de l'Onema ;
VU le courrier du 3 juin 2010, du service de police de l'eau demandant à M. H. COGNON et Mlle C. GODFRIN de déposer un dossier d'autorisation complet, avant le 31 octobre 2010, au titre de la loi sur l'eau concernant l'ensemble des ouvrages qu'ils possèdent sur la commune de WAVILLE ;
VU l'absence de dépôt de dossier ;
VU le courrier du 13 avril 2011, sollicitant l'avis du pétitionnaire sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure ;
CONSIDERANT que les remarques du pétitionnaire, reçues le 12 mai 2011, ne sont pas justifiées et qu'il est d'accord pour réaliser l'étude demandée dans un délai de 3 mois ;
CONSIDERANT que lorsque des travaux sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation ou de la déclaration requise par l'article L. 214-3 du code de l'environnement, le Préfet doit, conformément aux dispositions de l'article L. 216-1-1 du code précité, mettre en demeure l'exploitant ou, à défaut, le propriétaire de régulariser sa situation dans un délai qu'il détermine en déposant, suivant le cas, une demande d'autorisation ou une déclaration ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Objet de l'arrêté

M. Hugues COGNON et Mlle Corinne GODFRIN sont mis en demeure de déposer un dossier au titre des articles L. 214-1 et suivants du code de l'environnement, concernant les plans d'eau et ouvrages non autorisés et ceux non régularisés, sur le territoire de la commune de WAVILLE, notamment au titre des rubriques :

- 1.2.1.0. Prélèvements dans un cours d'eau
- 3.2.3.0. Plans d'eau, permanents ou non :
 - 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (Autorisation)
 - 2° Dans les autres cas (Déclaration)
- 3.1.1.0. obstacle à l'écoulement des crues et à la continuité écologique,
- 3.1.2.0. modification des profils en long et en travers,
- 3.1.3.0. ouvrages ayant un impact sur la luminosité,
- 3.2.5.0. barrage de plus 2 m au moins pour le plan d'eau le plus en aval,

Article 2 : Délais

Le dossier devra être déposé à la Direction Départementale des Territoires dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Le dossier devra impérativement être complet et régulier.

Article 3 : Sanctions

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté et notamment des délais fixés et indépendamment des sanctions pénales auxquelles s'expose l'exploitant, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues aux articles L. 216-1 du code de l'environnement concernant :

- la consignation d'une somme correspondant à l'estimation des travaux à réaliser pour la remise en état des lieux par suppression des barrages, comblement des plans d'eau et reconstitution du lit du ruisseau ;
- la réalisation d'office aux frais du pétitionnaire des mesures prescrites, c'est à dire les travaux de remise en état des lieux ;
- la suspension de l'exploitation.

Article 4 : Recours

Ainsi que prévu par les articles L.216-2 et L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative (tribunal administratif de NANCY).

Le délai de recours est de :

- deux mois à compter de la date à laquelle la décision a été notifiée pour le pétitionnaire,
- un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision pour les tiers.

Article 5 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 : Autres réglementations

Les obligations faites à M. Hugues COGNON et Mlle Corinne GODFRIN par le présent arrêté ne sauraient exonérer ceux-ci de solliciter les autorisations éventuellement nécessaires au titre d'autres législations.

Article 7 : Publicité

Le présent arrêté sera notifié à M. Hugues COGNON et Mlle Corinne GODFRIN par lettre recommandée avec accusé réception.

En vue de l'information des tiers :

- il sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État du département de Meurthe-et-Moselle ;
- il sera notifié à la commune de WAVILLE et une copie en sera déposée en mairie pour y être consultée, un extrait sera affiché dans cette mairie pendant un délai minimum d'un mois.

Article 8 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture, le sous-préfet de Briey, le Maire de Waville, le Directeur Départemental des Territoires, le chef de service de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur sera adressée.

Nancy, le 19 mai 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

Arrêté du 16 mai 2011 relatif au régime d'ouverture au public des services de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle le 15 juillet 2011

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles 1 et 3 du décret n°71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'Etat ;
 VU le décret n°71-72 du 26 janvier 1971 portant abrogation des articles 632 et 644 du Code Général des Impôts ;
 VU les articles 26 et 43 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des Services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;
 VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;
 SUR proposition de la directrice départementale des finances publiques ;

ARRETE

Article 1er : Les services de la direction départementale des finances publiques du département de Meurthe-et-Moselle seront fermés à titre exceptionnel le 15 juillet 2011.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et des services déconcentrés de l'Etat.

Nancy, le 16 mai 2011

Pour le Préfet et par délégation,
 Pour le Secrétaire Général absent,
 La Sous-Préfète chargée de mission,
 Juliette TRIGNAT

SERVICE NAVIGATION DU NORD-EST

ARRONDISSEMENT EAU – ENVIRONNEMENT

Arrêté n° 54-2011-12-NAV du 23 mai 2011 autorisant, au titre du code de l'environnement, Voies Navigables de France à remettre en état le barrage de POMPEY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code de l'environnement, notamment les articles L.122-1 à L.122-3, L.123-1 à L.123-16, L.211-1 à L.211-12, L. 214-1 à L. 214-6, R.122-1 à R.122-16, R.123-1 à R.123-46, R. 214-1 et suivants, notamment l'article R 214-23 ;
 VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
 VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
 VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhin-Meuse (SDAGE) approuvé par le Préfet coordonnateur le 27 novembre 2009 ;
 VU l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2010 portant approbation du Plan de Prévention du Risque "inondations" sur la commune de FROUARD ;
 VU l'arrêté préfectoral du 02 mars 2009 portant approbation du Plan de Prévention du Risque "inondations" sur la commune de POMPEY ;
 VU le dossier de demande d'autorisation au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement – Mars 2011 - présenté par le permissionnaire, la Direction Interrégionale du Nord Est de Voies navigables de France et enregistré au guichet unique du département de la Meurthe et Moselle le 15 avril 2011 ;
 VU la procédure de surveillance et d'alerte figurant en annexe 5 du complément modificatif du dossier d'autorisation ;
 VU l'avis de l'Agence Régionale de la Santé de Lorraine du 04 mai 2011 ;
 VU l'avis de la Direction Départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle du 05 mai 2011 ;
 VU l'avis de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques du 11 mai 2011 ;
 VU l'absence de remarques de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine ;
 VU l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et technologiques en date du 12 mai 2011 ;
 VU l'envoi du service Navigation du Nord-Est portant à la connaissance du permissionnaire le projet d'arrêté statuant sur cette affaire ;
 VU l'absence de remarques de la Directrice interrégionale du Nord-Est de VNF sur le projet d'arrêté préfectoral transmis ;
 CONSIDERANT que le dossier présenté est jugé complet et régulier ;
 CONSIDERANT que le barrage de POMPEY est régulièrement autorisé au titre du L. 214-6 II du code de l'environnement ;
 CONSIDERANT que la réparation du barrage, endommagé par la péniche ANITA le 18 décembre 2010, est indispensable à la régulation des écoulements et à la tenue du niveau d'eau dans le bief de Pompey-Frouard ;
 CONSIDERANT que les travaux, notamment le batardage de la passe endommagée et les installations de chantier, peuvent avoir une incidence temporaire et peu importante sur la ligne d'eau de la Moselle en cas de crue ;
 SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1er : PRESENTATION DE L'OPERATION

Voies navigables de France, représenté par la Directrice interrégionale du service de la navigation du Nord Est, est autorisé, au titre du Code de l'environnement, à réaliser la remise en état du barrage de POMPEY, sur les communes de Pompey et Frouard.

Article 2 : OBJET DE L'AUTORISATION

En regard de la nomenclature tirée de l'article R. 214-1 du Code de l'environnement, les travaux sont soumis au régime de l'autorisation comme suit :

Rubrique visée	Désignation des activités	Régime
3.1.1.0. Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 1° Un obstacle à l'écoulement des crues (A) ; 2° Un obstacle à la continuité écologique : a) Entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de	Batardage du barrage de Pompey sur la Moselle constituant un obstacle à l'écoulement des crues	Autorisation temporaire (cf article 4)

l'installation (A) ; b) Entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (D).		
3.2.2.0. Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : - Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m ² et inférieure à 10 000 m ² : Déclaration - Surface soustraite supérieure à 1 ha : Autorisation	Remblais temporaires sur l'île séparant le barrage et l'usine hydroélectrique et sur la rive droite du canal usinier en aval de l'usine, surface totale concernée : 2 500 m ²	Déclaration

Article 3 : CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX A REALISER

L'ouvrage concerné est le barrage de POMPEY.

Ces travaux de réparation consistent en la remise en place d'une nouvelle vanne et des organes de manœuvre correspondant, en une réparation des dégâts occasionnés sur le génie civil ainsi qu'en l'aménagement d'accès au site et d'une plate-forme de chantier temporaires.

Article 4 : IMPACTS PERMANENTS ET TEMPORAIRES DE L'OPERATION

L'opération n'aura pas d'impact permanent.

La réalisation des travaux de remise en état programmés par le permissionnaire nécessite le batardage du barrage ainsi que la mise en place temporaire de remblais pour l'aménagement des accès au site et la plate-forme de chantier. Pendant la durée de ce dernier et donc de manière temporaire, un obstacle à l'écoulement des crues va être généré.

L'impact temporaire est réduit par les mesures décrites à l'article 5. L'impact résiduel consiste en un faible rehaussement de la ligne d'eau à l'amont du barrage non préjudiciable.

L'aménagement des accès au site engendre une perte de volume de stockage des crues de 2550 m³ environ. Ce volume soustrait est compensé par le surstockage de l'eau en amont sans impact préjudiciable.

Article 5 : ECOULEMENT DES DEBITS PENDANT LES TRAVAUX

Les travaux conduisant à l'impact hydraulique le plus important seront réalisés autant que possible sur la période hydrologique favorable d'été, à savoir de début juin à fin septembre 2011.

La rampe d'accès rive droite sera constituée en remblai fusible.

Le permissionnaire mettra en place un système adapté de surveillance des débits et d'alerte, en toutes circonstances et notamment en cas de crue, afin de prévoir et réaliser l'évacuation et/ou la sécurisation des chantiers ainsi que, lorsque cela est techniquement possible, le débatardage amont du barrage.

La régulation du plan d'eau sera assurée par la vanne restée opérationnelle jusqu'à son effacement.

Le permissionnaire tiendra informé le service interministériel de défense et de protection civile (SIDPC) de Meurthe et Moselle en cas d'événement de crue.

A l'issue de l'épisode de crue, le batardeau amont sera remis en place dans le respect des mesures réductrices prévues à l'article 6.

A tout moment, le débit réservé du cours d'eau de 6,9 m³/s, correspondant au 1/10 du module, sera assuré.

A l'issue des travaux, le permissionnaire transmettra dans un délai de 1 mois au service police de l'eau un récapitulatif de la surveillance des débits et des interventions particulières en cas de crue, le cas échéant.

Article 6 : MESURES REDUCTRICES EN CAS DE DEBATARDAGE ET REBATARDAGE

VNF mettra en place une surveillance permettant de s'assurer de l'absence d'incidence dommageable due à l'abaissement du bief, opération nécessaire pour permettre le rebatardage.

Lors de chaque mise à sec totale de la passe concernée, une pêche de sauvegarde est prévue et fera l'objet d'un arrêté préfectoral spécifique.

Une pêche de sauvegarde pourra également être effectuée, en fonction des besoins, en cas d'abaissement du bief pour rebatarder le barrage. Cette dernière fera alors l'objet d'un arrêté préfectoral spécifique.

Les opérations devront être réalisées de manière coordonnée avec les préleveurs et plus particulièrement l'entreprise Delipapier, afin de permettre à cette dernière d'interrompre provisoirement ses pompages et/ou de mettre en œuvre les dispositifs nécessaires en cas de pompage dans la Meurthe en recueillant notamment les autorisations nécessaires.

L'abaissement du bief en cas de rebatardage, sera réalisé de manière très progressive pour préserver la stabilité des berges.

Article 7 : AUTRES PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'EXECUTION DES TRAVAUX**7.1. Modalités générales d'exécution des travaux**

Afin de limiter les risques de pollution accidentelle des eaux, les installations de chantier, le stockage des engins, matériaux ou produits polluants ainsi que les activités d'entretien et d'alimentation en carburant des engins ne seront pas effectués à proximité des cours d'eau (Moselle). L'entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires pour éviter la pollution par hydrocarbures. Un kit anti-pollution d'urgence sera disponible en permanence sur le chantier.

Une semaine avant le démarrage des travaux et pour chaque phase, le permissionnaire devra faire parvenir un planning précis et la méthodologie des divers travaux au Service de la Navigation du Nord-Est (police de l'eau).

7.2. Mesures relatives au milieu

Les prairies supprimées pour la création de la plateforme et de la rampe d'accès seront reconstituées après travaux.

Les arbres coupés à cette occasion seront replantés par autant d'arbres de la même espèce.

Article 8 : DÉLAI D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Les travaux seront réalisés dans le délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 9 : CONTRÔLE DES SERVICES DE POLICE DE L'EAU

Le permissionnaire facilitera les contrôles demandés par les services de police de l'eau et les informera en temps utile sur les évolutions des opérations de travaux, en particulier sur le calendrier d'exécution.

Article 10 : SURVEILLANCE ET ENTRETIEN DES OUVRAGES

Le permissionnaire assurera la surveillance et l'entretien de l'aménagement. Par un entretien régulier, il veillera également à éviter toute pollution prévisible de la Moselle.

Article 11 : MESURES DE SECURITE PUBLIQUE

Toutes les dispositions seront prises par le permissionnaire, pendant et après travaux, pour assurer la sécurité des tiers aux abords des chantiers.

En cas d'accident, le permissionnaire appliquera les prescriptions définies à l'article L. 211-5 du Code de l'environnement.

Dans l'intérêt de la sécurité publique, après mise en demeure du permissionnaire – sauf cas d'urgence – l'administration prendra les mesures nécessaires pour prévenir ou faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de l'application des dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions du présent arrêté ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien et leur exploitation.

Article 12 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 13 : AUTRES REGLEMENTATIONS

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le permissionnaire d'obtenir les autorisations ou de faire les déclarations requises par d'autres réglementations.

Article 14 : PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle et des services déconcentrés de l'Etat. Il sera consultable sur le site internet de la Préfecture de Meurthe et Moselle pendant une durée de 1 an.

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairies de Pompey et Frouard pendant une durée minimale de 1 mois pour information.

Article 15 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent selon les conditions de l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement :

- par le bénéficiaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage. Si la mise en service des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) n'est pas intervenue dans les six mois, ces délais sont prolongés de 6 mois. Dans le même délai de deux mois, le bénéficiaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 16 : EXECUTION DE L'ARRETE

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice interrégionale du service de la Navigation du Nord-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au permissionnaire.

Une copie en sera adressée, pour information, à :

- le Chef de la Mission Inter Services de l'Eau et de la Nature du département de Meurthe-et-Moselle,
- le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine,
- le Responsable du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 23 mai 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

INSPECTION ACADEMIQUE

Arrêté du 2 mai 2011 portant délégation de signature

L'Inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'éducation et notamment l'article D 22-20 ;

VU le décret du Président de la République en date du 7 mai 2009 nommant Monsieur Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle ;

VU le certificat administratif du 23 juillet 2010 certifiant la nomination de Madame Christine DODANE-BEGUE, inspectrice d'académie, inspectrice pédagogique régionale, dans l'emploi d'inspectrice d'académie adjointe de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er août 2010 ;

VU l'arrêté ministériel du 21 décembre 2009 portant affectation de Madame Dominique VEILLON-PERRIN, inspectrice de l'éducation nationale, en qualité d'Inspectrice de l'éducation nationale adjointe à l'inspecteur d'académie, à compter du 1er janvier 2010,

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2011 nommant Monsieur David-Olivier COMTE, conseiller d'administration scolaire et universitaire, dans l'emploi d'administrateur de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, en qualité de secrétaire général de l'inspection académique de Meurthe-et-Moselle à compter du 2 mai 2011 ;

ARRETE

Article 1er : Délégation permanente de signature est donnée à :

- Madame Christine DODANE-BEGUE, inspectrice d'académie adjointe,
 - Madame Dominique VEILLON-PERRIN, inspectrice de l'éducation nationale adjointe à l'inspecteur d'académie,
 - Monsieur David-Olivier COMTE, secrétaire général,
- à l'effet de signer, au nom de l'inspecteur d'académie directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, tous les actes administratifs, les décisions et les correspondances relatifs :
- à l'organisation et la gestion matérielle de l'inspection académique,
 - à la gestion financière, dans la limite de la délégation prévue par l'arrêté préfectoral n°11.OSD.06 et notamment ses articles 4 et 10,
 - à l'implantation des emplois d'enseignants du premier degré,
 - à la structure pédagogique et la répartition des moyens des collèges,
 - au contrôle des actes de collèges,
 - à l'organisation des examens et concours relevant de la compétence propre des inspecteurs d'académie,
 - à la vie de l'élève (dont notamment les décisions relatives à l'affectation),
- la gestion des instituteurs et professeurs des écoles, des agents non titulaires, des personnels de l'enseignement privé, à l'exception des décisions relatives aux sanctions disciplinaires.

Article 2 : Le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 mai 2011

L'Inspecteur d'Académie,
Philippe PICOCHÉ

AUTRES SERVICES

MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE LORRAINE

Arrêté du 19 mai 2011 portant désignation des membres du comité départemental (ou pluridépartemental) du FAMEXA

VU l'article L726-2 du Code Rural ;

VU les articles R726-6 à R726-19 du Code Rural et notamment l'article R726-10 fixant la désignation des membres du comité départemental du fonds social de l'assurance maladie des professionnels agricoles à trois ans ;

VU le décret n°2008-128 du 12 février 2008 relatif à la modernisation du fonds social de l'assurance maladie des exploitants agricoles ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2008 portant désignation des membres du comité départemental du fonds social de l'assurance maladie des professionnels agricoles ;

VU la délibération du 11 février 2011 par laquelle le conseil d'administration de la Mutualité sociale agricole Lorraine a déterminé la composition du comité FAMEXA ;
SUR proposition du Président de la Mutualité sociale agricole Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : Sont désignés comme membres du comité départemental (ou pluridépartemental) du fonds social de l'assurance maladie des exploitants agricoles, pour une durée de trois ans :

I – représentants de la Mutualité Sociale Agricole :

* Comme titulaires :

- Madame BRABANT Christine

62 bis rue de la Nied

57320 FILSTROFF

Née le 23/11/1960 à Creutzwald

- Madame BRODIER Renée

6 Rue de l'Ecole

54150 FLEVILLE LIXIERES

Née le 02/09/1947 à Briey

- Monsieur DESALME Claude

22 Rue Haute

57630 JUVELIZE

Né le 15/05/1945 à Lunéville

- Madame GAND Nathalie

66 Grande Rue

88390 FOMEREY

Née le 16/04/1971 à Nancy

- Monsieur GERARD Jean-René

55 Rue du Four

88270 VALFROICOURT

Né le 04/06/1940 à Pont-les-Bonfays

- Madame HENOT Monique

54 Rue de la Côte

57420 LORRY-MARDIGNY

Née le 28/01/1949 à Metz

- Monsieur MAILLARD Frédéric

348 Grande Rue

88300 LANDAVILLE

Né le 30/09/1957 à Neufchâteau

- Madame PEULTIER Colette

2 Rue Charles Fisson

54990 XEUILLEY

Née le 31/07/1945 à Xeulley

- Madame THOMAS Nathalie

8 Rue Sainte-Menne

88500 PUZIEUX

Née le 26/02/1964 à Charmes

* Comme suppléants :

- Madame GRALLET Anne-Marie

5 place du Château

54290 BAYON

Née le 15/09/1949 à Xirocourt

- Monsieur HELLUY Bernard

6 Rue Haute

54450 BARBAS

Né le 15/04/1953 à Barbas

- Monsieur L'HUILLIER Jean-Pierre

75 Rue de l'Huilerie

88270 DOMPAIRE

Né le 11/06/1939 à Dompain

- Monsieur PARMENTIER Paul

2 Bis Rue de Weltring

57400 BUHL

Né le 10/09/1941 à Sarrebourg

- Madame PERRY Isabelle

375 rue des Xatys

88200 DOMMARTIN-les-REMIREMONT

Née le 18/09/1969 à Epinal

- Madame BOULANGER Marie-Claude

21 rue de la Prairie

54170 SAULXURES-les-VANNES

Née le 22/11/1953 à Neufchâteau

- Monsieur ROLLIN Régis

13 rue des Près - Nondkeil

57840 OTTANGE

Né le 08/12/1972 à Metz

- Monsieur JULIEN Pierre

2 rue Antoine Julien

54670 CUSTINES

Né le 02/05/1966 à Nancy

- Monsieur BOUDINET Mathieu

9 rue du Lavoir

57930 BETTBORN

Né le 05/07/1972 à Sarrebourg

II – représentants de APRIA - RSA :

* Comme titulaires :

- Monsieur PHILIPPE Stéphane

12 rue de la pompe

88 300 HARMONVILLE

Né le 06/07/1972 à Nancy

- Monsieur GIRARD Bernard

31 rue principale

57420 GOIN

Né le 13/05/1956 à Metz

- Monsieur LADoucETTE Eric

15 rue du bois le prêtre

54470 FEY EN HAYE

Né le 19/04/1966 à Hannonville sous les côtes (55)

* Comme suppléants

- Monsieur DESHAYES Christian

8 rue du centre

57580 HAN SUR NIED

Né le 08/02/1947 à Morhange

- Madame TURBAN Agnès

9 rue de Paquis

88500 AVILLERS

Née le 25/10/1972 à Châtel-sur-Moselle

- Madame FRANCOIS-KLEIN Audrey

14 rue st Christophe

54610 EPLY

Née le 09/05/1979 à Laxou

Article 2 : L'arrêté préfectoral du 30 Octobre 2008 est abrogé.

Article 3 : Le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Président de la Mutualité sociale agricole Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 19 mai 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

AVIS ET COMMUNICATIONS

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE

PREVENTION DES RISQUES

Document du 20 mai 2011 listant les agents de la DREAL – Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Lorraine habilités au titre de l'article R.8111-8 du code du travail pour l'inspection du travail dans les mines et carrières

Conformément aux dispositions de l'article R. 8111-8 du code du travail, les agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – DREAL Lorraine, dont les noms figurent dans la liste ci-dessous, sont habilités à exercer les attributions des inspecteurs du travail en ce qui concerne l'exploitation des mines et carrières de la région Lorraine, ainsi que de leurs dépendances, à l'exception des carrières situées dans le domaine de l'État mises à disposition du ministre de la défense.

Ces missions sont exercées sous l'autorité du ministre chargé du travail.

- Mme Pascale HANOCQ

- M. Robert MAZZOLENI

- M. Marc BENCIVENGA

- M. Gérard FOLNY

- Mlle Frédérique TABARY

- M. Pascal PELINSKI

- Mme Claire MERMET

- M. Denis TOUSSAINT

- M. René VILLAIN

- M. Yvan GOBET

- M. Daniel FLEURENTIN

La présente liste annule et remplace la liste du 1 mai 2008.

Les décisions individuelles d'habilitation sont consultables au secrétariat général de la DREAL Lorraine.

Metz, le 20 mai 2011

Pour le Directeur,
La Chef de la Division Risques Miniers et Sous-Sol,
Pascale HANOCQ

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME, RISQUES

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 36150 du 23 mai 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de BARISEY-LA-COTE

Par arrêté préfectoral n° 36150 en date du 23 mai 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA lotissement communal 18 parcelles mairie rue de Mobrot, sur la commune de BARISEY-LA-COTE.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 42361 du 23 mai 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune d'ECROUVES

Par arrêté préfectoral n° 42361 en date du 23 mai 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA ZAC Thouvenot Bautzen Polygone - VRD 2e tranche sur la commune d'ECROUVES.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 54893 du 23 mai 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de POMPEY

Par arrêté préfectoral n° 54893 en date du 23 mai 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du passage TB en TJ 65 Kva centre aéré mairie rue de l'Avant-Garde, plateau de l'Avant-Garde, sur la commune de POMPEY.

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

Avis de concours interne sur épreuves d'agent de maîtrise du 23 mai 2011

En application du décret n° 91.45 du 14 janvier 1991 (Art 10.1°), modifié, le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy organise un concours interne sur épreuves d'Agent de Maîtrise afin de pourvoir :

- ☐ 4 postes d'Agent de maîtrise - Spécialité Hôtellerie Restauration
- ☐ 1 poste d'Agent de maîtrise - Spécialité Activité à Caractère Technique - Chauffage
- ☐ 1 poste d'Agent de maîtrise - Spécialité Sécurité, Prévention et Gestion des Risques
- ☐ 1 poste d'Agent de maîtrise - Spécialité Activité à Caractère Technique - Jardins

I - Conditions d'inscription :

Peuvent être admis à concourir :

- Les Maîtres Ouvriers, les Conducteurs ambulanciers de 1^{ère} catégorie,
- Ainsi que, sous réserve de justifier de 7 ans d'ancienneté dans leur grade, Les Ouvriers Professionnels Qualifiés, les Conducteurs ambulanciers de 2^{ème} catégorie, les Aides de Laboratoire de classe supérieure, les Aides d'Électroradiologie de classe supérieure et les Aides de Pharmacie de classe supérieure régis par le décret n° 89-613 du 1^{er} septembre 1989 modifié portant statuts particuliers des personnels médico-techniques de la Fonction Publique Hospitalière.

II - Composition et nature des épreuves :**A) Épreuves écrites d'admissibilité**

- ☐ Épreuve écrite (durée = 2 h – coef. 1)

Résolution d'un cas pratique exposé dans un dossier portant sur les problèmes susceptibles d'être rencontrés par un agent de maîtrise dans l'exercice de ses fonctions au sein de la spécialité au titre de laquelle le candidat concourt.

B) Épreuve orale d'admission

- ☐ Entretien (durée = 20 mn – coef. 1)

Entretien ayant pour point de départ un exposé du candidat sur son expérience professionnelle. Cette épreuve vise ensuite, à partir de la description d'une situation de travail exposée par les membres du jury, à apprécier les aptitudes des candidats, notamment dans les domaines de l'encadrement, des techniques de base de gestion et des grands principes d'organisation de l'institution dans laquelle il exerce ainsi que sa motivation à exercer les missions qui peuvent être confiées à un agent de maîtrise.

III - Réception et clôture des inscriptions :

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos nom et adresse affranchie au tarif en vigueur - format 21x 29,7 à :

C.H.U de NANCY - Direction des Ressources Humaines - Unité G.P.E.

Service Concours et Examens – Bureau n° 11

29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny – C.O. 60034 – 54035 NANCY Cedex

Le dossier, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, peut être valablement déposé à cette même adresse ou adressé au choix - sous pli recommandé, le cachet de la poste faisant foi.

**UN DELAI D'1 MOIS EST IMPARTI POUR DEPOSER LE DOSSIER D'INSCRIPTION
A COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS**

Nancy, le 23 mai 2011

La Directrice des Ressources Humaines,
Diane PETTER

